

LE REDRESSEMENT AGRICOLE

PAR

L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE

L'exemple des producteurs de blé

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 8 Juin 1932, à 14 heures

PAR

Bernard FERNAGUT

Président : M. William OUALID, Professeur

Suffragants : { MM. C. PERREAU, { *Professeurs*
 R. RICARD, {

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, Rue Soufflot, 13

1932

LE REDRESSEMENT AGRICOLE

PAR

L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE

L'exemple des producteurs de blé

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

LE REDRESSEMENT AGRICOLE

PAR

L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE

L'exemple des producteurs de blé

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 8 Juin 1932, à 14 heures

PAR

Bernard FERNAGUT

Président : M. William OUALID, Professeur

Suffragants { MM. C. PERREAU, { *Professeurs*
R. RICARD. }

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot, 13

—
1932



A AGRICULTURE PROSPÈRE

PAYS PROSPÈRE

INTRODUCTION

Aucun problème n'est plus important à l'heure actuelle que ceux qui touchent à l'organisation économique du pays. La place que chaque branche de la production doit prendre dans l'ensemble de l'économie nationale, où tout doit s'équilibrer harmonieusement, l'équitable ajustement des transactions pour le plus grand profit des producteurs et des consommateurs, la complexité des échanges et des relations économiques internationales font apparaître la primauté de l'économie sur le politique.

Ce renversement des formules nous était réservé par la période actuelle qui place les dirigeants devant les plus formidables enchevêtrements de dilemmes économiques et qui nous oppose à cette période d'avant-guerre dont l'activité fut consacrée à la politique pure et aux luttes des partis. C'est qu'en effet notre régime représentatif modelé sur les principes posés en 89 a toujours cherché d'abord à faire de la politique et ne s'est occupé qu'accessoirement sans préparation et sans compétence des problèmes économiques. Or si l'on peut considérer que la France est dotée au point de vue politique d'un *modus vivendi* rationnel, on ne pourrait en dire autant du point de vue économique. Cela tient d'abord à ce que les parlementaires sont des représentants politiques (par définition sans compétence économique) et que d'autre part le XIX^e siècle a été en majeure partie libéral, c'est-à-dire ennemi de l'intervention de l'État dans le domaine économique. Le résultat c'est qu'un bilan dressé de l'activité des parlementaires, montre que tout le gros œuvre politique a été fait par la Cons-

tituante et qu'au point de vue économique il n'y a jamais eu que des cas d'espèce et non des plans d'ensemble.

Napoléon 1^{er} a mis sur pied une organisation administrative tellement forte que 120 ans après lui ses sous-préfectures sont encore inamovibles. Il a manqué à la France un génie organisateur pour l'équiper économiquement. Après la Révolution, sous prétexte de liberté, on avait créé l'anarchie. Ce furent les intéressés qui ont dû réagir d'eux-même. L'industrie qui jouissait d'un grand prestige a pu le faire tout naturellement et arriver sans heurts à ces phénomènes de concontration : cartels, trusts qui sont chez elle une preuve d'organisation. Le commerce, art subtil mais artificiel, a profité de la désorganisation des autres et en a subi les fluctuations. L'ouvrier a du lutter dans la souffrance pendant un siècle pour obtenir un statut protecteur d'équité et d'humanité. L'agriculture enfin, prostrée dans un rôle passif, s'est contentée de plaintes vaines et de rancunes sourdes, sans parvenir à réagir, ce qui a permis à tous de s'organiser à ses dépens.

Or à l'heure actuelle, l'agriculture semble vouloir secouer sa torpeur. N'ayant à compter sur personne elle a, repliée sur elle-même, forgé l'arme qui doit la faire respecter : l'association. Une force nouvelle et puissante s'est levée dans le pays avec quoi désormais l'on devra compter : les résultats le prouvent.

Nous voudrions montrer ici : comment l'agriculture est la branche sacrifiée de l'économie nationale, malgré son importance primordiale.

Comment l'agriculture, malgré son individualisme foncier doit réagir en s'organisant et en se défendant par l'association professionnelle.

Comment l'agriculture, après un demi-siècle de tâtonnements, opère enfin son redressement, en utilisant et en fortifiant les jeunes organismes spécialisés qui conscients de leur rôle veulent la faire respecter et lui donner une organisation rationnelle.

Pour le faire comprendre nous montrerons cette œuvre de redressement dans la partie capitale de l'agriculture française : les céréales.

Tel est le schéma qui nous servira de guide.

Enfin nous ne saurions terminer cette introduction sans rendre hommage aux hommes de cœur qui luttent avec abnégation pour faire cesser l'injustice flagrante qu'est à l'heure actuelle le sort du paysan français. Notre hommage va d'abord aux dirigeants des grandes associations Agricoles. Il va ensuite, tout spécialement, aux amimateurs des groupements que nous étudierons dans notre partie spéciale.

L'étude de leur action est le plus beau témoignage que l'on puisse leur rendre.

PARTIE GÉNÉRALE

La situation de l'Agriculture et le problème
de l'Association

CHAPITRE PREMIER

« LA TERRE QUI MEURT »

L'« affaiblissement » de l'agriculture était développé en ces termes, le 5 novembre 1931 par M. Joseph Faure, Président de l'Assemblée des Chambres d'agriculture.

« L'excédent des importations sur les exportations marque l'évolution qui s'est produite dans l'Agriculture : dans les dix années qui suivirent 1900, malgré des rendements accrus, nous fûmes tributaires de l'étranger à raison de 2 millions et demi de quintaux par an. Ces besoins sont aujourd'hui quintuplés, au cours des quatre dernières campagnes, l'excédent des importations sur les exportations atteint 52 millions de quintaux de blé, soit plus de 12 millions de quintaux par an ! Un jour par semaine, le peuple de France mange du pain acheté à l'étranger. Cependant la production de seigle, d'orge d'avoine, qui jadis excéda les besoins du pays, est devenue incapable de les satisfaire : au cours de la dernière campagne, le pays a acheté à l'étranger un million de quintaux de seigle un million de quintaux d'avoine, plus de trois millions de quintaux d'orge. Nos exportations de pommes de terre, ainsi que des divers autres produits du sol, conservent péniblement leurs débouchés et nos achats, sans cesse plus importants, ont dépassé nos ventes à l'étranger. Notre troupeau ovin comptait il y a 80 ans plus de 33 millions de têtes, de nos jours il est réduit à 10 millions. Aux trois quarts de la présente année,

nous avons importé 783.000 moutons, 427.000 porcs, 153.000 têtes de bétail ovin, plus de 812.000 quintaux de viandes fraîches, réfrigérées, congelées ou frigorifiées. Un jour sur 10, cette année, le peuple de France a mangé de la viande achetée à l'étranger.

Alors que nos exportations de vins se maintiennent difficilement entre 1 et 2 millions d'hectolitres, nous devons nous procurer, surtout en Algérie, notre nouvelle France — il est vrai — ou dans les pays voisins, 10 à 15 millions d'hectolitres de ce produit, chaque année, chiffre équivalent à ce que nous dûmes importer au plus fort du désastre phylloxérique, quand la production nationale était inférieure.

Ainsi l'agriculture accuse un certain *affaiblissement*, ainsi d'année en année, tend à se rompre sans cesse davantage l'équilibre économique, qui jusqu'alors, a constitué le secret de la puissance de la Nation. Les liens moraux et matériels qui retiennent l'agriculture à la terre se relâchent constamment.

En cinq ans, de 1921 à 1926, où le développement industriel a été demesuré, les professions agricoles ont perdu plus de 800.000 travailleurs des deux sexes. »

Ce tableau montre bien dans quelle voie sans issue s'engageait l'agriculture.

Le dernier chiffre en particulier indiquait l'acuité du problème du dépeuplement des campagnes. Ce mal qui semble dater du début du siècle étend progressivement ses ravages : dans certains départements du Sud-Ouest, il prend l'allure d'une catastrophe. Il est devenu un péril national.

Or des solutions nombreuses ont été proposées, mais elle semblent ne pas avoir réussi. On a pris en faveur particulièrement l'extension de la propriété paysanne. Mais n'est-ce pas rendre plus écrasantes les charges financières qui grèvent les exploitations agricoles ?

D'ailleurs pour combattre un mal, il faut s'attaquer à sa racine. Il faut donc d'abord en connaître les causes. Celles-ci ont été fortement mises en lumière dans le livre poignant de Jean Yole. « Le malaise paysan ». Les véritables causes sont

d'ordre moral. Elles tiennent à l'esprit de notre vie moderne. « La religion nouvelle (le progrès), en séparant le corps et l'âme du métier, a mis contre elle la terre qui ne vit que de leur accord » (*Le malaise paysan* p. 257).

On a tué en souriant l'amour du métier. On a ridiculisé ce sentiment en le prenant pour naïf et simplet. La vie moderne exige de l'argent. Lui seul compte. Lui seul a droit à la considération. Chaque profession a une cote évaluée en mensualités. Alors on prend comme métier ce qui « rend ». On ne l'aime plus pour lui-même, il devient un fardeau qui n'est supporté que parce qu'il rapporte. Les choses en sont là. Une évolution s'est dessinée. Il faut s'adapter ou disparaître.

Le paysan est devant le dilemme.

La désertion des campagnes est une question d'argent. La Terre ne rapporte pas pour ce qu'elle exige. Elle ne laisse pour vivre qu'un standard *of life* inférieur à celui des villes. Puisque désormais l'amour du métier n'intervient plus le fils du paysan va émigrer. C'est l'application de la loi des vases communicants. C'est une loi physique brutale et sans réplique. Si cependant ce fils de paysan s'entête à ne pas désertir, s'il ne veut pas devenir un déraciné : il devra faire payer la Terre. Celle-ci devra lui donner une rémunération correspondant à un niveau de vie égal à celui des villes. L'équilibre des vases communicants sera alors rétabli. La migration s'arrêtera.

Or jusque là le paysan, pour rester fidèle à sa terre, avait accepté le sacrifice avec une résignation douloureuse. Cette situation, on l'a trop exploitée : écoutons Jean Yole :

« A Brive-la-Gaillarde en 1924. M. le Ministre du Commerce adjurait les paysans en ces termes : « Producteurs de toutes sortes, vous avez vos obligations ... Agriculteurs, notamment faites du blé, ne vous dites pas que cette culture est moins rémunératrice et plus aléatoire que certaines autres, faites du blé. » Ce que revient à dire : « Vous travaillez à perte, mais travaillez quand même. » Cette naïveté contient une ironie qui fouette jusqu'au sang. S'imaginer-t-on le même discours prononcé dans un meeting ouvrier ? Il faudrait craindre pour la vie de M. le Ministre, tout au moins pour les glaces de sa voi-

ture. Cette inconséquence, ce conseil tout simplement d'héroïsme se retrouvent — érigés à l'état de système — dans certains journaux, les propos des économistes de café, entretenus par les préjugés de l'opinion ». (*Le malaise paysan* p. 260 /1)

Une telle duperie ne peut se poursuivre. Elle a quelque chose de criminel et de contre-nature. Puisque les « préjugés de l'opinion prévalent » le paysan n'a qu'un moyen de salut : s'unir avec toute sa volonté tétue et réfléchie et lutter, lui aussi, pour l'argent.

Il faut, en effet, agir, L'importance primordiale de l'agriculture dans le pays l'exige. Mais comment devra se faire cette action nécessaire ?

Ce sont ces deux points : importance de l'agriculture et modalité de son action que nous allons considérer dans les chapitres qui vont suivre.

CHAPITRE II

IMPORTANCE PRIMORDIALE DE L'AGRICULTURE

Il y a des choses que l'on oublie trop facilement. Il y a des vérités que l'on feint d'ignorer parce qu'on en a peur. Il y en a d'autres que l'on cherche à dénaturer parce qu'elles nous gênent.

La primauté de l'Agriculture est de celles-là !

Et pourtant nous pouvons la sentir et voir sa réalité dans les grandes crises qui secouent le monde. Toujours à ces moments on sent naître et grandir l'angoisse et la hantise des produits de la terre. Tout ce que renferme le commerce et l'industrie paraît redevenir l'accessoire. On retrouve en soi tout ce que ces deux mots représentent de fictif. Ainsi dans les heures troubles l'instinct atavique de l'homme le porte à réclamer à grands cris son pain. Puis la roue tourne, le marché économique semble redevenir normal, on se rejette vers l'industrie et l'on semble faire fi de la Terre. Heureux encore si l'on ne traite pas les paysans d'affameurs ! La terre reste cependant l'amie fidèle des mauvais jours. Écoutons Méline : « C'est la Terre, la Terre nourricière de l'humanité, féconde et éternelle, mère de toutes les industries qui ne feront, en lui revenant, que rentrer dans le sein d'où elles sont sorties, la Terre qui a des consolations pour toutes les misères et qui ne laisse jamais mourir de faim ceux qui l'aiment et qui se confient à elle. » (Méline. *Le retour à la terre*).

Le terre est cela. Mais elle est également une grande force. Elle a même mérité l'attention des économistes, gens pourtant plus portés à raisonner qu'à se laisser aller à la douceur des sentiments.

Nous montrerons l'importance de l'agriculture en commençant par le point de vue économique. Après avoir dit quelques mots de ses stocks stériles, nous indiquerons l'importance de son débouché, comment elle est l'armature du pays, comment elle est la sauvegarde de la race, enfin quelle est la nécessité de son influence.

§ 1. LES STOCKS STÉRILES DE L'AGRICULTURE.

Il est d'abord indispensable pour l'Economie Nationale de prendre garde à faciliter l'écoulement des produits agricoles. Ces produits ne peuvent en effet être assimilés aux produits industriels. Leur mévente est une entrave à la marche normale des relations économiques. La plus légère surproduction est dangereuse. Citons un exemple : il suffit sur le marché du blé d'un excédent de 1/10 pour le désorganiser. Des stocks agricoles importants portent donc en eux le germe d'une crise grave.

Pourquoi ? C'est ce que nous allons tenter d'expliquer.

Selon J.B. Say les produits s'échangent contre les produits. Il ne pourrait donc y avoir de crises générales de surproduction. En effet une fois la demande normale satisfaite, il restera des stocks. Or ce qui empêche leur écoulement c'est le manque de débouchés. Mais pour les produits industriels la consommation peut s'étendre indéfiniment. C'est affaire d'accroissement du standard *of life*, c'est-à-dire de relèvement du niveau de la vie. Or celui-ci croît automatiquement par l'écoulement de gros stocks de produits industriels. Autos, phonographes, confort, seront d'autant plus demandés qu'ayant été utilisés, ils sembleront indispensables ; il y a constamment des demandes virtuelles supérieures à la production. Ce qui fait défaut c'est le pouvoir d'achat du consommateur. Mais celui-

ci pourra être artificiellement soutenu. En effet une fois que la demande réelle aura cessé, l'industriel qui a plus d'intérêt à donner ses produits qu'à les jeter à la mer, s'en débarrassera coûte que coûte à un prix de liquidation extrêmement bas. Celà fera apparaître la demande de toute une nouvelle catégorie d'acheteurs que par ailleurs les sortilèges du crédit ne manqueront pas de multiplier.

Une partie de la production s'écoulera ainsi, cependant il peut se faire, si la surproduction a été vraiment très forte, qu'il reste encore des stocks importants. Mais logiquement il ne peut en exister dans toutes les branches de la production, car un échange réciproque se ferait, une sorte de circuit fermé s'établirait entre les stocks et ceux-ci entreraient dans la circulation en s'ouvrant d'eux-même des débouchés d'échange. C'est alors que malheureusement les stocks stériles de l'agriculture vont intervenir. Pour ces produits en effet, la consommation semble étale, l'abaissement du prix ne faisant pas apparaître un accroissement sensible de la demande. Les stocks s'accumulent, stériles, inutiles, ils ne peuvent s'ouvrir de débouchés d'échange : on les brûle ou on les noie. C'est à cause de cette stérilité des stocks anormaux agricoles que le circuit d'échange ne peut se fermer¹. Ceux-ci en effet ne pouvant servir de contrepartie, bloquent des stocks industriels, qui de ce fait empêchent les débouchés d'échange de jouer. C'est pourquoi la stérilité des stocks agricoles permet ce phénomène illogique : les crises générales de surproduction.

Cette conclusion peut surprendre. Il semble imprudent de parler de produits agricoles, dont la surabondance provoque le délaissement. On est en effet immédiatement appelé à évoquer la trop célèbre théorie de Malthus, ou le pasteur pessimiste voyait le spectre de la famine menacer l'avenir de l'humanité. La thèse semblait logique : l'accroissement de la population se faisant en progression géométrique, et l'accroissement de la

1. Il va de soi que nous ne parlons pas ici des stocks normaux qui sont au contraire un excellent régulateur, indispensable à l'équilibre de la production et de la consommation. Les stocks anormaux sont les quantités résiduelles résultant d'une politique de spéculation dont la liquidation forcée succède à un embouteillage général.

production agricole en progression arithmétique, on devait aboutir à une famine généralisée. Or la réalité se trouve dans ce qu'a vu Paul Morand :

« Sur les quais de Santos, écrit-il, j'ai vu, brûler par jour soixante-dix mille sacs de café : j'ai pataugé dans le marc détrempe par la pluie ; un kilomètre de marc de café. A Rio, chaque matin, j'ai vu jeter à la mer quinze mille sacs. A Buenos-Ayres, j'ai vu du blé à quarante francs le quintal attendre en vain l'acheteur ... »

§ 2. DÉBOUCHÉ AGRICOLE

On voit par là que des stocks importants pèsent sur le marché mondial. Il nous faut nous isoler par des barrières douanières de ce marché déprécié. La consommation agricole étant en général en France amplement suffisante pour la production, la crise évoluera d'elle-même à l'intérieur. La concurrence déprimante de l'étranger ayant été ainsi émasculée, les prix français pourront s'établir au niveau des prix de revient moyen ce qui est un prix conforme à la raison. On ne peut d'ailleurs faire moins. Dans cette situation l'agriculture a un pouvoir d'achat à peine suffisant pour subvenir à ses frais d'entretien. Pour tout le reste, elle se restreindra et fera des compressions. Et cela sera une des causes qui paralysent le commerce et l'industrie du pays.

A l'Assemblée des Présidents de Chambres d'Agriculture de 1931, André Tardieu, alors Ministre de l'Agriculture, disait : « Devant la fermeture de tant de marchés étrangers, le marché intérieur est la base unique de notre prospérité économique, industrielle et commerciale, et de ce marché intérieur, le pouvoir d'achat rural commande au moins la moitié. »

Pour bien comprendre les répercussions de la diminution du pouvoir d'achat agricole, nous allons emprunter ces conclusions à la Conférence Economique Internationale de Genève :

« La dépression économique agricole est caractérisée par la rupture d'équilibre qui s'est produite entre les prix des produits

agricoles et ceux des produits manufacturés... Cette dépression a entraîné une diminution du pouvoir d'achat des agriculteurs sans que les consommateurs aient toujours bénéficié d'une diminution des prix des denrées alimentaires. La diminution du pouvoir d'achat de la population agricole a eu une répercussion sur la production industrielle et elle est par la suite une des causes du chômage qui, de son côté, réduit les débouchés des produits agricoles. »

Un cercle vicieux s'établit qui ne porte pas en lui de solution. Le seul remède apparaît dans le renforcement du pouvoir d'achat agricole. Son atrophie est à la base du malaise, sa fermeté raffermirait le marché national. Or il est constant que même en dehors des grandes crises générales et à part la période de l'après-guerre, l'agriculture n' a pas la prospérité suffisante pour constituer un bon débouché à l'industrie.

N'oublions pas ce passage du discours de M. Jules Gautier, Président de la Confédération Nationale des Associations Agricoles, au congrès de l'Agriculture Française tenu à Vichy en 1931 :

« Mais, nous disions que les agriculteurs ont comme tous les autres Français le droit à la vie et qu'il n'y a aucune raison pour qu'ils travaillent à perte. (Vifs applaudissements)

« Travailler à perte ? L'agriculteur l'a fait depuis les siècles des siècles. Eh bien il en a assez maintenant ! (Nouveaux applaudissements) ».

D'une façon générale en effet, la rémunération agricole n'est pas en harmonie avec la rémunération industrielle ou commerciale. Cela peut tenir à plusieurs causes.

D'abord l'agriculture produit principalement des produits de première nécessité. Leurs prix sont forcément les plus bas possible. Cela tient à la résistance des grandes masses de consommateurs, à la nécessité de satisfaire la demande de gens presque sans ressource, à la psychose de l'opinion publique qui s'acharne contre les prix des denrées agricoles en les rendant responsables de la vie chère. Sans doute en effet ces prix jouent le rôle de base du système économique, en conditionnant principalement le taux des salaires de l'industrie. Mais l'agri-

culture devient aussi le bouc émissaire responsable des calamités publiques. On veut se persuader que l'industrie sera d'autant plus prospère que l'agriculture sera plus pauvre. Le seul résultat tangible est de fermer complètement aux produits manufacturés le marché agricole qui en est après tout le débouché naturel. Ainsi sous forme logique on aboutit à une erreur économique.

De plus il faut avouer que le travail agricole et le travail industriel n'ont pas en eux-même la même valeur. Le travail agricole est souvent plus pénible que l'autre. Il réclame en tous cas dans la même journée une somme de travail souvent double.

Seulement le travail agricole, mal secondé par la machine en est resté au stade primaire. La spécialisation y étant difficile, les ouvriers qualifiés y sont rares. Bien souvent même l'organisation du travail y est sans amélioration possible. Pour ne citer qu'un exemple : le ramassage des pommes se fait de la même manière qu'il y a des siècles, et il ne semble pas qu'il puisse être amélioré. Le travail industriel au contraire fait bien souvent de l'homme un conducteur de machine, en sorte que la valeur de son travail équivaut à celle d'un chef d'équipe de manœuvres.

Enfin l'agriculture ne bénéficie pas des avantages de la société par actions. Presque toujours celle-ci est anonyme. Elle est donc sans responsabilité. C'est spécifiquement l'instrument indispensable au fonctionnement de la vie moderne. En ce siècle de bluff ou l'on semble avoir perdu le sens du réel, elle permet les combinaisons, l'avènement du fictif, la fièvre de la spéculation, le dérèglement de la Bourse. Dans l'agriculture au contraire, il y a toujours un homme responsable de son exploitation et qui sait que sa richesse dépend uniquement de son travail. Si les temps sont durs, il se saignera aux quatre veines : il ne peut s'y dérober. Même s'il ne peut payer, il gardera son exploitation. On lui fera confiance, sachant que dès que les affaires iront mieux, il se libérera à force de travail. C'est un point d'honneur pour lui. D'ailleurs il n'a même pas la suprême ressource de faire une faillite fructueuse. Si son

exploitation est grevée de frais trop lourds : il peindra d'avantage. Dans l'industrie au contraire quand une entreprise est écrasée par les frais de premier établissement ou par des charges trop lourdes, elle est mise en liquidation. Le matériel est vendu à vil prix ; une autre société lui succède. Celle-ci partie dans d'excellentes conditions va prospérer. Elle va réserver de beaux bénéfices aux gens qui sont au courant. Seul le nom des titres aura changé, mais cette simple opération aura permis de se débarrasser de toutes les charges en sacrifiant les capitaux des premiers porteurs.

C'est ce qui permettait de dire à M. Jules Gautier, s'adressant alors au Président du Conseil, en parlant du travail agricole :

« Un industriel, un commerçant, qui se trouverait dans cette situation n'échapperait pas à la faillite. Les paysans ont longtemps offert une résistance qui a déconcerté les observations en augmentant leur travail et en réduisant leur consommation *au dessous du nécessaire* ».

Voilà quelques-unes des raisons pour lesquelles l'agriculture n'est pas une industrie favorisée. Elle a connu des jours pénibles, parfois même tragiques : les crises de 1890, 1900, la crise viticole de 1907, la crise actuelle en sont des exemples frappants. Dans de telles conditions on aperçoit combien le débouché agricole est réduit. Cependant assurer la prospérité de l'agriculture pour lui donner un pouvoir d'achat élevé, ouvrant ainsi à l'industrie le débouché agricole, c'est la seule solution logique. Dans ces conditions n'y aurait-il pas intérêt pour une nation à soutenir son agriculture afin de lui permettre d'absorber la production industrielle, plutôt qu'à conquérir par dumping des marchés mauvais payeurs.

Citons pour conclure, ces paroles que prononçait M. le Professeur Oualid à la Session Générale des « Agriculteurs de France » de 1931 : « La politique récente du Gouvernement est faite d'une plus sage compréhension des intérêts de l'agriculture. Mais cette politique n'aurait eu qu'une vertu momentanée ; son caractère eût été artificiel, elle se serait heurtée à une résistance non moins forte des consommateurs des pro-

duits agricoles, c'est-à-dire des industriels, si ceux-ci ne trouvaient pas précisément chez les agriculteurs, le débouché normal à leurs produits et si le marché national ne constituait de beaucoup le marché naturel de l'industrie française ».

§ 3. L'AGRICULTURE : ARMATURE DU PAYS.

L'Agriculture est donc en somme la base de l'édifice économique du pays. Nous avons vu comment sa prospérité conditionnait celle de l'industrie, et partant du pays tout entier. C'est une raison qui commandait un régime de faveur envers elle. Ce régime la Terre y a encore droit à cause de sa situation matérielle dans la structure économique du pays.

Pour nous en rendre compte, consultons *l'annuaire International de Statistique Agricole* de Rome (1931). Les chiffres sont suffisamment éloquentes :

Voici d'abord la population française et la superficie totale :
En 1913 : 536.462 km² pour 39.790.000 habitants, soit 74,9
habitants au kilomètre carré.

En 1930 : 550.986 km² pour 41.400.000 habitants, soit 75,1
habitants au kilomètre carré.

En hectares la répartition de la terre française se fait de la façon suivante :

Répartition	Partiel	Total
1° Terres labourables		22.185.400
a. Céréales		(11.046.300)
Avoine	3.400.000	
Froment	5.300.000	
Seigle	760.000	
Orge	750.000	
b. Prairies artificielles et autres cultures fourragères		(5.290.720)
c. Autres cultures et jachères :		
Alimentaires		(2.234.780)
(Pommes de terre)	1.416.180	
Industrielles		(408.359)
(Betteraves à sucre)	274.970	
d. Jachères et cultures non spécifiées		(3.195.211)
2. Prés naturels et paturages		10.891.060
Prés naturels	5.688.850	

3. Cultures arborescentes et arbustives		2.154.770
Vignobles	1.402.019	
4. Bois et forêts		10.496.366
5. Marais, bruyères et terres incultes productives		5.085.566
6. Superficie improductive		3.591.643
7. Superficie totale		54.404.759

Ce qui nous donne les pourcentages suivants :

41,8 % de terres labourables (dont 20,1 % en céréales) ;

20,0 % de prés naturels et pâturages ;

19,3 % en bois et forêts ;

19,3 % en autres terres ;

Soit 80,1 % du territoire en exploitation.

Sur toutes ces cultures vit un cheptel composé de :

2.985.650 chevaux ;

15.631.140 bœufs ;

10.451.760 moutons ;

6.101.810 porcs.

Enfin la population agricole se dénombre comme suit :

Classification	Nombre de personnes Recensement du 6-3-21		7-3-26	Proportion Recensement du 6-3-21		7-3-26
	Territoire actuel antérieur			Territoire actuel ant.		
Population active en agriculture	8.951.099	8.660.248	8.129.824	23.07	23.34	20.21
Population active totale	21.720.604	20.843.805	21.394.094	55.98	56.18	53.18
Populat. totale	38.797.540	37.102.417	40.228.481	100.00	100.00	100.00

Après ces quelques données terminons par une recherche de la valeur de l'agriculture. Nous nous exprimerons en francs-or 1926 (et non en francs-or de germinal).

En 1912, les chiffres donnés par la Statistique Agricole annuelle étaient de :

Valeur de la propriété rurale ... 350 milliards

Capital d'exploitation 97,5 —

Produit brut annuel 100 —

Produit net 4 —

Par ces quelques valeurs nous avons essayé de fixer l'importance de l'agriculture en France. Celle-ci est prédominante

dans l'économie du pays : elle en est en somme l'armature. C'est la base sur laquelle s'est élevée le commerce et l'industrie. Il faut éviter que cette base ne soit ébranlée sous peine de faire crouler toute la superstructure. Ce but ne devrait jamais être perdu de vue : à agriculture prospère, pays prospère. La moitié de la population française vit de la terre. Celle-ci a droit qu'on la favorise.

C'est ce que développait André Tardieu au XIII^e Congrès de l'Agriculture Française à Vichy en 1931. Alors Ministre de l'Agriculture, il disait :

« Et puis, enfin, qu'est-ce que c'est que l'agriculture française ? C'est, encore aujourd'hui le plus gros capital du pays. Voilà une industrie, l'Automobile, qui a réussi, après la guerre, dans des conditions inouïes, a maintenir son coefficient d'exploitation à peu près à trois. On dit : « Quel beau succès ! » On a raison de le dire. Mais enfin, qu'est-ce que la production des automobiles ? C'est 6 milliards : une récolte d'avoine !

« Et le revenu brut de l'agriculture française, c'est 110 milliards en chiffre rond. Allons nous renoncer à ce revenu ?

« Et puis, n'y a-t-il que la matière dans la vie des peuples ? Il y a aussi l'équilibre des forces morales....., moralement et psychologiquement on ne peut pas déraciner 45 % de la population française.

« Donc il faut sauver l'agriculture française ».

§ 4 La Terre et la Race.

L'importance de l'Agriculture se manifeste encore à l'occasion de la réserve d'énergie et de haut potentiel moral qu'elle apporte à la Race.

La Nation a le devoir d'encourager tous ceux qui vivent de la terre : c'est un devoir de reconnaissance et de dignité nationale. Agir autrement serait renier la leçon et la beauté de l'effort, ce serait atteindre la race dans ses sources vives et empêcher sa perpétuelle régénération.

Le travail qu'exige la terre est un ensemble de virilité et

de force morale. « Soutenu qu'il est par l'aiguillon de l'intérêt personnel, il ne connaît ni trêve ni repos, plus méticuleux dans le détail en même temps que plus constant dans l'effort. Il faut savoir se soumettre à une rude discipline qui ne comporte de relâchement ni fêtes ni dimanches quand il y a de vaches à traire, du beurre et des fromages à fabriquer, des animaux à l'engraissement qui attendent leur ration et qui la réclament, régulièrement distribuée, si on la veut profitable.

Tous ceux qui sont au courant des réalités de la vie rurale quotidienne, qui ont vu de leurs yeux ce que représente de peines et de soins une bonne organisation de la production peuvent en témoigner. Dans son voyage d'études en France en 1789, A. Young en avait été déjà impressionné. Il restait stupéfait devant l'énergie déployée par nos paysans des Cévennes, montant sur leur dos la terre végétale jusqu'au sommet des montagnes pour constituer un sol là où la nature en a refusé un. Il concluait que seul le démon de la propriété pouvait susciter de tels prodiges. Plus tard Michelet reprenant l'idée en face des mêmes batailles livrées à la nature magnifiait le labeur de *l'homme qui fait la terre*¹.

C'est par une telle énergie, agissant dans le sens des réalités normales que l'on arrive à maintenir l'équilibre d'une nation. Dans nos temps modernes, la plus grande richesse que puisse posséder une race : c'est de conserver intacte ses qualités morales. L'heure présente nous montre en effet de grands peuples qui semblent avoir perdu leur véritable contrôle et qui vont à la dérive parce qu'ils sont atteints dans la profondeur de leur sens moral. Le mécanisme économique actuel porte en lui sa démesure et son poison, il est mauvais de s'y laisser entraîner et de glisser sur la pente des compromissions, de l'arrivisme et de l'amoralité. Or des villes on ne voit que le rayonnement de leur vie intellectuelle. Sans doute elles permettent le progrès, mais livré à lui-même il tournerait vite en décadence. Car c'est des « villes tentaculaires » que souffle l'esprit mauvais, c'est de leur vie factice et livrée à l'intrigue que vient le mal.

1. Ce dernier passage est tiré du remarquable ouvrage de MM. Hitier sur les problèmes actuels de l'agriculture.

Pour qu'un peuple conserve son équilibre et sa valeur morale, il faut que cette influence néfaste soit contrebalancée par une autre : celle de la terre : là où le grand air chasse les miasmes, où le soleil force les poumons, où les nerfs sont calmes et le cœur solide. Disons selon l'antique : *mens sana in corpore sano* ; ce sont ces masses sages dont on qualifie la pensée de bon sens et qui n'est en réalité que la raison à l'état pur, ce sont ces masses énormes, imprégnant les citadins artificiellement groupés, qui servent de contrepoids et maintiennent à la Race sa force morale civilisatrice.

Il est bon d'insister sur ce point. La vie de plein air et de simplicité contribue à conserver à la Race un esprit sain dans un corps sain. Ce sont les terriens qui constituent la grande réserve d'esprits dispos nécessaire à la grande fatigue cérébrale des villes. Ils apportent au pays la virilité, les nerfs solides, les poumons larges, les cœurs forts, les cellules intellectuelles vierges indispensables à la régénération constante de la Race. Ils sont la souche, mère des générations. Ce sont des troupes fraîches qui remplaceront les victimes de la vie fiévreuse qui tue, pendant que ceux ci retourneront vers la terre nourricière et consolatrice, pour y retrouver la santé dans la paix, aux sources même de la vie.

Le Maréchal Pétain disait : « On est difficilement un fort, quand on a des attaches trop lointaines avec la terre. »

On ne peut mieux dire en si peu de mots.

§ 5. L'INFLUENCE AGRICOLE ET LES DIRIGEANTS.

Appelés ainsi à permettre à la Race de résister à la vie moderne, les hommes de la terre exercent de plus dans le pays un rôle pondérateur. Écoutons Augé Laribé, le grand spécialiste des questions agricoles : « Ainsi au surplus, ils remplissent leur rôle social. Il n'est pas mauvais qu'il y ait dans la Société un groupe disposé par ses traditions à résister aux réformes aventureuses. » (*Syndicats et Coopératives agricoles* p. 38).

C'est que l'agriculteur est un grand positiviste. Il ne croit

qu'à ce qu'il voit. Il ne se rend jamais qu'à l'évidence. Il sait les difficultés du pouvoir et laisse agir les hommes qui s'y emploient avec toute leur bonne volonté et leur cœur. Mais « il est disposé par ses traditions à résister aux réformes aventureuses ». En face des grands problèmes notamment des problèmes internationaux on cherche à apporter des solutions constructives. Les projets d'Union Européenne intéressent au premier chef l'agriculture. Or rien n'est plus compliqué que ces solutions simples. Nous nous heurtons là à cet assemblage discordant que forme l'esprit et la matière. Matière d'abord qu'a façonnée les siècles et qui s'est cristallisée dans des formes diverses et disparates, si bien que la modifier ou la remodeler ne peut être que l'œuvre du temps. Esprit au contraire qui malgré une empreinte aussi marquée conserve sa puissance de logique et de raisonnement intact au point de souffrir de tous les illogismes dont le monde est pétri. Et voilà pourquoi la solution de tous ces grands problèmes est faussée par cette pureté de l'esprit. Il voudrait mettre de l'ordre et de l'harmonie dans le monde, mais il n'a pas la patience d'attendre l'œuvre des siècles. La civilisation n'est-elle pas justement l'expression de cet action de l'esprit éduquant la matière après l'avoir guidée pendant des siècles ? Or maintenant les problèmes ont été en se compliquant et si l'esprit les résoud logiquement la matière ne peut suivre qu'avec un très long temps de décalage. C'est pourquoi ces grands problèmes ne sont pas ressentis de la même manière par ceux qui ne sont consacrés qu'aux spéculations de l'esprit et ceux qui vivent uniquement en butte aux contingences de la réalité. Voilà ce qui sépare d'une façon générale les dirigeants et les exécutants. C'est pourquoi une grande réforme ne peut s'opérer qu'en violentant le fait établi. En ce sens les révolutions sont un triomphe de l'esprit sur la matière et une revanche sur le temps.

Voilà pourquoi l'influence de l'Agriculture doit rester prépondérante. Elle a un grand rôle pondérateur à jouer dans les destinées du pays. C'est d'elle que vient le rappel et le souci de la réalité. Son bon sens sait faire le départ entre le réalisable et la chimère et éviter au pays les expériences dangereuses. Si

la France est le pays de la mesure, c'est à son Agriculture qu'elle le doit.

Il ne faudrait cependant pas croire que ce caractère pondérateur soit à base d'incompréhension : bien au contraire.

Ainsi pour le blé : le problème du blé est international et sa solution est nécessaire pour l'entente et l'organisation des peuples. Le producteur français ne saurait méconnaître son importance. Il sait tout ce qu'exige du Gouvernement la responsabilité de la résolution de problèmes aussi complexes. Il y a sans aucun doute à l'heure actuelle un déséquilibre mondial qui réclame de chacun de lourds sacrifices. Sinon les conséquences peuvent en être incalculables. Citons entre autres la situation de l'agriculture des pays danubiens qui bien que vitale paraisse sans issue. — Au carrefour des Empires Morts selon la forte expression de Lucien Romier. — Vouloir l'ignorer serait pratiquer la politique de l'autruche. Mais à ce propos plaçons une remarque. Dans les développements qui vont suivre, nous nous occuperons seulement du point de vue du producteur français. Il produit, il doit être rémunéré, car personne, ne s'opposera à ce que lui aussi ait le droit de vivre de son travail. C'est un droit essentiel. Il doit le défendre. C'est un devoir pour lui de s'associer pour faire entendre de façon énergique la voix des millions de travailleurs de la terre qu'il représente. Sans doute est-il à même de comprendre que certaines circonstances et certains problèmes mondiaux exigent de lui de lourds sacrifices, mais son devoir est de chercher à les éviter avant que de les subir. Il doit considérer uniquement son intérêt, l'appuyer, l'empêcher d'être sacrifié inconsidérément. Il doit s'unir. Il doit plaider sa cause et la gagner.

*
* * *

Voilà donc sur quoi repose l'importance primordiale de l'agriculture française, sa prospérité est la contrepartie indispensable à notre industrie, c'est également la santé de la Race.

CHAPITRE III

L'AGRICULTURE ET LE POUVOIR

La prospérité agricole est donc une nécessité vitale pour le pays. Or à l'heure actuelle ce n'est pas une crise passagère, mais « l'affaiblissement » de cette branche de l'économie nationale que l'on constate. La crise est grave, il est urgent d'y remédier.

Par quels moyens ?

§ 1. POUVOIR PUBLIC ET POUVOIR SYNDICAL.

La réponse est nette.

Elle est de Mèline. Ce sera « le puissant levier de l'association qui enfante des miracles. »

C'est l'association seule qui dans la vie moderne est une Force.

Le Code Napoléon est un Code individualiste. Il veut protéger l'individu contre le groupe. La Révolution a abattu tout ce qui de loin pouvait ressembler à une association. Ses lois sont formelles, sans pitié. Sans doute. Mais tout évolue, et nous sommes actuellement à l'opposé de ce système. Le Code vénérable demeure, mais les lois, qui épousent sans discontinuité tous les mouvements de l'opinion, dominant. La poussée syndicaliste s'est fait jour. Elle est une réalité ; elle est plus même : une nécessité. Pour tous.

Væ soli ! La vie moderne a aussi jeté ses anathèmes !

L'Agriculture ne doit pas l'oublier. Or l'Agriculture c'est essentiellement le producteur.

Parlons net.

Pour le producteur l'intérêt général n'existe pas : c'est une abstraction. Un seul intérêt compte : son intérêt particulier. Un impérieux problème se pose à lui : vendre son produit un prix tel qu'il puisse couvrir son prix de revient et lui laisser si possible un bénéfice. C'est tout. L'intérêt général, au contraire est affaire d'appréciation. Il est décrété tel par les dirigeants. L'homme politique devra choisir parmi ces intérêts si souvent opposés l'intérêt qu'il faut protéger : ce sera l'intérêt général. Or l'appréciation d'un homme politique est conditionnée par les circonstances et de nombreux impondérables, quant elle n'est pas violentée par la pression de certaines forces. Or l'union fait la force, et dans une Démocratie la force est censée représenter le nombre, ce souverain mathématique. Or qu'a fait l'Agriculture ? A-t-elle compris l'importance de ces agissements ? Non. Elle s'est crue trop sage et trop paisible pour rechercher son avantage dans une politique d'intrigue et de fonds secrets. Elle est consciente de son bon droit, sûre de sa force tranquille, orgueilleuse de son travail et non de ses compromissions. Sans doute. Mais cet effacement, cet absentéisme dans les mêlées du forum, ne lui ont-ils pas nui ? Car s'il n'y a pas de représentation officielle des intérêts, il y en a une officieuse ; et l'Agriculture n'y a pas la place qu'elle mérite.

Voilà toute la raison de son effacement et de sa pauvreté. Pour y remédier elle devra se grouper et se fédérer, pour reconstituer la force énorme qu'elle représente.

§ 2. AGRICULTURE ET REPRESENTATION POLITIQUE.

Cette nécessité de l'union, pour faire prévaloir les droits des intérêts particuliers, peut sembler inutile au premier abord. Car le gouvernement qui décide est responsable devant les chambres. Or celles-ci sont par définition la représentation

du pays. Les ruraux qui sont le nombre devraient donc logiquement pouvoir faire prévaloir leur point de vue. Malheureusement notre système politique est conçu de façon toute autre. Ses principes sont tirés de ses origines. Ils sont tels que les a exposés Siéyès. Il ne faut donc pas oublier que le député représente tout le pays et non sa circonscription. La République est une et indivisible, chacun des élus représente la Nation entière. L'abolition absolue du mandat impératif fut le complément logique de cette théorie. Voilà pourquoi nous avons une représentation des partis et non une représentation des intérêts. Il en résulte que l'intérêt général naît non pas de la confrontation des intérêts particuliers en présence, mais de la lutte des partis (les grands ancêtres auraient dit de la lutte des idées).

C'est pourquoi, afin de faire prendre en considération avec toute la force désirable l'intérêt des producteurs agricoles, il faut que ceux-ci s'unissent énergiquement. C'est leur seule ressource. Ils doivent éduquer l'opinion publique et agir sur les gouvernants.

§ 3. AGRICULTURE ET POLITIQUE.

Il semblerait alors que pour réussir ces groupements devraient se lancer dans la politique. Or, pour eux, bien au contraire la politique voilà l'ennemi ! Pour conserver en effet au groupement sa force et sa vertu celui-ci doit l'ignorer. Rien de fort ne peut naître de la discorde et de l'intrigue. L'association doit avant tout avoir un but corporatif : elle doit se contenter de défendre avec force l'intérêt de la terre dans la limite des choses possibles. Elle doit réclamer pour elle un bien-être légitime. Mais elle doit se garder du virus des partis. L'union doit se faire sur une base précise et réaliser l'unanimité. Si par malheur elle ne la réalisait pas l'entreprise serait vouée à l'échec. Or la politique représente pour un groupement des sujets de discorde, des querelles, des rivalités. Quand un groupement a suivi une politique déterminée et que celle-ci ne réussit pas, cela jette le discrédit sur le mouvement. Enfin il

ne faut pas oublier qu'entre partis politiques c'est la lutte inexpiable et qu'en s'y laissant entraîner on a tout à y perdre.

« Qu'on l'appelle syndicalisme ou coopérative, l'association agricole ne peut vivre et fructifier que sur un terrain purement professionnel nettoyé de toute arrière-pensée politique. » C'est l'un des principaux parmi les conseils que donnait Emile Dupont, président de l'Union du Sud-Est dans son « Testament syndical » : « Tout d'abord, il faut tenir ce mouvement en dehors des préoccupations politiques... Non moins indispensable est l'entière indépendance des syndicats agricoles qui doivent se tenir en dehors de toutes attaches gouvernementales : libres sans hostilité : respectueux des lois, sans faiblesse ».

Cependant il faut à l'agriculture l'appui des Pouvoirs Publics. Le marché mondial est partout surchargé de stocks. Les prix sont avilis. Le coût de revient français est écrasant : même en période normale la concurrence est insoutenable. Le libre échange c'est la condamnation à mort de l'Agriculture. Il faut donc protéger énergiquement les produits de notre sol. Cela c'est l'œuvre du Gouvernement. La situation dépend de lui, selon les tarifs douaniers l'agriculture va disparaître, végéter, vivre au même, qui sait, prospérer.

C'est donc auprès du Gouvernement qu'il faudra agir.

Mais il faudra agir avec habilité en restant dans de sages limites. Car l'agriculture doit prendre garde à l'étatisme. Il ne faut pas oublier que la collaboration avec l'Etat est parfois chose assez scabreuse, lorsque l'on veut aller trop loin.

Pour nous en rendre compte nous allons citer ce passage du livre de MM. Hitier sur « Les problèmes actuels de l'agriculture »

« L'œuvre que nous envisageons (l'organisation agricole) est essentiellement de celles qu'il faut réserver aux initiatives privées et à elles seules. Il ne saurait être question de la confier à l'Etat ou aux autres organismes de droit public... La guerre s'est trouvée fournir le champ à un essai en grand de l'étatisme ... Nous avons eu un service officiel de mise en culture des terres ... Après les prix fixés par voie d'autorité nous avons failli connaître les rendements fixés par l'Etat en vertu

de sa toute puissance et de son omniscience ... Tant il est vrai qu'en pareille matière une fois pris dans l'engrenage *on est entraîné à de véritables folies*. La démonstration a été faite une fois de plus et faite malheureusement à grands frais de l'incapacité de l'Etat à assumer la charge des services d'ordre économique d'une façon générale. Mais (et c'est le point qui nous intéresse) quand on écrira l'histoire de cette faillite coûteuse pour la France de l'Etatisme il faudra réserver un chapitre spécial et copieux aux mécomptes enregistrés dans l'ordre agricole. L'après-guerre n'a pas été moins concluante au point de vue des expériences étatistes, spécialement dans les régions libérées, avec la remise en culture. *Les exemples de bévues administratives ne se comptent plus*. Des communes entières de la Somme ont reçu au printemps des semences d'avoine. Celles ci ont été employées ... et puis à l'heure de la moisson le grain était absent ... Les services d'Etat avaient, sans crier gare, expédié des semences d'avoine d'hiver ... »

Et voilà comment terminait MM. Hitier : « C'est la raison pour laquelle, quant à notre renaissance agricole à assurer, nous n'hésitons pas à ouvrir aux initiatives privées un crédit quasi illimité. »

D'ailleurs, l'Etat n'a jamais fait un gros effort administratif en faveur de l'agriculture. Pour nous en rendre compte nous allons citer ce passage du discours d'André Tardieu à Vichy, où le Ministre de l'Agriculture jugeait son Ministère :

« C'est en effet en 1881 qu'on a séparé l'agriculture de l'arbre dont elle n'était qu'une branche. Il y avait alors un Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture. Cette unité avait un sens très net et dont, je suppose qu'aucun de vous ne méconnaît la portée rétrospective. Cela voulait dire qu'il y a cinquante ans, et peut-être même à une époque plus proche de nous, l'économie agricole apparaissait aux pouvoirs publics comme un appendice, respectable sans doute, mais secondaire, de l'économie urbaine, et que tout ce qu'on demandait aux campagnes, c'était d'assurer aux villes, au meilleur prix possible, sans oublier les intermédiaires, les produits du sol français...

« A l'heure actuelle, l'Administration dans son ensemble, n'a pas été préparée à ces pressions prodigieuses des forces économiques, dont je parlais, tout à l'heure.

« Le Ministère de l'Agriculture, comme le disait M. Jules Gauthier, a été longtemps considéré comme un Ministère secondaire. On m'a regardé comme fou parce que j'avais demandé à m'en charger. C'est un Ministère, en effet, fort modeste et mal outillé. Je vais vous en citer un exemple.

« Ce Ministère occupe un immeuble, dans lequel il y a 113 bureaux qui lui ont été volés par le Ministère du Commerce, par le Ministère du Travail par le Ministère de la Santé Publique. Quand on a besoin de loger des fonctionnaires, ils vont à l'Agriculture !

« Il y a plus grave que cela. On peut s'entasser dans des bureaux. On peut se serrer la ceinture. Mais, dans cette bataille économique de l'heure présente, n'avoir pas de service économique, pas même de service scientifique d'informations exactes ! Pas de documents étrangers ! Pas de moyens d'action ! Des inspecteurs généraux de l'Agriculture qui devraient être, pour toute réforme d'avenir, les collaborateurs de tous les instants du Directeur de l'Agriculture et du Ministre, employés à des inspections régionales qui ne leur laissent pas une minute ! Pas même d'informations à jour sur l'état de l'agriculture française puisqu'il y a trente-neuf ans que l'on a fait la dernière enquête et que, si les Chambres n'avaient pas, il y a six semaines, voté les fonds pour en faire une autre, il n'y aurait rien. C'est vous dire qu'au Ministère de l'Agriculture il y a des progrès à accomplir ! ... »

Quant aux Ministres, le Président de la C.N.A.A. avait : « J'en ai connu — j'en ai connu des quantités — qu'on prend au dernier moment, je ne dirai pas dans le feu, mais dans la fatigue d'une combinaison ministérielle, enfin mise sur pied, lorsqu'on disait : « Tiens ! mais l'Agriculture ? On a oublié l'Agriculture ... Allez chercher un tel ».

* * *

C'est donc en elle que l'Agriculture doit puiser la force de se

sauver. C'est alors et alors seulement qu'elle sera aidée dans cette tâche par les hommes de bonne volonté et les réalisateurs qui seront au pouvoir. Mais son redressement ne peut venir d'abord que des associations.

C'est ce que pensait Méline, (*Le retour à la terre* p. 140) : « La conclusion apparaît tout de suite et le remède à cette organisation si défectueuse est facile à trouver.

Il est dans l'association, ce puissant régulateur de tous les intérêts. Les associations coopératives seront avec le temps le grand instrument d'émancipation de l'agriculture ; elles lui permettront d'obtenir de ses produits le maximum de recettes. Elles sont d'une souplesse merveilleuse et peuvent prendre toutes les formes. »

Cette conclusion rejoignait celle de M. Hitier « Associés, les producteurs vont représenter une force et une force d'autant plus puissante que leurs associations sauront à leur tour se grouper en fédérations. Leurs moyens d'action sont susceptibles alors d'un développement énorme et ceci est capital. »

C'est donc dans l'union qu'est le salut.

CHAPITRE IV

VUE D'ENSEMBLE SUR LES ASSOCIATIONS AGRICOLES

Cette nécessité de l'union, les circonstances économiques l'ont fait durement comprendre à l'Agriculture.

Nous allons voir comment sous leur emprise s'est opérée peu à peu, la création des différentes sortes d'associations agricoles. Certaines d'entre elles ont des origines très lointaines.

Sous l'ancien régime on pouvait considérer que dans le domaine agricole, le syndicat était remplacé parfois par la corporation, et la coopérative par le groupe féodal. C'est ainsi que l'on peut citer les confréries Saint-Vincent des vignerons de Touraine dont le fonctionnement était calqué sur celui des régimes corporatifs tels qu'ils fonctionnaient sous l'ancien régime.

De même le système féodal permettait les avantages de tout groupement collectif, ainsi le seigneur pouvait avoir à la disposition de ses sujets des reproducteurs sélectionnés ou des engins d'utilité collective. Il y avait ainsi le taureau ou le vérat banal, des fours ou des moulins à ban. C'est en effet sous cette forme que pouvait s'organiser et se simplifier le travail des champs. Le seigneur remplissait son rôle de grand propriétaire, il laissait l'usage de ces choses à ses gens moyennant un droit de ban.

On pourrait citer encore en dehors de ces formes de groupements : des communautés paysannes en Auvergne, des associations de culture en Provence ou en Roussillon, et surtout des coopératives de fromageries de Franche-Comté et de Jura qui existaient déjà au treizième siècle. Cependant a bien considéré tout cela représentait fort peu de chose et il fallut attendre longtemps avant que le mouvement ne prit de l'ampleur. Au début du xvi^e siècle se fondèrent des comices agricoles et des sociétés d'agriculture, mais ce ne fut véritablement qu'à la fin de ce siècle que l'on put assister à l'éclosion d'un mouvement favorable aux associations.

Ce n'est en effet que vers 1880 que l'on commença à voir apparaître des groupements agricoles.

Ceux-ci vont se former en trois étapes successives, les syndicats vont d'abord apparaître à partir de 1880, puis les caisses du Crédit vers 1890, enfin la Mutualité dès 1900.

Ce fut par la force même des choses que les agriculteurs furent obligés de s'unir. Leurs principaux syndicats datent en effet de cette terrible crise agricole qui a sévi à la fin du siècle dernier. Celle-ci touche les producteurs de vin par la destruction de nombreux plants de vignes, par le phylloxéra, et les producteurs de céréales par la concurrence désastreuse des pays neufs. C'est au cours de cette crise qui devait durer jusqu'en 1900 que le mouvement syndical prit vraiment de l'importance.

De 1880 à 1890 on peut noter en effet la constitution des syndicats suivants.

1832 : Seine-Inférieure ; 1883 : Loir-et-Cher ; 1884 : Ardennes, Charente-Inférieure, Vienne, Vaucluse ; 1885 : Loiret, Orne, Ariège, Dreux, Gard, Loire-Inférieure ; 1886 : Sarthe, Ille-et-Vilaine, Chartres, Manche, Deux-Sèvres, Syndicat Central des Agriculteurs de France, Pyrénées-Orientales ; 1887 : Anjou, Aveyron, Cher, Côte-d'Or ; 1888 : Basses-Pyrénées, Union du Sud-Est des Syndicats Agricoles, Châlons-sur-Saône ; 1889 : Franche-Comté, Doubs, Côtes-du-Nord.

C'est ce qui permettait à Méline, alors Président du Conseil et Ministre de l'Agriculture, de dire en 1897 à une réunion

tenue au Musée Social : « C'est de ce monde agricole qu'on avait cru pendant si longtemps voué à l'esprit de routine invétérée et dépourvu d'initiative qu'est partie l'étincelle qui doit régénérer le monde moderne. C'est lui qui le premier a compris et appliqué la grande formule de mutualité et de solidarité qui contient la vraie, la seule solution du problème social. »

Tous ces syndicats cherchèrent surtout à alléger les charges de l'Agriculture que la crise avaient lourdement aggravées, principalement en luttant contre les prix exorbitants des marchands d'engrais. Ces prix devaient d'ailleurs motiver une mesure législative permettant de poursuivre l'annulation pour cause de lésion des marchés d'engrais, ce qui dans notre droit est exceptionnel : la lésion n'étant pas en principe un cas de nullité des contrats.

Le Crédit agricole débuta en France vers 1890, mais ne fut établi définitivement qu'après 1897. Les premières Caisses fondées dans notre pays le furent à l'imitation des caisses qui fonctionnaient en Allemagne. Le principe était le suivant : chaque cultivateur pris individuellement n'ayant pas une surface suffisante pour obtenir du crédit, de nombreux propriétaires s'unissaient solidairement ce qui permettait ainsi d'obtenir les avances demandées. Mais cette responsabilité solidaire était très difficile à introduire en France, de plus ces Caisses avaient été principalement fondées par des associations ayant un caractère confessionnel et anti-étatiste marqué. Ce fut un autre système qui prévalut. L'Etat a organisé en 1897 le Crédit Agricole direct par une avance de la Banque de France de quarante millions sans intérêts et une participation de 2% dans ses bénéfices annuels pour en constituer la dotation.

C'est également vers 1900 que la Mutualité fit son apparition dans l'Agriculture. Elle fut provoquée par la carence des compagnies d'Assurances qui négligèrent le monde rural en le jugeant non intéressant. Pour remédier à cet état de choses les agriculteurs cherchèrent en eux-mêmes le moyen de se préserver contre les principaux risques. Ce fut donc d'abord une application du principe de l'assurance qui motiva la création des mutuelles dans l'Agriculture.

On pourrait enfin noter le développement considérable qu'ont pris les coopératives dans la période de l'après guerre. Sans doute de nombreuses coopératives existaient déjà mais c'est principalement à partir de ce moment qu'elles ont pris de l'essor, tant par leur nombre, leur importance que par le volume des marchandises traitées.

Tenter un recensement des associations agricoles est chose bien difficile, car les données statistiques sont rares et peu précises. Nous allons nous contenter de donner quelques chiffres afin de fixer l'ordre de grandeur du mouvement et l'importance de son développement.

A la fin de 1884 il existait seulement 5 syndicats agricoles groupant quelques centaines d'adhérents; on en comptait 557 en 1889, 2.133 en 1894, 6667 en 1899; à cette dernière date ils comprenaient plus d'un million d'adhérents. Une statistique du Ministère du travail donnait au 1^{er} janvier 1922, 7.654 syndicats. En 1925, il y avait 8.500 syndicats comprenant 1.222.634 affiliés (certains syndicats d'ailleurs comptaient moins de 10 membres). A la même date il y avait 176 unions de syndicats dont certaines sont très importantes. Ce sont principalement : l'Union Centrale (environ un million d'adhérents), la Fédération du Centre (150.000 membres dans 656 syndicats), l'Union du Plateau Central (25.000 membres dans 800 syndicats), enfin l'Union du Sud-Est (160.000 adhérents dans 1.032 syndicats).

Pour les coopératives, l'Office du Crédit Agricole donnait :

Caves coopératives :	239
Distilleries :	175
Sociétés de battage et d'utilisation de matériel :	598
Laiteries, fruitières, caséineries :	1.827
Huileries :	36
Coopératives de vente :	163
Coopératives d'approvisionnement :	117
Boulangeries :	428
Ce qui donnait un total de : coopératives	3.583

Enfin à l'heure présente, le rapport de la session de 1931 de

la Société des Agriculteurs de France et de l'Union Générale des Syndicats indiquait les chiffres suivants :

11.613, syndicats groupants : 1.583.247 membres ; et 4.000 Coopératives groupant, 500.000 coopérateurs.

Nous voyons donc que le mouvement s'étend sans cesse et que les associations agricoles ont déjà un passé mais surtout un grand avenir ouvert devant elles,

Un champ d'une variété prodigieuse s'offre à leur activité. Pour nous en rendre compte nous allons citer une nomenclature très complète que nous donne M. Augé-Laribé :

« Le classement que nous venons d'établir des associations pour l'achat, l'approvisionnement, la production ou la transformation, le groupage, la vente, le crédit, l'assurance contre les risques et d'une façon générale la défense des intérêts professionnels n'a pas mis en lumière l'extraordinaire variété de ces œuvres collectives de l'agriculture. Sans prétendre en établir la liste complète, qui se modifie chaque jour nous voudrions encore indiquer quelques applications de la solidarité à des circonstances particulières. Depuis le jour où les syndicats se sont constitués pour acheter en commun des engrais exactement dosés, bien des initiatives ont ajouté de nouveaux paragraphes au programme primitif.

« Le plus souvent ces services spéciaux ont été rendus par les syndicats, même s'ils ne devaient profiter qu'à une partie de leurs membres et il est alors assez difficile d'en faire le relevé mais il a paru parfois nécessaire de créer des associations ayant un objet particulier.

« Il en existe notamment pour la défense des récoltes contre les intempéries : syndicats de tir contre la grêle, syndicats pour la protection des vignes contre la gelée par l'établissement de foyers fumigènes, protection contre les dégâts du gibier, contre les ravages des insectes, hannetons, sauterelles, fourmis...

« La poursuite de fraudes par les producteurs honnêtes intéressés au bon renom des produits (qui existait déjà pour le vin) s'est étendu à d'autres produits que le vin...

« Les syndicats d'élevage ont pour objet, soit de tenir les

livres généalogiques des animaux de race pure soit d'acquérir des animaux reproducteurs, soit d'utiliser collectivement des alpages, soit d'organiser le contrôle laitier ...

« On vient de signaler à Alais la création du premier étouffoir coopératif de cocons de vers à soie ... Une coopérative s'est fondée dans les Pyrénées-Orientales pour extraire l'huile contenue dans les pépins de raisins.

Nous avons déjà signalé les moulins à huile et les distilleries de vin et de cidre. Il existe plusieurs féculeries de pommes de terre, une coopérative de sucrerie, une coopérative pour la fabrication du papier de paille, plusieurs coopératives pour la vente des fleurs et la fabrication des parfums, pour la vente des noix, des coopératives pour la coupe des forêts et des scieries. Il y a eu une coopérative pour la fabrication des couronnes d'immortelles, pour la préparation des cornichons et des câpres, pour la fabrication des balais en paille de sorgho ; il en existe encore pour la fabrication des emballages et de tous les produits de vannerie, pour celle des joujoux en bois découpé, sculpté et peint.

Que penser de cette multitude d'associations agricoles ? Vis-à-vis d'elles les opinions sont diamétralement opposées. Certains y voient « l'étincelle qui doit régénérer le monde moderne ». D'autres au contraire témoignent d'un noir pessimisme, déçus qu'ils sont par la trop grande dispersion du mouvement.

Au vrai on peut penser que le pullulement de ces associations prouve bien tout ce qu'a de superficiel le mouvement. M. Augé-Laribé disait : « Nous avons dit que c'est le signe du désordre que la coexistence d'associations ayant le même objet dans la même circonscription. L'expression est trop faible. Il faut dire que c'est un scandale. Prêcher l'union et en même temps préparer des sécessions ; envenimer les concurrences, entretenir des divisions, c'est pure folie. Ce n'est pas seulement dans les villages que les paysans doivent se grouper, c'est dans la profession tout entière que les agriculteurs doivent s'unir. Un syndicat dans une petite commune, c'est peu de chose ; mais deux syndicats

rivaux, c'est moins que rien. Un groupement de cinquante ou de cent membres, s'il reste isolé, n'a qu'une action économique d'une bien faible portée ; il doit s'agréger à une fédération de syndicats, et les syndicats à leur tour doivent s'unir dans une Confédération Nationale qui les aide à concilier leurs points de vue et à s'entendre pour agir ».

Au Congrès de Vichy, M. André Tardieu montrait bien le manque d'esprit de solidarité des associations agricoles en ces termes :

« Quand on a pris l'habitude de causer avec vos associations, on s'aperçoit qu'en général ces associations travaillent séparément, sans s'occuper les unes des autres, et qu'au sein même de ces associations les tendances rivales, locales, particulières se combattent avec une force telle qu'on ne peut en venir à bout que lorsque la crise touche au paroxysme. Vous m'excuserez d'être franc. C'est mon devoir ».

CHAPITRE V

ATTITUDE DES MASSES PAYSANNES

Devant ce développement vraiment étonnant des associations agricoles, on serait parfois tenté de penser à un colosse aux pieds d'argile. Ce serait une opinion injuste qui ne peut résulter que d'un examen superficiel de la question. Cependant on rencontre rarement à la base de ces associations le caractère de discipline et de solidarité qui est l'essence même de la force syndicale. Tentons une comparaison : cet esprit transforme un tas de pierres sans résistance en un mur inébranlable. Il est certain que le vieil individualisme foncier du paysan français répugne à cette formule. Le problème de l'association dans l'agriculture, ne peut se comparer à aucun autre - en particulier au mouvement syndicat ouvrier, prototype cependant de la force de la solidarité. Cela tient à l'attitude des masses paysannes : c'est ce que nous voudrions indiquer maintenant.

§ 1. MENTALITÉ PAYSANNE.

Dans le domaine rural l'esprit d'association, basé sur la solidarité a du mal à se faire jour. Méline disait : « La pratique de l'association est si peu dans notre sang que nous aimerions mieux mourir que de nous entendre avec nos concurrents ».

Et plus loin encore à propos de la mentalité des paysans, il parlait de « l'esprit méfiant, timoré et prudent à l'excès du paysan français ». On comprend facilement que sur de telles bases il soit difficile de faire naître une mentalité collective. C'est pourquoi afin d'habituer les gens à cette idée, il faudra beaucoup de temps, des campagnes de persuasion et surtout la vertu de l'exemple.

Le paysan français est plein de bon sens. C'est sa sagesse qui lui a donné cette grande force : la méfiance. Voilà pourquoi il est renfermé et parfois même injuste. Quand quelque chose lui paraît aller mal il garde jalousement pour lui ce qu'il pense et impute la faute à quelqu'un. Il se défie de la raison des autres qui n'est bien souvent que des sophismes soutenus par de belles paroles. Il a peur des gens qui parlent. Il se méfie surtout de tous ceux qui vivent de la chicane et en premier lieu des avocats qui ne sachant pas trop quoi faire s'occupent un peu de tout.

Il ne confiera pas ses affaires à des gens qu'il ne connaît pas. Même s'il le faisait ce ne serait jamais sans réserve et cela ne survivrait pas au premier échec. Il ne place sa confiance qu'en des gens de chez lui ; des gens « du cru » qu'il connaît bien et qui vivent au milieu d'eux depuis de longues années. Il y a partout des familles considérées ; chaque parcelle du territoire a les siennes. C'est à elles que l'on se confiera. C'est pourquoi la base de bien des associations agricoles a la structure d'un clan. C'est ainsi qu'à propos des Caisses Agricoles, J. Yole constatait que : « l'usage veut qu'on choisisse le directeur dans la classe paysanne, en tous cas tout près d'elle afin de faciliter les rapports ». Hors de là il ne pourrait y avoir de confiance. C'est ce qui explique la structure des associations agricoles, car chacune représente bien souvent une famille ou un homme dans le rayon où il est connu.

Méfiant vis-à-vis des autres le paysan l'est également vis-à-vis de lui-même et cela le porte à jouer un rôle passif dans la conduite des affaires du pays. C'est également une des raisons qui contrarient le développement de l'esprit de coopération dans les campagnes. D'autres traits de son caractère

heurtent également ce même esprit, c'est ainsi que suivant en cela l'exemple de beaucoup de ses compatriotes, le paysan possède un goût immodéré pour l'indépendance et un esprit frondeur fortement marqué. C'est une aversion foncière pour les contraintes et les règlements d'un groupement que l'on trouve en lui.

André Tardieu disait : « Pendant des siècles on vous a oubliés, mais aussi vous vous êtes laissé oublier ».

§ 2. MENTALITÉ DU COLON.

Cependant il ne faudrait pas oublier de mentionner une influence qui pourrait jouer un rôle important dans la vie des associations agricoles et qui pourrait leur apporter un peu de cet esprit d'entreprise et d'entraide qui leur manque. Nous voulons parler des colons français de l'Afrique du Nord.

L'Algérie, la Tunisie et le Maroc forment en effet un tout au point de vue agricole avec la production française. L'importance de leurs vignobles et de leurs cultures de céréales ne permet pas de les exclure du bloc métropolitain. C'est pourquoi également leurs associations font partie des Unions d'Associations Françaises et c'est par là que leur influence s'exerce sur les groupements français.

Les producteurs de l'Afrique du Nord ont forcément une mentalité différente des producteurs français. Ils sont encore pour la plupart des colons ou tout au moins ils en ont gardé l'esprit. Or c'est en lui que nous trouvons à un très haut point le sentiment d'entreprise et de solidarité. Créateurs et animateurs de domaine sans cesse menacés, ils ont compris la nécessité de l'action en faveur de leur défense. Ils ont à combattre les risques inhérents à la situation de leurs contrées. Ils ont eu aussi à faire triompher contre la résistance de la métropole, le principe de leur intégration dans la production française. Pour agir ils ont dû œuvrer avec la mentalité nécessaire à toute réussite. C'est pourquoi ils sont à même d'ap-

porter aux associations françaises l'expérience et les enseignements d'une lutte incessante dans le domaine économique.

§ 3. DIVERGENCE ET PARFOIS, ANTINOMIE DES INTÉRÊTS AGRICOLES.

Une autre différence surgit vis-à-vis du mouvement d'association : c'est la difficulté de trouver un terrain de base pouvant servir de but commun à une action collective. Pour agir en effet il faut qu'il y ait d'abord unanimité de vue, sinon l'association risque de se déchirer en luttes intestines et de ne pouvoir aboutir à aucun résultat. Or en agriculture il est très difficile de faire une telle schématisation des intérêts. Ceux-ci sont presque toujours confondus dans de grandes associations les paralysant par leur diversité. En agriculture, en effet, on peut dire que tous les intérêts s'opposent pour cette raison que rien n'est uniforme : d'une région à une autre, même pour une même récolte, les résultats divergent. Les diverses régions s'opposent, les divers produits s'opposent, les diverses formes de mise en culture s'opposent. Le cultivateur lui-même a des désirs contradictoires. Comme le disait M. Hitier : « Au point de vue strict, on n'a pas le droit de comparer ensemble deux animaux d'une même forme, ni le même animal à deux jours de distance », tant il est vrai que l'agriculture est la perpétuelle évolution et la perpétuelle transformation. C'est ce qui explique la difficulté de trouver un terrain d'entente permettant une action concertée des associations agricoles.

La vraie formule qui permette d'agir semble donc résider dans la défense d'un produit déterminé pris dans son ensemble : par exemple le blé. Tous les problèmes le concernant forment en effet un bloc suffisamment massif et indépendant pour permettre d'agir en vue d'un but précis, facile à dégager et que les associations pourront poursuivre inlassablement. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous en ferons l'étude dans notre partie spéciale.

§ 4. FAIBLESSE APPARENTE ET FORCE RÉELLE DES ASSOCIATIONS AGRICOLES.

D'après ce que nous avons vu de la mentalité paysanne il est aisé de comprendre que les associations n'ont pas réuni le grand nombre d'adhérents auxquelles elles ont droit. C'est ce qui donne à ces groupements une faiblesse apparente qui ne correspond pas toujours à la réalité. En effet s'ils n'ont pas la structure massive et ordonnée des autres associations ; il ont cependant une influence considérable sur la masse qui reste non affiliée. Il est certain qu'en temps normal on semble s'en désintéresser ou se tenir à l'écart du mouvement. Mais lorsqu'une crise survient, lorsque les doléances ont besoin de se faire jour alors on sent toute l'importance du mouvement d'association et on lui fait pleinement confiance. C'est encore là un côté bien français de l'organisation. Ces associations deviennent des sortes d'associations de cadres. Elles sont ainsi dirigées par des hommes de grande valeur, totalement désintéressés qui se dévouent entièrement à leur tâche. Ils travaillent sans bruit, bien souvent ignorés, isolés devant l'indifférence coupable des masses paysannes et réussissent cependant à obtenir des résultats d'une importance capitale, ce qui est vraiment un spectacle très réconfortant dans la vie moderne.

Cette faiblesse apparente a également un résultat très appréciable : celle d'écarter du mouvement les meneurs et les parasites. Ceux-ci en effet se désintéressent complètement de ces associations qui exigent un dévouement totalement désintéressé. Cela est également important car ces parasites sont parfois une plaie dans certains groupements.

Cependant malgré leur faiblesse apparente, les associations agricoles exercent une influence considérable, c'est que nous aimons en effet en France à être vaguement inscrits à de nombreux groupements, dont nous nous désintéressons d'ailleurs complètement, jusqu'au jour où nous nous sentons au pied du mur et où nous voyons venir la catastrophe. Alors nous

allons vers eux : tout le schéma est prêt, toute l'organisation générale subsiste. Il y a de grandes associations qui comptent des millions d'électeurs, mais dont quelques centaines à peine s'en souviennent jusqu'au jour où un danger menaçant les retrouvent tous unis.

S'il n'en va pas absolument de même dans le domaine agricole, où de très nombreuses associations ont une action efficace et continue, ce caractère y subsiste cependant à l'état latent. Il tient en effet à la race elle-même. C'est d'ailleurs l'une des causes pour laquelle le nombre d'adhérents aux syndicats ouvriers français est beaucoup plus faible qu'à l'étranger. En dehors des adhérents eux-mêmes il y a toujours une très forte proportion de sympathisants.

Bien souvent le cultivateur pense qu'il est suffisamment représenté par son député. Mais ceux-ci sont divisés contre eux-mêmes puisqu'ils sont affiliés à des partis opposés, ce qui les empêche de remplir leur rôle normal. Cependant il pourrait y avoir au Parlement une grande union de défense agricole ; car de très nombreux députés sont les élus des districts agricoles, cela devrait former une entité alors qu'il n'existe pas de députés représentant les libraires ou les boulangers. On peut penser en effet que, sous la force même des choses, le Parlement deviendra de plus en plus économique, au détriment de la politique.

Les discours des hommes d'Etat indiquent déjà une évolution en ce sens.

* * *

Quoi qu'il en soit l'individualisme foncier de la paysannerie française n'a pas permis jusque là aux syndicats de rendre tous les services qu'ils peuvent rendre. L'œuvre accomplie est déjà considérable mais celle qu'ils accompliront le sera bien davantage.

CHAPITRE VI

ÉTAT ACTUEL

La première phase de l'histoire des syndicats est passée. Il y a eu une floraison merveilleuse de près de soixante mille groupements, dont la soudure malheureusement est insuffisante. Une seconde phase doit commencer. Laissons agir la loi de la vie. Rien n'est plus puissant et vindicatif qu'elle. De cette jeune forêt les plantes saines et bien constituées vont étouffer les autres. Les forts écraseront les faibles. Nous entrons à l'heure actuelle dans une phase où les fautes seront impardonnables et les erreurs définitives. Il est à craindre ou peut être plutôt à souhaiter qu'un regroupement ne s'opère et que la disparition de certaines associations ne renforce la position des autres.

Si le mouvement relatif aux associations a eu tant de succès apparent il n'en reste pas moins que ce qui a le plus manqué jusqu'ici c'est de bien comprendre et de se pénétrer de l'esprit qui doit animer un groupement. En agriculture malgré les noms il n'y a peu de syndicat selon l'esprit de ce mot ; il y a surtout des associations à but variable. Or c'est le syndicat qui représente le mieux l'absence de ces associations basées sur la solidarité, et à l'heure actuelle il n'a pas toujours été très bien compris. A ce propos M. Augé-Laribé écrit : « Un syndicat, ce n'est qu'un cadre, une forme. Si l'on y verse la vanité, l'envie, la sottise, la méfiance et l'égoïsme, il est bien certain

qu'on ne pourra y puiser ni des améliorations sociales ni des progrès techniques » et plus loin : « L'organisation de la vente en commun suppose un progrès de la commercialisation, de la standardisation auquel les cultivateurs résistent de toute la force de leurs instincts. »

Malgré les critiques que l'on peut formuler il est indéniable qu'à l'heure actuelle l'association agricole est devenue d'une efficacité éprouvée. Il y a de très nombreux groupements qui rendent actuellement les plus grands services à leurs membres. La vie quotidienne est une mise au point renouvelée. Un demi-siècle d'efforts les a dotées de l'organisation voulue.

Or parallèlement à ces associations générales, se sont créées d'autres associations basées sur une formule différente, et extrêmement intéressante : la spécialisation. C'est à deux d'entre elles que nous nous attacherons maintenant, pour montrer comment par l'Association professionnelle l'Agriculture opère son redressement.

Nous allons étudier les jeunes forces que constituent l'Association Générale des Producteurs de Céréales, et l'Union Nationale des Coopératives Agricoles de vente et de transformation du blé. Nous verrons sur le vif les difficultés dans lesquelles elles se débattent, l'action énergique qu'elles mènent pour la défense des intérêts agricoles et surtout les résultats étonnants qu'elles ont obtenus. Ce sont elles qui dans leur sphère ont été les artisans du redressement agricole.

Ce sera en effet autour de ces jeunes groupements que devront se cristalliser les nouvelles énergies agricoles qui sentent dorénavant toute l'action salvatrice de la solidarité. Ils permettront la concentration régionale entre groupements rivaux poursuivant le même but, et agiront dans le sens d'une meilleure répartition de l'action agricole.

Ce regroupement des forces agricoles commence déjà à s'opérer par la création d'associations spécialisées à l'exemple de l'Association Générale des Producteurs de blé. Les succès obtenus par l'A.G.P.B. ont en effet incité les différentes branches de la production agricole à se fédérer dans un but de

défense et d'organisation. Déjà se sont créées les associations de producteurs de viande, de pommes de terre, de lin, de betteraves, de lait, du vin.

Il en a été de même pour l'Union Nationale des Coopératives Agricoles de Vente, et de Transformation du blé, dont l'exemple a été suivi.

Cette création a marqué une étape dans l'évolution du syndicalisme agricole. Ces associations spécialisées ne doivent pas d'ailleurs songer uniquement à obtenir des succès dans la branche qu'elles défendent, elles doivent encore se grouper entre elles pour maintenir un juste équilibre entre les différentes branches de la production agricole.

C'est ainsi que peu à peu on arrivera à une véritable représentation économique du monde rural.

Toutes les sortes de groupements ont leur importance. On pourrait en effet envisager que la réorganisation économique des différentes branches de la production doit s'appuyer sur eux : au sommet des associations dégageant l'intérêt de la profession dans le cadre de l'intérêt général, ensuite un organe actif : le syndicat, luttant pour obtenir les mesures de sauvegarde de cet intérêt professionnel, enfin des coopératives réalisant l'équipement et l'organisation de la profession.

Ces trois groupes : associations, syndicats, coopératives, se développent et amplifient leur mouvement à l'heure actuelle. Ainsi dans le domaine du blé, nous avons à la tête les Chambres d'Agriculture dont l'Assemblée des Présidents indique la marche à suivre, nous avons ensuite l'agent actif, tel l'A.G. P.B., qui la traduit en actes, enfin nous avons les organes réalisateurs, tels l'Union Nationale des C.A.V.T.B. qui organisent.

C'est en étudiant les deux groupements, que nous venons de nommer, tant dans leur fonctionnement que dans leurs résultats acquis, que nous montrerons quel bienfait l'agriculture peut retirer de l'association et comment ces organismes ont été dans leur sphère les artisans du redressement agricole qui se dessine à l'heure actuelle.

PARTIE SPÉCIALE

Le redressement agricole des producteurs
de blé
par l'Association Professionnelle

CHAPITRE PREMIER.

GENERALITES.

Nous avons tenté de montrer l'importance matérielle de l'agriculture dans le pays, et la nécessité de l'union solidaire dans la structure économique des Etats. Nous avons vu ensuite la façon dont l'agriculture a réagi en face de ce problème moderne. Il nous reste maintenant pour saisir sur le vif le point actuel de l'évolution et l'action entreprise dans le domaine des réalités, à étudier le fonctionnement d'associations qui pourront servir de types à cette étude et montrer comment s'opère peu à peu le redressement agricole en France.

Il nous a semblé que les organismes qui s'occupent des céréales répondaient parfaitement bien à cette idée. Cela tient en effet à l'importance primordiale du blé, à la complexité des problèmes à résoudre enfin aux résultats exceptionnels obtenus en quelques années par ces jeunes associations dont la vitalité est le meilleur gage de leur avenir propre et de celui de de l'association dans l'agriculture.

D'abord le blé est une céréale dont l'importance est capitale dans l'économie mondiale. On en produit bon an mal an de par le monde pour près de cent milliards de francs, représentant très approximativement onze cent millions de quintaux qui se récoltent successivement durant toute l'année dans toute les parties du monde. Pour la France en particulier ce produit tient une place primordiale dans l'économie

ationale. « Le blé, ainsi que le disait M. Pierre Hallé, c'est la base de notre économie agricole. Protéger le blé c'est protéger le paysan français, maintenir l'équilibre social et économique du pays. »

Ensuite les problèmes que soulève l'étude de la production et du marché des céréales sont extrêmement complexes et délicats. Nous n'en citerons qu'un exemple : la querelle du prix du pain, qui est à la base de toute politique du blé. Or en dehors de cette question, il y a toute une protection douanière et toute une organisation de la production à mettre sur pied. La tâche est véritablement immense.

Enfin la raison dominante qui milite en faveur de l'étude de ces associations c'est la vitalité et l'influence considérable qu'elles exercent pour le plus grand profit de l'agriculture française. Dans leur sphère, elles sont véritablement les artisans d'un redressement national agricole.

C'est pourquoi nous allons étudier dans cette dernière partie :

Les causes de la crise chez les producteurs de blé — leurs deux organismes de défense — enfin les résultats obtenus par l'Association Générale des Producteurs de Blé et l'Union Nationale des Coopératives Agricoles de Vente et de Transformation du Blé.

CHAPITRE II

LA CRISE CHEZ LES PRODUCTEURS DE BLÉ.

Malgré tout l'intérêt qu'il mérite, nous n'étudierons pas le problème du blé, qui ne rentre pas dans le cadre de cette étude. Nous voudrions seulement indiquer sommairement les causes et les solutions de la crise qui sévit actuellement chez les producteurs de blé. C'est en effet parce que nous aurons d'abord posé le problème que nous serons à même de comprendre pleinement les résultats obtenus par les organisations de défense du blé.

§ 1. CAUSES.

Les causes profondes du désarroi du marché du blé se dégagent d'elles-mêmes de la situation internationale. Pour bien saisir le nœud de la crise du blé il suffit de laisser parler les chiffres. En France la situation est la suivante : le producteur produit cher, or les cours mondiaux sont très bas à cause d'une surproduction permanente mondiale.

Il est extrêmement délicat de déterminer avec une précision suffisante le prix de revient du blé en France. C'est qu'en effet les agriculteurs tiennent rarement une comptabilité, ensuite il y a des quantités de prix de revient différents à tel point que ceux-ci varient du simple au double. Il ne faut pas oublier

enfin comme le disait André Tardieu à Vichy que le Ministère de l'Agriculture n'a pas l'organisation qu'il conviendrait : « pas même de service économique, pas même de services scientifiques d'informations exactes ! » C'est donc les associations agricoles et les Chambres d'Agriculture qui doivent remédier à cette carence par leurs seuls moyens. Nous allons indiquer ici la documentation recueillie en 1929 au cours d'une enquête faite auprès des Chambres d'Agriculture. Les chiffres sont donnés par coût de production à l'hectare, nous en déduirons facilement les prix de revient.

Région Nord.

Les Chambres d'Agriculture de la Somme, Seine et Marne, Seine et Oise, Aisne, Pas-de-Calais indiquent des frais de 3.250 à 3.900 frs à l'hectare.

L'exemple de quelques exploitations, où les rendements atteignent et dépassent 30 quintaux, montre que le chiffre de 4.000 francs n'a rien d'anormal.

Dans la région Nord, pour des rendements de 20 à 25 quintaux les frais de culture à l'hectare sont voisins de 3.500 francs.

Région Est.

La Chambre d'Agriculture de la Meuse indique 2.800 francs pour un rendement de 15 quintaux 6. A la ferme des Mesnil, on atteignait 2.534 francs.

Région Ouest.

Les frais de culture sont évalués de 2.100 à 2.600 francs. Le rendement moyen régional est de 14 quintaux 51.

Pour un rendement de 15 quintaux, les frais de culture dans cette région atteignent 2.500 francs.

Région Centre.

La Chambre d'agriculture du Loir-et-Cher indique 2.400 francs pour un rendement de 15 quintaux.

L'Allier, 3.000 francs pour 12 quintaux.

Région Sud-Ouest.

La Charente cite le chiffre de 2.500 francs pour un rendement de 10 quintaux 44. La Gironde également 2.500 francs pour 14 quintaux.

Région Massif Central.

La Loire indique 3.000 francs, malgré le faible rendement de 10 quintaux 50.

Dans le même département 3.125 francs pour un rendement de 16 quintaux.

Région Midi.

La Chambre d'Agriculture du Gard, pour 15 quintaux, indique 2.500 francs.

De plus, M. P. Hallé, indiquait que le coût de production est en progression constante ainsi qu'il ressort de la comptabilité de la ferme de Grignon :

1924	— 2.349
1925	— 3.021
1926	— 3.096
1927	— 3.597
1928	— 4.018
1929	— 3.948

Cette enquête nous donne donc les prix de revient suivant :

Région Nord	Nord-Parisien	130
	Nord	158
Région Est	Est	185
Région Ouest	Ouest	170
Région Centre	Loir-et-Cher	160
	Allier	250
Région Sud-Ouest	Charente	250
	Gironde	180
Région Massif Central	Loire	195 /295
Région Midi	Gard	166

Les prix de revient varient donc de 130 à 250 francs pour une production d'un quintal de blé¹.

1. En raison de la grande approximation des chiffres recueillis, nous ne donnons ces chiffres que sous toutes réserves.

Or en face de ce coût de production quel est le prix du blé sur le marché mondial ? Voici les prix, par quintal, pour la première semaine de ces dernières années :

Marchés	Types	1913	1925-29	1930	1931	1932
Winnipeg	Manitoba North n° 1	72.5	138,75	132,0	50.5	57
Chicago	Winter n° 2	85.7	142,5	120,7	74.5	54
Buenos-Ayres	Barletta	85.9	139,5	119,4	48.8	6 pesos 4

C'est ce qui permettait de dire à Paul Morand : « A Rio, chaque matin, j'ai vu jeter à la mer quinze mille sacs de café, à Buenos-Ayres, j'ai vu du blé à quarante francs le quintal attendre en vain l'acheteur, tandis qu'en France on le paie cent-soixante-dix francs ... »

Ajoutons que la crise qui sévit dans la marine marchande a eu pour conséquence une baisse notable des frets.

Pour en donner un exemple saisissant indiquons que les prix du transport d'un quintal de blé, est plus élevé entre Paris et Marseille qu'entre Buenos-Ayres et Marseille.

Quant au Blé Danube, « la crise économique suraigue dont souffre les pays danubiens les oblige à vendre à n'importe quel prix. »

Notons enfin qu'à l'heure actuelle : la cote de mars à Chicago est tombée, du 16 au 30 mars 1932, de 55 5/8 cents à 51 3/8 (47 francs le quintal). Dans le même temps la cote de mai à Winnipeg a fléchi de 65 cents à 60 1/8. Ce qui nous donne pour le cours du blé exotique rendu C.A.F. au port français.

	Manitoba n° 1	Plata
16 mars 1932	74 /75	56 /57
23 mars 1932	68 /70	54 /56
30 mars 1932	68 /70	52 /54

Cet effondrement des cours vient uniquement d'une surproduction mondiale qui tend à devenir permanente. Dans ces dernières années en effet la production a augmenté dans une proportion formidable, cela tient à la désorganisation économique qu'a entraînée la guerre. De 1914 à 1918, les besoins de l'Europe ont nécessité une importation en augmentation de 100 à 150 millions de quintaux sur la période normale. Il en

résulta un prix extrêmement rémunérateur pour les producteurs de blé si bien que les quatre grands pays exportateurs : Canada, Etats-Unis, Argentine, Australie, emblavèrent quinze millions d'hectares nouveaux.

Après la guerre l'Europe reconstitua peu à peu sa production, si bien qu'à l'heure actuelle elle produit à peu près autant qu'avant-guerre. Or les pays d'outre-mer n'ont pas voulu comprendre que le débouché que leur avait ouvert la guerre allait de ce fait se trouver fermé. Bien au contraire, dans ces années troubles de l'après-guerre persuadés de la maîtrise incontestée de l'Amérique sur le monde, ils ont voulu dans le domaine agricole comme dans le domaine industriel accélérer la production pour abaisser le prix de revient et écraser ainsi définitivement la production du vieux continent.

C'est ainsi que nous les avons vu continuer à faire des efforts, parfois même coûteux, pour maintenir et développer, plus ou moins artificiellement, leur production. Si bien qu'à l'heure actuelle, l'Europe ensemence 28 à 29 millions d'hectares, comme avant-guerre, et quatre grands pays exportateurs emblavent 17 millions d'hectares de plus qu'avant guerre. Les rendements de ces pays étant en moyenne de 7 ou 8 quintaux à l'hectare, cela représente une surproduction annuelle de l'ordre de 120 à 130 millions de quintaux.

Par contre il faut noter le fléchissement très net de la consommation mondiale. Les récentes statistiques de l'Institut de Rome ne laissent, à cet égard, aucun doute et les possibilités d'accroissement dans les pays d'Extrême Orient secoués par de multiples crises politiques et économiques ne sont pas de nature à venir alléger la situation mondiale avant qu'il soit longtemps.

Il y a donc un déséquilibre profond entre les possibilités de la consommation et les possibilités actuelles de la production mondiale. Les chiffres sont là pour en faire foi. En effet si la production mondiale a constamment progressé : (*Annuaire Statistique Internationale*),

Moyenne 1909-13	822,6 millions de quintaux	
— 1924-28	954,7	—
— 1929	969,2	—
— 1930	1.028,7	—

Il en a été de même du report mondial des stocks, qui constitue en quelque sorte la surproduction visible (très inférieure certainement à la surproduction réelle).

Au 1 ^{er} août 1926	34 millions de quintaux
— 1927	51 —
— 1928	60 —
— 1929	120 —
— 1930	114 —
— 1931	120 —

Malgré les résultats navrants de cette surproduction, une volonté d'accroissement s'est manifestée dans les pays exportateurs jusqu'à la conférence de Rome de mars 1931. Il reste encore des terres neuves qui peuvent être mises en culture aux frais les plus réduits. On multipliait les efforts pour l'emploi de variétés meilleures permettant d'obtenir de plus hauts rendements. Il n'y a pas très longtemps une circulaire du Ministère de l'Agriculture des Etats-Unis signalait que le prix de revient du blé dans les Pays neufs, peut-être encore très sensiblement abaissé en mettant en culture les terres vierges avec les procédés culturaux et mécaniques les plus perfectionnés.

Or un nouveau concurrent est entré en jeu, dont les manifestations devraient faire réfléchir les grands pays exportateurs d'outre-mer. La Russie qui a exporté, au cours de la campagne 1930-31 près de trente millions de quintaux continue à mettre en œuvre son plan quinquennal : elle a entrepris le défrichement d'immenses surfaces, elle a acheté un nombre considérable de tracteurs et n'était le caractère aléatoire, propre au caractère russe, de toutes les grandes entreprises de ce pays, on pourrait craindre, à très brève échéance, un développement brutal de ses exportations. Cette éventualité reste possible, le besoin pour la Russie et la volonté de faire de l'argent peuvent amener ce pays à bouleverser complètement le marché mondial dans les années qui vont venir.

Il résulterait de ce fait un nouvel effondrement des cours du blé sur le marché mondial, bien que les cours pratiqués ces dernières années aient touché le minimum atteint au xix^e siècle.

De ce tableau de la situation mondiale nous pouvons en déduire la situation du producteur français. En face de concurrents qui à l'heure actuelle offrent des blés Manitoba n° 1, qui sont les meilleurs du monde, à 68 frs. C.A.F.¹ port français (et du blé Danube à moitié moins), le producteur national ne peut leur opposer qu'un blé de qualité moins bonne dont la production seule lui a coûté de 130 à 250 francs le quintal.

La cause fondamentale de la crise française est donc l'impossibilité de soutenir une libre concurrence avec l'étranger. Le problème international commande donc une politique de protection sévère. Ce régime poussé à ce degré ayant de graves inconvénients pour l'économie du pays, il est donc du devoir du cultivateur français de faire un effort exceptionnel pour abaisser le prix de revient par des améliorations techniques, principalement par un meilleur choix de semences sélectionnées. On peut escompter ainsi une légère augmentation du rendement.

D'autres causes accessoires peuvent être recherchées en dehors de la production, dans la répartition et la distribution du produit. Elles sont multiples et nous ne pouvons les étudier ici, nous signalerons cependant les plus importantes.

La spéculation d'abord, « qui depuis tant d'années, ajoute son effet malfaisant à l'effet naturel des causes de baisse² », et qui par des fluctuations injustes et excessives des cours s'exerce au détriment du producteur et du consommateur.

Ensuite l'inorganisation du marché intérieur du blé qui forçait le cultivateur après la récolte à faire une vente massive et désastreuse par manque de crédit. Ajoutons enfin que dans la recherche de la compression sévère de ses frais, le producteur a le devoir de réduire les coûts de répartition des céréales par une organisation rationnelle qui doit être recherchée selon la formule coopérative.

1. Très inférieur il est vrai au prix de revient.

2. Discours d'André Tardieu, ministre de l'Agriculture, à l'Assemblée des Présidents des Chambres d'Agriculture, le 5 novembre 1931.

§ 2. REMÈDES

L'examen très attentif de la situation a été l'œuvre de l'Assemblée des Présidents des Chambres d'Agriculture de 1929. Le résultat de leurs travaux a été de mettre sur pied un véritable manifeste de la politique du blé. Tous les remèdes envisagés sont condensés dans les vœux qui clôturent les débats c'est pourquoi nous ne pouvons mieux faire que de les reproduire ici :

VŒUX SUR LA POLITIQUE DU BLÉ

L'assemblée des présidents des Chambres d'Agriculture de France considérant :

« Que si la culture du blé en France diminue progressivement, c'est parce qu'elle n'est pas rémunératrice pour le producteur ;

« Que cette situation, s'il n'y est pas porté remède dans le plus bref délai, aura, du point de vue économique et social, des conséquences d'une extrême gravité ;

« Demande au gouvernement et au Parlement d'adopter résolument une *politique de la production du blé*, ayant pour objectif, par l'élévation des prix de vente et la diminution des prix de revient d'enrayer le fléchissement des superficies emblavées et d'augmenter les rendements ;

« Préconise, dans ce but, les mesures suivantes dont elle affirme l'absolue nécessité :

1^o POLITIQUE D'OPINION PUBLIQUE.

L'assemblée,

« Considérant :

« Qu'une telle politique de production du blé est incompatible avec la politique de compression directe ou indirecte du prix du pain et du prix du blé suivie depuis la guerre ;

« Qu'elle serait vouée à l'échec si l'opinion publique n'en comprenait pas la nécessité ;

« Réclame le vote d'une loi stipulant que les dispositions des lois de taxation du pain (1791), de taxation des farines (1924), ne pourront plus être mises en application qu'en cas de circonstances tout à fait exceptionnelles et après consultation des Chambres d'agriculture.

« *Emet le vœu :*

« Que soit supprimée l'interdiction (loi du 15 juillet 1922) d'employer pour l'alimentation du bétail, le blé et les dérivés du blé ;

« Qu'un très large effort de propagande soit fait pour éclairer l'opinion publique sur la situation économique de la culture du blé, sur les conséquences graves de la réduction de cette culture ; sur la nécessité, pour l'enrayer, de payer le blé et partant le pain à leur juste valeur.

2^o POLITIQUE DOUANIÈRE.

« Considérant :

« Que l'extension progressive de la culture du blé dans les grands pays exportateurs menace l'existence même de notre production intérieure ;

« Que le décalage existant entre les frais de la culture et le revenu de la vente du blé nécessite une adaptation de la protection douanière aux charges croissantes de la production,

« *Emet le vœu :*

« Que le droit de douane sur le blé soit porté de 35 à 50 fr.

« Considérant, d'autre part, que l'agriculture s'est précédemment et à plusieurs reprises réclamé du principe de la stabilité du droit de douane en cours de campagne, mais que l'annonce d'un relèvement du droit pour le début de la prochaine campagne serait de nature à provoquer des importations excessives et à faciliter les manœuvres de la spéculation.

« *Emet le vœu :*

« Que l'élévation du droit de douane soit réalisée pour la prochaine campagne, étant entendu que les blés étrangers achetés avant l'élévation du droit, mais entrant en France après cette élévation, payeront le nouveau droit.

3^o POLITIQUE DES MESURES A PRENDRE POUR FAIRE JOUER LE DROIT DE DOUANE.

L'assemblée rappelle qu'une politique de protection douanière serait inopérante si des mesures nécessaires n'étaient pas prises pour assurer le jeu du droit de douane.

a) *Transports*

« Considérant :

« Que le coût excessif des transports du blé par fer, tenant notamment à l'importance des impôts, crée entre les régions surproductrices et déficitaires un véritable cloisonnage très préjudiciable aux intérêts des producteurs ;

« Que cette situation se traduit par une prime de plusieurs francs par quintal à l'avantage des blés exotiques travaillés par la grosse minoterie située dans les ports de ravitaillement par voie d'eau.

« *Emet le vœu :*

« Qu'une très large réduction des prix de transport du blé soit réalisée dans le plus bref délai.

b) *Admission temporaire et bon d'importation*

« Considérant :

« Que le fonctionnement actuel de l'admission temporaire est une cause de dépréciation du prix intérieur du blé (fissure, rendement réel supérieur au rendement théorique, apurement des acquits par des farines bisées, etc) ;

« Que le fonctionnement du bon d'importation apparaît, ainsi qu'en témoigne l'exemple du marché allemand, comme de nature à faire jouer le droit de douane et à dégager le marché intérieur en période d'offres abondantes,

« *Emet le vœu :*

« Qu'une Commission de techniciens soit immédiatement nommée au ministère de l'Agriculture pour étudier les réformes nécessaires au régime de l'admission temporaire, réformes qui devront être mises en application dans le plus bref délai ;

« Que la même Commission étudie les modalités et l'institution en France du bon d'importation.

c) Organisation du marché.

« Considérant :

« Que les mesures prises pour valoriser le cours du blé seraient inutiles si les producteurs n'étaient pas organisés pour en être les véritables bénéficiaires ;

« Que la disparition des marchands de grains, celle de la petite et de la moyenne meunerie, et la concentration impressionnante de l'industrie meunière rendent impérieusement nécessaire l'organisation des producteurs de blé,

« *Emet le vœu :*

« Que le gouvernement encourage et favorise, dans toute la mesure du possible (fiscalité et crédit), les organisations coopératives ayant pour but la conservation, la vente directe ou après transformation des blés, et l'entr'aide mutuelle que peuvent se prêter, au sein de ces organismes coopératifs, les producteurs, les commerçants et les petits et moyens meuniers.

d) Blés marocains.

« Considérant le préjudice grave porté aux producteurs français depuis quelques années, par l'arrivée massive en franchise de droit au moment de la soudure et au début de la campagne, des blés marocains qui sont le plus souvent de médiocre qualité,

« *Emet le vœu :*

« Que soit strictement limité le contingent des blés marocains que toutes mesures utiles soient prises pour valoriser ces blés, échelonner les arrivages et n'admettre en franchise que des blés de force, parfaitement standardisés.

e) Lutte contre la spéculation

« Considérant :

« Que la spéculation scandaleuse qui s'exerce au marché de

Paris est une cause de perturbation de tout le marché français du blé,

« *Emet le vœu :*

« Que toutes les mesures utiles soient étudiées et appliquées pour l'établissement de statistiques plus exactes de la production intérieure du blé et des besoins de la consommation ;

« Que toutes les modifications nécessaires soient apportées aux règlements du marché du blé, modifications ayant notamment pour objectif d'exclure de ce marché les blés étrangers de qualité insuffisante ou bénéficiant à l'importation en France de facilités spéciales, de supprimer ou de contrôler très rigoureusement le démarchage, d'entraver les opérations faites par les non-professionnels, de rendre sincère, l'établissement des cotations, etc. ;

« *Qu'un délégué de la Chambre d'Agriculture de la Seine soit nommé au sein de la Commission chargée d'établir la base de liquidation et les cotations du marché de Paris.*

f) *Variétés de blés riches en gluten*

« Considérant :

« Que la multiplication de certaines variétés de blés à grands rendements, mais d'une insuffisante richesse en gluten, favorise les importations de blés étrangers de « force » par la grande minoterie ;

« Que ces importations pèsent lourdement sur les cours du marché intérieur et aggravent encore la concurrence que fait la grande minoterie à la petite et moyenne meunerie,

« *Emet le vœu :*

« qu'un très gros effort soit fait pour aider les sélectionneurs à doter notre pays de variétés de blés à grands rendements en même temps que riches en gluten.

« 4° POLITIQUE D'AMÉLIORATION TECHNIQUE,

« L'assemblée des présidents des Chambres d'agriculture attire d'une façon toute particulière l'attention du gouvernement sur *l'impossibilité* qu'il y aurait à maintenir la culture

du blé dans un grand nombre de départements, si une large politique d'amélioration technique ne permettait pas de réduire les frais de la production et d'accroître les rendements moyens ; affirme que les améliorations culturales les plus nécessaires ont été très nettement entravées, au cours de ces dernières années, par l'insuffisance et l'instabilité des prix de vente du blé.

« Parmi les améliorations les plus essentielles, signale en particulier :

« a) *Le remembrement des terres.* Œuvre indispensable qui nécessite un grand effort de propagande auprès des intéressés et la participation financière de l'Etat ;

« b) *Le drainage*, qui nécessite également l'appui financier de l'État ;

« c) *Le développement des recherches scientifiques.*

« L'assemblée émet le vœu :

« Que les crédits affectés aux recherches scientifiques, ayant pour but l'amélioration de la production du blé, soient augmentés dans une très *large mesure* ;

« Que les crédits affectés à la vulgarisation des résultats obtenus ne soient plus, comme à l'heure actuelle, pulvérisés en subventions trop souvent mal utilisées, mais qu'ils soient au contraire répartis, suivant les indications d'une Commission de techniciens à créer, pour être utilisés suivant, un plan d'action et de travail défini ;

« Qu'un effort financier soit fait pour doter des moyens d'action suffisante les directeurs de services agricoles et les professeurs d'agriculture.

d) *Consommation des engrais*

L'assemblée considérant :

« que les engrais sont des matières premières indispensables au travail de l'agriculteur,

« *Emet le vœu :*

« Que l'importation des engrais azotés en franchise reste entièrement libre ;

« Qu'un contrôle strict soit exercé sur les prix des engrais fixés par des consortiums ou des comptoirs de vente ;

« Qu'un effort soit fait pour réduire le coût des transports d'engrais et amendements à longue distance.

L'assemblée attire enfin l'attention du gouvernement sur la nécessité, indépendamment des mesures générales ci-dessus préconisées, d'étudier les moyens de faire un effort spécial en faveur des départements les moins favorisés par les conditions naturelles du sol et de climat.

Nous allons voir maintenant comment ces remèdes ont été mis en œuvre et de quels résultats ils ont été suivis. Nous allons voir comment les associations agricoles spéciales ont engagé la partie et l'ont gagnée.

CHAPITRE III

LES ARTISANS DU REDRESSEMENT. LA REALISATION FRANCAISE DE DEFENSE DU BLE L'ASSOCIATION GENERALE DES PRODUCTEURS DE BLE

§ 1. SES ORIGINES.

L'Association Générale des Producteurs de blé a des origines assez récentes. Elle a été fondée au mois de mai 1924, par M. René Aubergé, qui était cultivateur à Moissy-Cramayel, en Seine-et-Marne.

La création de cette association était apparue comme une nécessité impérieuse à quelques producteurs de la Région de Paris.

La nouvelle association n'avait pas pour but de supplanter les divers groupements agricoles défendant déjà les intérêts généraux de l'Agriculture dans un cadre plus ou moins étendu.

Elle voulait limiter uniquement son champ d'action à l'étude d'un seul produit : le blé. Cette spécialisation était en effet rendue nécessaire par la complexité des questions agricoles.

Elle pensait qu'en se spécialisant ainsi il lui serait possible d'être toujours sur la brèche et de pouvoir agir vite et vigoureusement.

Les années écoulées ont monté l'excellence de cette formule.

Les industriels depuis longtemps avaient montré la voie à suivre et parmi les industries touchant l'Agriculture un grand nombre avaient formé des groupements de défense corporative : fabricants de sucre, meuniers, fabricants de machines agricoles, fabricants d'engrais.

Parmi les associations agricoles elles-mêmes, la Confédération des Vignerons avait montré quels résultats intéressants pouvaient être obtenus par un organisme spécialisé.

Seuls les producteurs de blé restaient dispersés. Cependant ils sont le nombre et leur production — l'une des plus fortes avec la « viande » et le « lait », — représente environ douze milliards de francs. Aussi leurs intérêts étaient-ils méconnu et trop souvent sacrifiés : d'abord par l'incompréhension totale de l'opinion publique travaillée par des groupements commerciaux et industriels qui réclamaient « le pain à bon marché » ; inaction des pouvoirs publics exclusivement préoccupés depuis la guerre par la « vie chère ».

Cette inaction des producteurs de blé avait des conséquences lamentables. La situation de la petite et de la moyenne culture était critique. On se demandait même s'il fallait continuer à cultiver le blé sur l'ensemble du territoire. D'aucuns suggéraient de réserver la culture du blé à quelques terres privilégiées, quitte à assurer le ravitaillement en important des pays neufs qui produisent à meilleur compte. Bref, on se demandait s'il ne serait pas préférable de sacrifier la culture du blé pour orienter nettement notre pays vers l'industrie.

§ 2. SA DOCTRINE

Contre cela l'A.G.P.B. avait nettement pris position « La France doit produire tout le blé dont elle a besoin ; les producteurs de blé ont droit de retirer de leur travail une juste rémunération ».

Ce principe fondamental a été posé dès le début, à la base de tout travail et de toute l'action de l'A.G.P.B.

Voici les idées essentielles qui ont orienté sa ligne de conduite :

Première idée : la culture du blé est indispensable à la vie nationale ; son maintien est indispensable à notre prospérité économique et à la sécurité du pays. Il est en effet hors de doute qu'il serait désastreux de négliger l'agriculture tant au point de vue de la prospérité nationale qu'au point de vue de l'équilibre de production indispensable à un peuple libre.

La seconde idée s'inspire de la nécessité de maintenir la prospérité agricole dans l'intérêt des milieux ruraux eux-mêmes. La diminution de la culture du blé provoquerait la rupture de notre équilibre social. Cette culture en effet est fondamentale et traditionnelle et le sort du blé est intimement lié au sort de notre paysannerie.

La troisième idée est plus positive. Pour se maintenir et se développer, la culture du blé doit payer ; les producteurs de blé ne sont pas responsables de la vie chère, la thèse du prix du pain « étalon du prix de la vie » est une erreur trop souvent exploitée pour des fins politiques. Les producteurs de blé n'ont pas à faire les frais d'une politique démagogique de pain à bon marché. Le blé coûte cher à produire, son prix de vente doit être conditionné par son prix de revient.

La quatrième idée indique le moyen à prendre. Le blé a droit à une protection douanière suffisante et stable. Les producteurs n'admettent plus ces suppressions, ristournes, réductions continuelles du droit protecteur qui ont désorganisé après la guerre notre marché français du blé.

Les producteurs n'admettent plus la politique d'importations excessives anti-nationales poursuivie après la guerre au bénéfice de quelques grandes usines.

La cinquième idée enfin est un appel à l'union. Les intérêts de tous les producteurs, petits, moyens, et grands sont solidaires dans cette lutte pour la vie.

Ils doivent s'organiser, se serrer les coudes pour la protection nécessaire, lutter contre la spéculation, organiser la vente et reprendre la maîtrise du marché.

§ 3 SES MOYENS D'ACTION

Pour mettre en œuvre ce programme, l'A.G.P.B. a recours à différents moyens d'action. Ils concernent d'abord les producteurs eux-mêmes, les pouvoirs publics ensuite, enfin l'opinion publique.

L'association a mis ainsi une documentation des plus considérable à la disposition des cultivateurs.

Par son bulletin bi-mensuel, par ses circulaires, ses tracts, ses notes adressés à tous les Syndicats adhérents, l'association a cherché à mettre à la portée des producteurs des renseignements impartiaux et aussi précis que possibles sur le marché du blé en France et à l'Étranger, susceptibles de les guider dans leur résistance à la baisse pour mieux vendre.

Elle tient les producteurs, leurs Syndicats, au courant de tous les faits économiques et politiques intéressant le blé. Elle inspire des directives pour orienter une action commune de défense auprès des parlementaires et des gouvernements.

L'association générale se tient de plus constamment en relation avec le Gouvernement. Elle exerce ainsi une action sur les pouvoirs publics.

Chaque fois qu'une question importante se présente, le Comité-Directeur est réuni et ses décisions sont exposées au ministre et aux parlementaires.

Tous les grands problèmes ont été étudiés en détail, ils ont fait l'objet de rapports envoyés au Parlement et au Gouvernement, d'exposés oraux devant les commissions parlementaires. Des démarches presque quotidiennes sont faites en vue d'assurer à tout instant la défense des intérêts des producteurs de blé.

Tout ceci a d'ailleurs été grandement facilité par la création du service de représentation à la Bourse de commerce.

Jusqu'en 1929 en effet on peut dire que la politique du blé était une politique passive dont l'orientation n'était pas agricole. Aux interventions incessantes des Commissionnaires, courtiers, meuniers, des journaux spécialisés, les producteurs

moins armés pour connaître les dessous du marché, moins renseignés ne pouvaient pas opposer immédiatement une documentation objective capable de remettre au point des conseils pas toujours désintéressés. L'association des producteurs n'était pas le centre de la documentation vraiment agricole à laquelle peuvent faire appel les ministres de l'agriculture, responsables de la politique du blé. Etant insuffisamment documentée, elle ne peut pas toujours prévenir les erreurs. Il est typique de constater que les mesures prises de 1924 à 1929 l'ont presque toujours été trop tardivement.

Aujourd'hui, la politique du blé est devenue une politique active, une politique dirigée dont l'orientation tout en restant parfaitement objective est plus agricole qu'autrefois. L'Association voit au jour le jour le marché du blé. Elle est capable de maintenir avec le ministère de l'agriculture un contact permanent permettant l'étude rapide des problèmes multiples et complexes que pose sans cesse la crise mondiale et l'application sans délai des mesures qui paraissent nécessaires. Ce rôle de la représentation comme poste d'écoute comme bureau de documentation de l'association générale des producteurs de blé a été particulièrement efficace. C'est ainsi en grande partie qu'a pu être appliquée sans erreur grave la politique de pourcentage dans la campagne particulièrement difficile 1930-31. La documentation journalière et l'action constante de l'association a permis de prendre les mesures de sauvegarde nécessaires à la protection des producteurs.

Enfin un dernier moyen d'action de l'association est son action sur l'opinion publique. Dès sa création en effet elle a cherché à éclairer l'opinion publique sur le problème du blé en cherchant à remonter le courant des idées fausses répandues depuis la guerre. Un service considérable de presse fonctionne à cet effet. Tout un ensemble de revues et de périodiques agricoles ou d'information reproduisent les bulletins, circulaires, communications, rapports de l'association. De plus les présidents des syndicats et les dirigeants des groupements agricoles de toute nature apportent leur appui

moral à l'association générale et s'efforcent de diffuser et de propager les idées et les doctrines du groupement.

§ 4. SON FONCTIONNEMENT.

Par suite de son développement, l'Association Générale des Producteurs de blé est devenue essentiellement une Fédération de groupements. A l'heure actuelle en effet elle se compose tant en France qu'en Afrique du Nord, de :

480 groupements (Syndicats, Associations, Sociétés coopératives, Comices Agricoles), 76 chambres d'Agriculture (c'est-à-dire presque la totalité) sans compter de nombreux adhérents à titre individuel.

Pour en faire comprendre le fonctionnement, nous allons citer les principaux articles statutaires de l'A.G.P.B. qui viennent d'ailleurs d'être l'objet de modifications importantes (14 mars 1932).

Article 6.

Les ressources de l'Association comprendront notamment les cotisations des groupements adhérents et celles des membres individuels.

La cotisation est fixée :

1° pour les membres individuels à 1 fr. par hectare cultivé en blé avec un minimum de 20 francs.

2° pour les associations agricoles, groupements, syndicats, le taux en est laissé entièrement à l'appréciation des dits groupements qui soutiendront l'action de l'Association Générale des producteurs de blé dans la mesure de leurs moyens, sans que cette cotisation puisse néanmoins être inférieure à 50 francs.

La détermination du nombre de voix dont dispose chaque groupement aux réunions du Comité-Directeur et de l'Assemblée Générale dans les conditions fixées aux art. 17 et 19, sera basée sur la cotisation globale versée à l'Association quelle que soit la répartition de cette cotisation entre les différents

services ou sections, dont la création éventuelle est prévue à l'art. 11.

Article 10.

Le Comité-Directeur est composé de deux catégories de membres :

1^o Les membres ayant voix délibérative comprenant :

a) les Présidents en exercice des groupements affiliés payant une cotisation annuelle au moins égale à 200 frs.

Dans le cas où un groupement payant une cotisation inférieure à 200 frs. viendrait à porter sa cotisation annuelle à une somme minimum de 200 frs., son président deviendrait de plein droit et immédiatement membre du Comité-Directeur avec voix délibérative.

b) De membres individuels, sans que leur nombre puisse être supérieur à 20, désignés par l'Assemblée Générale et choisis parmi les producteurs de blé susceptibles d'apporter une collaboration particulièrement efficace à l'Association, ayant rendu des services signalés à la cause des producteurs de blé ou d'une compétence notoire en économie rurale.

Ces membres individuels nommés pour trois ans sont rééligibles.

2^o. Les membres ayant seulement voix consultative comprenant :

a) Les présidents en exercice des groupements affiliés et payant une cotisation annuelle inférieure à 200 frs.

b) Pendant un délai de deux ans après la cessation de leurs fonctions, les anciens présidents des groupements faisant partie du Comité-Directeur.

Le Président d'un groupement peut se faire représenter par un délégué de ce groupement.

Article 11.

Le Comité-Directeur a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires de l'Association, il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs pour l'expédition des affaires courantes à un ou plusieurs de ses membres.

Il peut aussi confier des pouvoirs à telles personnes que bon lui semble, même prises en dehors de son sein, par un mandat spécial, et pour un objet déterminé.

Il peut créer tous services d'intérêt général et affecter à ces services, s'il le juge utile, un budget spécial.

Il peut notamment organiser et assurer le fonctionnement d'un Service de représentation des producteurs à la Bourse de Commerce de Paris.

Il peut également affecter un budget spécial à chacune des sections prévues à l'art. 20.

Article 14.

Le Comité-Directeur propose à l'approbation de l'Assemblée Générale un bureau composé de :

Un Président,

10 Vice-Présidents (dont un par région administrative de la France Continentale, un pour l'Afrique du Nord, et un pris parmi les représentants de l'Union des Coopératives de vente et de transformation du blé).

2 Secrétaires,

1 Trésorier,

5 Membres (dont 3 représentants de la petite culture).

Les membres du bureau sont nommés pour trois ans et rééligibles.

Article 15.

Les membres du Parlement ne pourront pas faire partie du bureau pendant la durée de leur mandat.

Article 17.

Le Comité-Directeur se réunit sur la convocation du Président ou à la demande de 5 de ses membres et aussi souvent que l'exige l'intérêt de l'Association. Des réunions soutenues *obligatoirement* chaque trimestre, de préférence en mars, juin, septembre et décembre.

L'ordre du jour est fixé par le Président de l'Association, il doit porter notamment sur toutes propositions formulées

par les membres du Comité-Directeur depuis la précédente réunion.

Les convocations sont faites 8 jours à l'avance au moins par lettres individuelles indiquant l'ordre du jour.

En cas d'urgence, le Président aura le droit de convoquer le Comité-Directeur sans délai et même par télégramme.

Il ne peut être mis en délibération que les objets portés à l'ordre du jour indiqués par les convocations.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents, ayant voix délibérative, en cas de partage, la voix du président est prépondérante. Nul ne peut voter par procuration au sein du Comité.

Chaque membre individuel a droit à une voix.

Chacun des groupements a droit à une voix au minimum et à autant de voix qu'il paie de fois 500 francs de cotisations annuelles sans qu'aucun groupement puisse disposer de plus de 20 voix.

La voix d'un groupement est exprimée par son président en exercice, s'il assiste à la séance, et, à son défaut, par un délégué désigné à cet effet par ce groupement.

Alors même que les propositions soumises au Comité seraient adoptées à l'unanimité des voix des membres présents, elles ne deviendront définitives, si le Président en fait la demande au Comité, qu'après que ces propositions auront été soumises par écrit, pour avis, aux groupements ayant droit de vote au Comité-Directeur qui ne seraient pas représentés à la délibération. Si ces propositions ne sont pas approuvées à l'unanimité par les groupements ainsi consultés, le Président aura la faculté de soumettre à nouveau la question au Comité-Directeur. Si le Président n'use pas de cette faculté, les décisions prises par le Comité-Directeur deviendront définitives.

Article 19.

Les membres de l'Association se réunissent au moins une fois l'an en Assemblée Générale au cours du premier trimestre de l'année sur convocation du Comité-Directeur.

Les convocations sont faites 8 jours à l'avance au moins par lettres individuelles.

L'ordre du jour est fixé par le Comité-Directeur et il ne peut être mis en délibération aucune autre question que celles indiquées dans les avis de convocation.

L'Assemblée Générale, délibère sur le rapport financier et le rapport moral de l'exercice précédent.

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Comité Directeur, nomme les membres du bureau. Elle peut apporter aux statuts toutes modifications.

L'Assemblée Générale se compose :

- 1° Des membres individuels,
- 2° Du président en exercice de chacun des groupements adhérents, ou à défaut du Président, d'un représentant spécialement délégué par chacun des groupements.

Chaque membre individuel a droit à une voix.

Chaque groupement a droit à une voix au moins, et à autant de voix qu'il paie de fois 500 frs, de cotisations annuelles, sans qu'aucun groupement puisse avoir plus de 20 voix.

Chacun des membres individuels de l'Association peut se faire représenter à l'Assemblée par un autre membre individuel.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Il est tenu des procès-verbaux des séances qui sont signés par le Président et le Secrétaire.

Article 20.

En vue d'assurer la défense des intérêts économiques et agricoles se rattachant à la production des céréales, particuliers à certains groupements de l'Association : Le Comité-Directeur peut créer des sections spéciales.

Chacune de ces sections nomme un Comité composé :

- 1° Du président de l'Association, qui est de droit Président d'honneur du Comité de la Section et peut déléguer ses pouvoirs au Président de la section.

- 2° D'un Président de section et de quatre membres pris soit parmi les membres individuels, soit parmi les représentants des groupements intéressés, adhérents de l'Association,

dont la désignation est soumise à l'approbation du Comité-Directeur. Les membres du bureau nommés pour trois ans sont rééligibles.

Les Comités de section se réunissent sur convocation du président de la Section après entente avec le bureau de l'Association.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Nul ne peut voter par procuration au sein de ces comités.

Les délibérations des comités sont constatées par des procès-verbaux signés par le président de la séance et un secrétaire. Elles sont ensuite soumises à l'approbation du Comité-Directeur de l'Association.

Les sections pourront être convoquées en Assemblée Générale annuelle par le Président de l'Association. Les votes seront effectués dans les conditions prévues à l'art. 19. »

CHAPITRE IV

LES ARTISANS DU REDRESSEMENT : LA REALISATION FRANCAISE D'ORGANISATION DU BLE L'UNION NATIONALE DES COOPERATIVES AGRICOLES DE VENTE ET DE TRANSFORMATION DU BLE

§ 1. SES ORIGINES

C'est au début de 1929 que l'Union Nationale des Coopératives Agricoles de vente et de transformation du blé s'est créée afin de poursuivre activement en se spécialisant une politique de défense fiscale.

A ce moment en effet, pour ne prendre qu'un exemple, les coopératives de meuneries étaient gravement menacées d'une part par les gros trusts de minoterie qui disposaient de capitaux étrangers et de crédits considérables d'autre part par la petite meunerie qu'une loi avait exonérée de l'impôt sur le chiffre d'affaires quand elle faisait des opérations de mouture à façon pour le compte des cultivateurs.

De plus ces coopératives devaient subir l'impôt sur le chiffre d'affaires alors que les groupements d'achats en commun de boulangers en étaient exonérés. Il était anormal que les avantages que l'on accordait à des commerçants qui se groupaient

pour acheter, louer, exploiter un moulin avec des blés de commerce c'est-à-dire sans aucune des difficultés inhérentes à la constitution des coopératives agricoles, fussent tout de même refusés à des producteurs qui se groupaient pour obtenir un prix plus rémunérateur des produits de leur récolte dont ils ont seuls supporté tout le risque et la peine pendant l'année culturale sans être maîtres ni du rendement, ni du prix de ces produits.

De telle sorte que le régime fiscal entravait grandement la création de coopératives. Ces coopératives, en effet, disséminées sur tout le territoire pourraient avoir une action sociale immense en maintenant le prix du pain à un niveau modéré si elles étaient à même de se développer sans crainte et étaient assurées que dans quelques mois le fisc ne viendrait pas leur réclamer des sommes qu'elles seraient dans l'impossibilité de payer.

C'est contre un tel état de chose que les associations agricoles compétentes avaient protesté au mois de mai 1928.

Tel est le fait qui sous l'emprise des exactions fiscales décida de la création de l'Union Nationale des Coopératives du blé.

Mais à peine cet organisme s'est-il mis à la tâche qu'il s'aperçut que le but qu'il se proposait était singulièrement étroit. Conscient de toute l'étendue du péril que faisait courir au producteur français l'inorganisation du marché du blé, il chercha à y remédier en travaillant en liaison étroite avec l'A.G.P.B. pour l'équipement de la production. Connaissant de même toutes les possibilités de la coopération il voulut en faire profiter en premier lieu les producteurs de blé.

Le but de la coopération est de grouper les efforts des agriculteurs en vue de leur permettre de vendre leurs produits à un prix rémunérateur tout en conciliant avec cette nécessité les intérêts des consommateurs. S'il reste isolé, en effet le cultivateur travaille dans des conditions particulièrement défavorables et anormales. Il achète, au détail, c'est-à-dire au prix le plus élevé, les matières premières nécessaires à sa culture. Il vend, d'autre part, au prix de gros c'est-à-dire le plus bas, les produits de son exploitation. Le prix est souvent artifi-

ciellement réduit, par des prohibitions de sortie. Bien plus, les principaux produits que l'agriculteur doit se procurer consistent en machines et en engrais. Ces produits viennent surtout de l'étranger, ce qui est pour lui extrêmement onéreux. Cette situation l'oblige donc, sous peine de ruine, à se grouper pour acheter en commun, au meilleur compte les produits qu'il utilise, ce qui est précisément en partie l'objet de ses Associations. Il lui faut faire un pas de plus et s'associer pour améliorer le prix de vente de ses produits en sauvegardant les intérêts du consommateur. Il doit donc s'affilier aux coopératives de transformation et de vente qui s'attaquent à ce problème. Elles rassemblent et traitent le produit dans les meilleures conditions économiques et l'amènent au stade de transformation le plus voisin de celui qui précédera sa vente à la consommation. Les intérêts du consommateur seront de ce fait sauvegardés. Il n'est pas inutile de rappeler qu'en 1927 et 1928, le bétail sur pied a subi une baisse à la production de 40% environ, or les prix payés par le consommateur chez le boucher sont restés sensiblement les mêmes. Il est prouvé que la hausse exagérée du prix de la vie est moins imputable aux prix des denrées à la production, qu'aux méthodes particulièrement défectueuses et archaïques qui président en France à la circulation des produits. Les frais d'intermédiaires, de transports, de taxes exagérées, représentent souvent un total supérieur à la valeur du produit lui-même.

C'est pour remédier à un tel état de choses que l'Union Nationale des Coopératives de Transformation et de vente du blé s'est mise résolument à la tâche.

§ 2. NÉCESSITÉ DES COOPÉRATIVES DU BLÉ.

Voilà à quel propos s'est fondée l'Union Nationale des C.A.V.T.B.

Avant d'indiquer les principes directeurs qui constituent la base de travail d'après laquelle agit l'Union des Coopératives de transformation et de vente du Blé, il nous faut indi-

quer sommairement, la position défavorable du producteur à laquelle elle cherche à remédier.

Le blé est la monnaie du cultivateur. Le producteur français compte la plupart du temps sur sa récolte de blé pour faire face aux plus grandes dépenses de son exploitation. Le blé peut se vendre au moment précis où le cultivateur a besoin de ses fonds. Il peut se conserver facilement. Des greniers ont été aménagés dans toutes les fermes, souvent il est vrai dans de bien mauvaises conditions pour la conservation des grains. Le cultivateur considère, à juste titre, son blé en grenier comme de l'or dans sa bourse. L'inconvénient de cette conception, c'est que tous les cultivateurs d'une région — et on peut même dire, de la plus grande partie de la France, — ayant besoin d'argent au même moment, jettent sur le marché leur récolte en même temps, amenant des périodes d'abondance et la disette d'offres. Ces alternatives font le plus grand tort au producteur comme au consommateur.

Or l'évolution du commerce du blé, depuis la guerre, a été complète. L'événement capital, qui a désorganisé la circulation du blé en France, a été la disparition du négociant en grains. Il existait autrefois, dans chaque commune, un ou plusieurs marchands de grains dont le rôle était justement de stocker aux époques de vente des cultivateurs, le blé que ceux-ci étaient obligés de vendre. Ces négociants servaient de magasiniers et de banquiers. Parallèlement, les meuniers locaux achetaient directement à la culture la provision de blé qui leur était nécessaire pour faire fonctionner leur moulin quelques semaines (trois ou quatre en général). Plus tard, lorsque les offres des cultivateurs occupés aux travaux de la saison avaient disparu, les négociants venaient sur le marché et, dès qu'ils trouvaient un bénéfice suffisant, d'ailleurs en général minime, ils cédaient leurs stocks aux industriels, en échelonnant leurs ventes selon les demandes de la minoterie. Souvent même les négociants passaient avec les meuniers des marchés à livrer sur plusieurs mois. Chacun y trouvait son compte. Actuellement il n'existe pour ainsi dire plus de négociants en grains dans les campagnes. L'augmentation du prix du blé n'a plus permis à ces négociants de jouer le même rôle de banquiers

qu'autrefois, leur capital n'ayant pas suivi la même progression que le prix du blé. L'exagération de l'impôt sur le chiffre d'affaires qui dépassait de beaucoup le bénéfice normal du commerce du blé a incité les négociants à se transformer en courtiers. Les tentations de la spéculation, à la Bourse de Commerce au marché réglementé de Paris, entretenue par la multiplication des démarcheurs de maisons de courtage ont détourné les négociants de la pratique du commerce normal.

Si bien que le marché du blé à l'heure actuelle est trop étroit en France. Il ne reste plus en présence que les cultivateurs et les meuniers. Les cultivateurs n'ont pas encore la possibilité de modifier leurs méthodes de vente faute de capitaux et d'organisations bancaires adaptées à leurs besoins malgré les efforts du Crédit Agricole. C'est à quoi s'emploie avec succès les coopératives.

Il en résulte que trois ou quatre fois dans le cours de l'année des offres massives de blé sont faites aux époques des gros paiements qui sont approximativement les mêmes pour toute la France. :

1° A la récolte (août, septembre), pour les cultivateurs qui manquent de greniers ou qui manquent d'une manière générale de fonds de roulement suffisants pour leur exploitation ;

2° En octobre pour les règlements de fermages de la Toussaint et le paiement des gages des ouvriers agricoles ;

3° En décembre, janvier, pour les règlements des factures de la plupart des artisans et des ouvriers, maréchaux, boulangers, bourreliers, vétérinaires, etc...

La première période est de beaucoup celle qui donne lieu aux transactions les plus importantes. Les minotiers appuyés par la spéculation, cherchent naturellement, à chaque période d'offres, à faire pression sur les cours des blés. Ceci est d'autant plus facile que le fond de roulement des petits moulins qui était suffisant avant la guerre pour assurer un approvisionnement normal d'environ 1 mois de blé, n'a pas subi l'augmentation proportionnelle aux nécessités économiques. Cette raison financière obligera d'ailleurs, dans un avenir prochain, la plupart des petits moulins locaux à fermer leurs portes. Cette éventualité est aussi grave que la disparition des négociants

en grains. Lorsque les meuniers ont épuisé leurs stocks, ils reviennent aux achats. Les agriculteurs ont disparu du marché. Si le marché international ne joue pas en sens contraire du marché français, il se produit dans le cours de chaque période des fluctuations qui sont exagérées par le fait que le cultivateur n'est pas un commerçant, mais que, cherchant à vendre sa marchandise au plus haut cours il finit par opérer comme un mauvais spéculateur mal renseigné, exagérant encore les fluctuations du commerce. Lorsqu'il veut en effet chercher par lui-même à atteindre le prix de vente le plus élevé possible, il arrive bien souvent que tous les cultivateurs de France et même du monde entier raisonnent de la même manière, de sorte que très peu de producteurs profitent des hauts prix, espérant toujours en voir de plus élevés. Lorsqu'une manœuvre spéculative a fait retourner la tendance et qu'une baisse prolongée s'annonce on voit, au contraire, tous les producteurs s'affoler et par leur empressement à vendre si l'époque coïncide avec une des dates où le besoin d'argent se fait sentir, exagérer le mouvement de baisse déclenché.

C'est pourquoi les Coopératives sont actuellement une nécessité économique. Elles remplaceront en partie les négociants en grains dont la disparition est une des causes de la désorganisation du commerce du blé. Elles prouveront aux cultivateurs leur utilité et leur montreront les bienfaits de la vente échelonnée des blés. Elles pourront faire des lots homogènes, donc plus estimés. Elles faciliteront les rapports du crédit agricole avec les cultivateurs. Elles pourront obtenir des subventions soit pour construire ou aménager des silos et des magasins, soit pour permettre de conserver avec une prime réduite, dans des silos coopératifs, les blés des cultivateurs.

Enfin une coopérative de vente de blé sans débouché est vulnérable. Il faudra donc que les coopératives soient indépendantes du commerce et de l'industrie de la meunerie. Bien entendu tout dépend des conditions locales, mais il est probable qu'en France, dans un très grand nombre de cas, les événements amèneront les coopératives agricoles de vente de blé, jusqu'à la transformation complète du blé en farine, c'est-à-dire jusqu'à la Coopérative de Meunerie.

§ 3. SA BASE DE TRAVAIL.

C'est devant ces faits qui démontrent la situation déplorable du commerce du blé que l'assemblée des Présidents des Chambres d'Agriculture, avait dans ses vœux sur la politique du blé, affirmé qu'une meilleure organisation du marché par les producteurs groupés pour la vente en commun, était la condition *sine qua non* du succès d'une bonne politique de protection des céréales.

L'œuvre à entreprendre est très vaste et le problème qui se pose très complexe, : il faut, en effet assurer le logement et la conservation, non point de toute la récolte française, mais d'une partie notable de cette récolte ; en organiser le financement dans des conditions assez avantageuses pour ne pas grever l'opération de charges excessives ; régler l'échelonnement des ventes en tenant compte des possibilités matérielles afin de régulariser les cours.

C'est en tenant compte de toutes ces difficultés que l'Union Nationale des Coopératives Agricoles de Vente et de Transformation du Blé a mis au point les idées essentielles suivantes qui lui servent de base de travail et de doctrine.

1° Importance et complexité de la tâche à entreprendre, multiplicité des solutions variables suivant les criconstances locales.

2° L'organisation du marché du blé doit être une œuvre professionnelle dont le caractère et l'envergure justifient cependant l'appui de l'Etat.

3° L'Etat se doit d'aider les agriculteurs, pour les constructions et les aménagements nécessaires au logement du blé, pour la conservation de la récolte et pour son financement.

4° Les fonds nécessaires, importants qui doivent être affectés à ce triple objectif pourront provenir heureusement, d'une taxe spéciale à l'importation des céréales étrangères ou d'un supplément de droit statistique frappant toutes les marchandises importées en France.

5° Les primes à la conservation de la récolte pour les orga-

nismes agricoles déjà existants et travaillant dans le sens d'une meilleure organisation du marché doivent être *immédiatement* instituées et étendues aux organismes venant à se créer.

6° L'étude doit être poussée activement des modalités de l'affectation des crédits nécessaires aux installations envisagées ; ainsi qu'un financement de la récolte.

7° En ce qui concerne le financement de la récolte, il existe une solution optima basée sur le réescompte par la Banque de France des warrants délivrés par les magasins coopératifs. Cette formule implique de la part des organisations bénéficiaires des engagements précis, donnant à l'Etat et à la Banque de France toutes les garanties justifiant leur intervention.

Indépendamment de cette formule optima vers laquelle doivent tendre les efforts, il faut étudier — en vue d'une réalisation très rapide — l'affectation de crédits spéciaux au financement de la récolte, par l'intermédiaire du Crédit agricole. Il faut envisager dans ce cas un taux d'intérêt très réduit et des formalités et garanties réduites à leur plus simple expression.

8° Enfin, il ne faut pas oublier que l'on n'aboutirait à rien si on abordait sans un programme arrêté sans un plan d'ensemble bien défini, une politique de l'organisation du marché. Elle donnera des résultats féconds si elle est poursuivie suivant un plan de travail rationnel. *Elle conduira à un échec et sans doute à un gaspillage inutile de ressources, si elle s'inspire des méthodes encore trop souvent à l'honneur en matière d'encouragement à l'agriculture.*

§ 4. SON ORGANISATION.

L'Union Nationale des Coopératives Agricoles de Vente et de Transformation du Blé, comprend une cinquantaine de coopératives dont environ la moitié sont des coopératives de vente et la moitié des coopératives de meunerie.

L'Union est dirigé par un Bureau qui vient d'être renouvelé comme il suit au cours de l'Assemblée Générale du 2 mars 1932.

Président : Coopérative des Grands Moulins d'Angers
(M. du Fou)

Vice-Présidents : Coopérative agricole de production, transformation et vente de la région de Brienne le Château.

Coopérative agricole du Nord de la France.

Minorerie Coopérative agricole de Dourdan.

Coopérative agricole des producteurs de la Vendée.

Union des producteurs de céréales de la vallée de la Drôme.

Secrétaires : Société coopérative agricole du Nord de l'Aisne

Coopérative de vente des producteurs agricoles de la région d'Auxerre.

Trésorier : Les grands Moulins de Romilly.

Outre ce Bureau et le Secrétariat, l'Union des C. A. de V. et de T. du B. comporte une Assemblée générale et un Conseil d'Administration. Leurs attributions et leur composition viennent d'être définitivement arrêtées par les modifications apportées aux statuts par l'Assemblée Générale du 2 mars 1932.

Ces modifications nécessitées par l'activité de l'Union Nationale qui a désormais pour but « de poursuivre toute action utile en vue de l'organisation du marché du blé », ont cherché à organiser la représentation des coopératives au sein de l'Union d'une façon plus équilibrée, au prorata de leurs cotisations, à mettre au point la représentation des coopératives au Conseil d'Administration et au Bureau et à organiser des réunions périodiques plus fréquentes des organismes directeurs.

En conséquence, dans ses lignes essentielles, l'organisation de l'Union Nationale des C. A. V. T. B. est la suivante :

L'affiliation d'une coopérative nouvelle est soumise à l'approbation du Conseil d'Administration.

Chaque coopérative a droit à un délégué par 1.000 francs de cotisation acquittée, avec un maximum de cinq voix.

Le Conseil d'Administration comprend un délégué par coopérative agricole, dont le nom est soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale. Il se réunit quatre fois par an.

Le Bureau est nommé par l'Assemblée Générale. Il se

compose : d'un Président, de cinq Vice-Présidents, de deux secrétaires et d'un trésorier. Il se réunit tous les mois.

Enfin en dehors des Assemblées Générales, quand le bureau le juge utile il peut être procédé auprès de toutes les coopératives à une consultation écrite sur un sujet déterminé.

Voilà donc quels sont les deux groupements de défense et d'organisation des producteurs de blé. Après en avoir vu le fonctionnement, nous allons maintenant en montrer toute l'utilité en examinant les résultats pratiques exceptionnels dont ils sont à juste titre responsables.

CHAPITRE V

LE REDRESSEMENT

LES RESULTATS OBTENUS PAR L'ASSOCIATION GENERALE DES PRODUCTEURS DE BLE

Les résultats obtenus par l'A.G.P.B. ?

Il suffit de citer 2 dates :

1924 : la politique agricole à vau-l'eau, fondation de l'Association Générale des Producteurs de Blé.

6 avril 1932 : A Bullier, le Président Tardieu, faisant principalement allusion aux problèmes du blé, disait en parlant de la législature 1928-32 :

« Cette Chambre, je le déclare, sûr d'interpréter ainsi la pensée de vingt millions de paysans français, *a sauvé de la mort notre Agriculture*. C'est elle qui face au danger, en étroit accord avec les Associations agricoles, a formulé la doctrine ».

Un tel éloge de l'action des associations agricoles fait par une telle personnalité, pourrait à lui seul suffire. Il se passe de commentaires. Il y a cependant mieux à faire : il y a les actes à rappeler.

Ces actes sont multiples. L'angoissant problème du blé pose à lui seul un réseau de problèmes complexes. C'est à eux que se sont attaquées les associations spécialisées. Elles ont dû pour soutenir la lutte obtenir :

« D'abord des mesures de défense douanière et de protec-

tion, ensuite des mesures de discipline et d'assainissement enfin des mesures d'organisation, de technicité et d'équipement ».

Les deux premières séries de mesures sont dues plus spécialement à l'activité de l'A.G.P.B., la troisième à l'Union Nationale des Coopératives A. de V. et T. du Blé. Nous envisagerons donc dans ce chapitre les deux premières séries de réalisations en y ajoutant les mesures indirectes prises pour la défense du blé.

Notons d'abord qu'il y a « quatre piliers de la politique du blé : « le droit de douane protecteur de 80 francs, complété par le jeu du pourcentage, la réforme de l'admission temporaire, la réforme de la Bourse de Commerce, la création de centres de stockage ». Nous les étudierons ici ainsi que toutes les dispositions prises pour leur permettre de jouer efficacement.

Section Première.

MESURES DE DEFENSE DOUANIÈRE ET DE PROTECTION

§ 1 MESURES GÉNÉRALES DE PROTECTION DOUANIÈRE

A. Droit de douane.

L'Association Générale des Producteurs de Blé a d'abord réclamé un droit de douane protecteur et un droit stable. Ce droit elle l'a obtenu de 7 francs en 1924, puis de 35 francs, il a été porté à 50 francs par quintal le 23 mai 1929, et à 80 frs. le 13 mai 1930. Ce taux a été nécessaire pour la tenue des cours.

Malgré son taux élevé, le droit protecteur n'a rien d'anormal. D'une part le prix du pain s'est stabilisé en France au coefficient 5 par rapport à l'avant-guerre, c'est-à-dire à un coefficient inférieur à la moyenne. Ensuite ce droit de douane est également normal par rapport aux tarifs douaniers du

blé tels qu'ils sont pratiqués dans le monde, ainsi qu'en témoignent les statistiques du « *Bulletin de l'Institut de Rome* » de février 1932 :

**Droits de douane sur le blé en francs or
de germinal par quintal en vigueur en Europe
au 1^{er} Janvier 1932**

Pays	Droits de douane
Albanie	25,00
Allemagne	30,86
	13,89
	2,47
Autriche a)	6,30
— b)	4,20
Bulgarie a)	6,07
— b)	2,43
Espagne	14,00
Estonie	15,07
—	12,05
Finlande	16,37
France	16,24
Grèce a)	6,00
— b)	4,50
Hongrie	6,62
Italie	20,46
Lettonie	7,00
—	5,60
—	1,75
Lithuanie	15,54
Norvège	Monopole
Pays-Bas	
Pologne a)	14,53
— b)	1,45
Portugal	
Roumanie	4,96
Suède	3,65
Suisse	0,60
Tchécoslovaquie a)	4,61
— b)	3,84
— c)	0,38
Turquie	15,05
Yougoslavie	5,00

Certains pays ont édicté en dehors du droit de douane, un certain nombre de prescriptions réglementaires ; ainsi l'Autriche, la Bulgarie, la Grèce, la Pologne et la Tchécoslovaquie ont, en plus du droit de douane *a*, des droits supplémentaires et surtaxes *b* et *c* qui s'ajoutent au droit de douane.

L'Allemagne a trois droits de douane différents : le premier est le droit général, le second le droit sur le froment importé sous contrôle douanier pour fabrication de l'amidon ainsi que le froment dur, le 3^{me} est le droit appliqué en cas de délivrance d'un certificat d'exportation, droit valable jusqu'au 31 juillet 1932.

L'Espagne, en dehors du droit de douane, défend l'importation jusqu'au moment où le froment, sur les marchés de la Castille, vaut 53 pesetas (22,92 francs or).

En Estonie, l'importation est contrôlée par un Monopole. Le premier droit indique le droit général, le second un droit spécial pour les importations de Lithuanie.

En France, les importations sont soumises à la délivrance de permis d'importation.

En Lettonie, l'importation est également soumise à la présentation d'un certificat. Le premier droit est le droit général, le second un droit spécial pour les importations de l'U.R.S.S., le troisième un droit spécial pour les importations de Lithuanie.

En Norvège, l'importation se fait uniquement par Monopole.

Dans les Pays-Bas, les importateurs doivent payer une certaine somme par quintal de blé importé pour couvrir les dépenses résultant de l'organisation de l'achat à un prix spécial du blé indigène.

En Pologne, l'importation est soumise à la présentation de licences.

En Portugal il existe une législation spéciale selon laquelle l'importation est limitée à certaines quantités fixées chaque année en relation avec les besoins à couvrir après la récolte.

En Suède, en plus du droit de douane l'importation n'est permise que par un monopole.

En Yougo-Slavie l'importation n'est permise que sous contrôle d'un Monopole.

B. — *Droit de douane stable.*

Quant à la stabilité, l'A.G.P.B. a réussi également à en faire admettre le principe. A cette théorie cependant on oppo-

sait un autre système, qui comportait également de grands avantages : « l'échelle mobile. » Dans cette conception le droit de douane est fonction soit des prix intérieurs, soit des prix mondiaux. Par ce moyen on arrive théoriquement à toujours adapter la valeur du droit protecteur aux nécessités variables de la situation. On assure toujours l'écart minimum suffisant, entre les cours intérieurs et les prix mondiaux.

Ce système est évidemment séduisant, il se présente sous une forme éminemment rationnelle. Malheureusement l'expérience des divers pays où il a été pratiqué montre qu'il a toujours donné de médiocres résultats. Cette théorie consacre l'instabilité du droit de douane et son application, — le fait est patent — risque de servir trop souvent des intérêts particuliers. Des pressions peuvent être exercées tant sur le marché intérieur que sur les marchés étrangers. Ces pressions provoquent alors les variations douanières automatiquement liées aux variations des cours. Il est facile de profiter alors d'une diminution passagère du droit de douane pour effectuer des rentrées massives de blé exotique. Sans doute le droit ne peut être indéfiniment invariable. On ne peut être obligé pour parer à des circonstances nouvelles de l'élever ou de le diminuer lorsque les cours s'effondreront ou qu'ils s'élèveront de façon anormale. Mais il est bien préférable de réaliser ces modifications à l'improviste et sans qu'il existe une relation mathématique et prévue par avance entre la situation du marché et le montant du droit.

C'est pourquoi l'A.G.P.B., à la suite des modifications successives et inattendues du droit protecteur après guerre a défendu énergiquement la théorie de la stabilité du droit. Elle veut par là écarter définitivement le danger des brusques diminutions du droit, portant un préjudice très grave aux producteurs. En outre l'instabilité en matière douanière est chose toujours fort dangereuse, elle facilite, quelque précaution que l'on puisse prendre, les manœuvres spéculatives. Sur un marché aussi nerveux que celui du blé, de telles manœuvres peuvent toujours se développer, tant en France qu'à l'étranger, et les variations douanières risquent fort d'être mises à profit par des intérêts particuliers.

Voilà les raisons qui militent en faveur de la fixité du droit de douane. Sur ce point l'A.G.P.B. a obtenu gain de cause, le droit de douane n'a pas en effet été modifié depuis 2 ans (13 mai 1930).

C. — *Politique du pourcentage.*

Ayant par le droit de douane obtenu pour le producteur français un prix acceptable, l'A.G.P.B. avait réussi à écarter la concurrence étrangère dans le domaine des prix. Il y avait plus à faire. Certaines variétés de blé exotique sont en effet supérieures au blé français. Ce sont des blés « de force », riches en gluten de très bonne qualité boulangère : tel le Manitoba. Nous en avons besoin pour certains mélanges, mais il ne faut en autoriser l'introduction que dans la limite des besoins. Autrefois en effet les circonstances économiques (fret très bas, transport par fer très cher, dispersion du blé national facilité du commerce international avec les Pools) incitaient à importer du blé exotique au détriment du blé indigène.

L'A.G.P.B. a réussi à obtenir un contingentement des blés étrangers qui ne les laisse pénétrer que pour combler le déficit de notre production et permettre les mélanges nécessaires. C'est ce que l'on désigne sous le nom de pourcentage, qui fut une des mesures de protection prise par la loi du 1^{re} décembre 1929.

De plus cette mesure a été indispensable pour maintenir la stabilité du droit de douane. Des fluctuations excessives des cours mondiaux ont nécessité une adaptation constante du droit protecteur aux circonstances internationales. C'est la « vanne » du pourcentage qui a donné à la protection douanière la souplesse indispensable. Ajoutons qu'à aucun moment les producteurs n'ont cherché à abuser de la situation. L'habileté avec laquelle les mesures ont été prises ont constamment sauvegardé l'intérêt général.

Le principe posé fut que l'on devait d'abord consommer le blé national et n'importer du blé étranger que dans la stricte limite des besoins de notre consommation. La loi fixe donc un pourcentage minimum de blé indigène à employer obligatoirement dans les moutures.

Le système s'avéra d'une application très souple et très utile. En effet, par le jeu de la vanne du pourcentage, il permet de *parer aux fluctuations du marché mondial* et aux variations des rendements de notre propre récolte. Nous allons montrer quels services il a rendu pendant ces dernières campagnes, permettant principalement de maintenir l'indispensable stabilité des cours.

Pendant la campagne 1929/30, il a permis de laisser s'écouler notre grosse récolte excédentaire de 1929. Il n'était en effet alors que de 3% d'exotique.

Pendant la campagne 1930/31, dès le début, pour maintenir la stabilité des cours, l'A.G.P.B. fit effort pour faire stabiliser le pourcentage à 10%. Les cours furent ainsi maintenus stables d'août 1930 à février 1931. En mars-avril 1931, une pointe de hausse amena les cours de fin avril à 188 francs pour la Cote Officielle et 195 francs au Marché Réglementé. Le marché du blé était alors en flèche par rapport aux autres marchés, l'A.G.P.B. préconisa alors l'ouverture nécessaire du pourcentage qui fut porté progressivement à 25% en avril, ce qui atténua la hausse.

Une nouvelle tension se manifesta en juin 1931. La situation devint inquiétante. Les cours mondiaux s'effondraient de jour en jour. Il fallait prendre garde à ne pas courir le risque dangereux en fin de campagne, sous la pression des circonstances, d'une brusque et large ouverture de la vanne d'entrée des exotiques. Les interventions de l'A.G.P.B. eurent gain de cause, et dès la fin juin la réduction du pourcentage était amorcée. Le 24 juillet le pourcentage était ramené à 10%, le report en fin de campagne était réduit au minimum.

Le début de la campagne 1931-32 se caractérisa par un nouveau déficit de la récolte retardée aussi et abimée par le mauvais temps ; par l'absence presque totale de reports grâce à la réduction à temps du pourcentage en juillet 1931 ; par le règlement de la question de l'admission temporaire qui rend étanche le système de protection ; enfin par les fraudes qui ont faussé tout le début de la campagne et auxquelles on a mis un terme au moyen de l'institution des permis d'importation.

La campagne, à part deux ou trois courtes périodes d'oscillations, a débuté sous le signe de la stabilité, la cote officielle ne s'est guère écartée du niveau moyen de 150/155 frs. Le pourcentage était à 10%. Ce taux sauf élévation légère en fin de campagne, paraissait le plus en rapport avec la situation statistique.

En novembre, période de grosses offres de la culture, les fraudes qui avaient battu leur plein les mois précédents, avaient amené comme jadis la saturation du marché par les exotiques et les cours commencèrent à faiblir. Prélude d'un effondrement que tout le monde, les 23 et 24 novembre, jugeait imminent.

Le pourcentage fut abaissé à 3% le 24 novembre. Le mouvement de baisse par cette décision brusque — a été arrêté net et après quelques jours de désarroi, de surprise et d'hésitation, le marché a repris sa stabilité : la cote officielle est remontée de 149 le 24 novembre à 157 fin décembre.

Maintenu en décembre et janvier le pourcentage de 3% joint à certaines précautions dans la distribution des permis d'importation a parfaitement assaini le marché. Mais l'efficacité même de la mesure montrait qu'il ne fallait pas en abuser. Dès la mi-janvier, l'A.G.P.B., s'est déclarée partisan d'un relèvement du pourcentage avant qu'un mouvement de hausse, inévitable en février, ne se produisît.

C'est pourquoi le pourcentage dut être porté à 10% le 30 janvier avant toute hausse et alors même que les cours étaient très calmes, au niveau de 157/8 depuis plusieurs jours.

Le bien fondé de la décision apparut quand on vit l'augmentation du taux d'exotique suivie non d'une baisse mais d'une hausse. D'ailleurs, grâce à la mesure et aux élévations suivantes du pourcentage (9, 12 et 24 février : 15, 20, 25%) ce fut, au lieu d'une hausse brutale en pointe, un mouvement *lent et régulier*.

Notons enfin qu'à l'heure actuelle devant la hausse continue des cours, un décret du 27 mars 1932 élevait le pourcentage à 40% d'exotiques.

Il convient en effet de signaler que notre récolte de 1931

a été un peu surestimée, le rendement des blés de faible poids ayant été faible, les disponibilités sont un peu moins importantes que l'on ne le croyait tout d'abord. Le nouveau pourcentage apparaît donc utile pour assurer une position d'équilibre modéré, assurant l'approvisionnement du marché sans risque de report excessif, mais sans laisser une poussée dangereuse des cours se développer.

Nous ne pouvons mieux faire pour bien faire comprendre l'utilité et les réactions du jeu du pourcentage que de reproduire, ce passage du bulletin de l'association G.P.B. du 2 avril qui explique les causes qui ont motivé le taux de 40 %.

« 1^o Nous répétons que les producteurs de blé n'ont pas intérêt à la hausse actuelle des cours ; elle présente pour eux, de maigres avantages et de multiples inconvénients graves.

La culture, en général, n'a plus de grosses quantités de blés à vendre, elle ne bénéficierait donc que bien faiblement de la hausse ; et, cependant, des cours très élevés, en fin de campagne donneraient à l'opinion publique l'impression — fausse — que les producteurs de blé gagnent de l'argent avec leur maigre dernière récolte.

La hausse — bien que la culture n'ait pas tiré de son blé la rémunération équitable — n'est pas souhaitable dans les circonstances économiques actuelles ; circonstances difficiles, où l'équilibre économique de notre pays, déjà menacé, doit être défendu par l'effort de tous. Elle ne manquerait pas — c'est déjà commencé — d'être exploitée par les adversaires de la politique de sauvegarde qui a protégé notre marché contre la crise mondiale du blé.

A ce sujet, et tout en faisant leurs efforts pour éviter une hausse nouvelle, les producteurs n'admettent pas d'être rendus responsables du prix du pain : ils n'en tirent aucun profit ; et, avant de les accabler de critiques, comme on commence à le faire, il faudrait reviser les conditions dans lesquelles taxe des farines et taxe du pain sont établies en fonction de primes de mouture et de primes de cuisson qui n'ont pas été retouchées depuis 1930. La latitude qu'a laissée, notamment depuis des mois, à la boulangerie, l'achat des farines au-dessous de la

taxe officielle ne lui permet pas de dégager trop facilement sa responsabilité dans la situation présente.

La solidité de la politique du blé, que nous devons défendre non seulement pour le présent immédiat, mais encore et surtout pour l'avenir, commande aux producteurs de blé de faire preuve de la modération et du bon sens qui caractérisent leur action : stabiliser les cours du blé en évitant les effondrements comme les pointes de hausse excessives tel est l'objectif de tous leurs efforts.

Ne voit-on pas déjà, au milieu d'attaques de mauvaise foi contre la politique du blé, se faire jour des projets, peut-être inspirés par de bonnes intentions, mais qui témoignent d'une méconnaissance totale des conditions du marché du blé : en préconisant la mobilité du droit de douane protecteur, on risque, de replonger notre marché dans tous les périls d'une spéculation dont il arrive, peu à peu après des années d'efforts, à se dégager.

* * *

« 2° Il est absolument nécessaire, avant tout, d'assurer l'équilibre de notre approvisionnement jusqu'à la fin de la campagne sans risquer des difficultés de ravitaillement regrettables avant l'arrivée de la nouvelle récolte.

Il apparaît, d'après les enquêtes auxquelles nous nous sommes livrés, que les disponibilités de blés en culture ne sont plus très abondantes et seraient insuffisantes à elles seules pour couvrir nos besoins jusqu'à la moisson.

Comme la culture très occupée par les travaux ne va pouvoir livrer que peu pendant encore un mois environ, le bon sens commande de faire appel maintenant, par un large pourcentage d'exotique, plutôt qu'en fin de campagne, aux importations d'approvisionnement qui nous sont nécessaires. Cela afin de pouvoir, le ravitaillement étant assuré, réduire, avant la fin de la campagne, l'emploi des exotiques pour faire leur place au reliquat de nos disponibilités indigènes.

Le taux du pourcentage, d'ailleurs, n'a plus aucunement la même signification que l'an dernier. Alors, les fraudes de l'ad-

mission temporaire, du libre d'emploi et des blés à volaille rendaient tout calcul imprécis, et le taux d'emploi effectif n'était pas du tout en rapport avec le taux réglementaire. Il n'en est plus de même aujourd'hui, les mesures prises ont armé le gouvernement contre les fraudes ; il faut en tenir compte et ne pas rapprocher des situations qui ne sont pas comparables.

* * *

« 3^o L'*objectif* essentiel de la tactique à suivre, est d'éviter en fin de campagne un report de stocks excessifs. Pour cela, de garantir, à cette période de moindre livraison, l'approvisionnement nécessaire afin de s'orienter, assez tôt avant l'arrivée des blés de l'Afrique du Nord et du Midi, vers la limitation des entrées, et la réduction d'emploi des blés exotiques.

Sans doute, serait-il très facile, dans une période délicate, d'adopter, plutôt que de prendre des responsabilités une attitude purement critique.

Certains ne manquent pas de le faire, et développent leurs campagnes insidieuses dans des journaux qui n'ont rien d'agricole : par une démagogie facile, et sans exposer en rien les données du problème à résoudre, ils critiquent les successives augmentations du pourcentage comme une « manœuvre » destinée à « priver » la culture des prix rémunérateurs auxquels elle a droit. Les mêmes, si le pourcentage n'avait pas été augmenté et que les cours pointaient brusquement vers la hausse, n'auraient pas assez d'imprécations, contre la « politique du pain cher ». — Procédé commode pour gagner à tout coup et exploiter, pour des fins personnelles, tout ce que font les autres quand on ne fait rien soi-même.

L'A.G.P.B., elle, sait prendre ses responsabilités. Elle estime qu'une hausse plus accentuée est dangereuse pour les intérêts agricoles dont elle a la responsabilité ; elle s'oppose à la hausse, et tous les producteurs la suivent dans cette voie, par l'augmentation du pourcentage.

Elle estime qu'il faut actuellement assurer le ravitaillement pour pouvoir réduire assez tôt l'exotique avant la fin de la

campagne, elle agira dans ce sens, par tous les moyens qui sont en son pouvoir.

Pour juger de l'efficacité de cette politique, nous allons montrer par des chiffres la stabilité des cours obtenus malgré les fluctuations du marché mondial :

Campagnes	Cours Chicago	Cote officielle
1928-29	109	156
1929-30	107	137
1930-31	73	172
1931-32 (6 premiers mois)	49	155

Enfin pour montrer quelle protection du blé français ce système a permis, nous allons citer un passage du rapport de M.P. Hallé à l'Assemblée des Présidents de Chambre d'Agriculture de 1931 :

« Envisageons les chiffres : si nous prenons l'ensemble de la campagne 1930-31, le pourcentage théorique, résultant des différentes modifications qui ont eu lieu au cours de la campagne, ressort à 23 %, pourcentage de blé exotique importé sous le régime de la consommation. Le pourcentage théorique ressort à 23,62 % et le pourcentage réel à 23 %. Par conséquent, quelle que soit la fraude qui a pu se produire dans certaines régions, nous sommes en droit de dire que, sans la loi du pourcentage, sans la réglementation de 1929, ce n'est pas 23 % de blé exotique que nous aurions importé, mais c'est peut-être 40, 50 ou 60 % pour l'ensemble du territoire. Nous avons le droit de dire que, quand la campagne précédente se tenait à 165 frs, alors qu'on avait du blé étranger à 50 frs, et que, dans le premier semestre de cette campagne, au moment où les blés étrangers sont tombés, pour le Danube à moins de 48 francs rendu dans les ports français, la loi du pourcentage a été une sauvegarde à laquelle il ne faut toucher à aucun prix ».

§ 2. MESURES SPÉCIALES DE PROTECTION DOUANIÈRE

A. Politique des blés. Maroc.

L'A.G.P.B. a toujours posé en principe que la politique du blé devait permettre à la France de produire les quantités de

blé nécessaires à ses besoins. Elle a toujours considéré comme faisant partie intégrante de la métropole les territoires de l'Afrique du Nord. Cependant ceux-ci sont vis-à-vis de la France dans une situation différente : l'Algérie fait partie de l'Union douanière, la Tunisie également pour le blé, quant au Maroc, l'Empire Chérifien à un statut juridique international spécial (acte d'Algesiras). C'est en partie à cause de ce statut que certaines difficultés se sont fait jour pour l'entrée en France des blés Maroc. L'A.G.P.B. a toujours cherché à régler ces difficultés par entente entre producteurs de la métropole, de l'Algérie et du Maroc, car notre pays bon an mal an importateur, doit chercher le complément de blé qui lui est nécessaire plutôt en Afrique du Nord qu'en Amérique.

Rappelons à ce sujet l'importance de la production et des besoins de la France en blé, nous noterons également la part des importations Nord-Africaines.

La production française au cours de ces dernières années atteint environ 75 millions de quintaux. Cette production est d'ailleurs extrêmement variable. En 1929 elle atteignait 92 millions de quintaux en 1930 : 63. Les importations moyennes au cours de ces deux dernières années ont atteint en blés durs et en blés tendres 12 millions de quintaux environ. La consommation apparente est donc de 87 millions de quintaux. Sur ce total la consommation en pain atteint de 66 à 72 millions de quintaux, les besoins pour les semences de 8 à 10, les quantités nécessaires à la semoulerie (blés durs) 2 1/2 (ces blés durs proviennent surtout de l'Afrique du Nord).

Nous allons indiquer maintenant la provenance de nos importations.

En année normale les exportations de blé ont été négligeables. Ce n'est qu'exceptionnellement en 1930, par exemple, qu'elles ont atteint 4 millions 1/2 de quintaux.

De 1922 à 1930 la moyenne annuelle des importations en commerce spécial (blés durs et tendres) s'est élevée à 12.500.000 quintaux :

2.320.000 quintaux viennent des Etats-Unis,	soit 18 %
2.390.000 quintaux viennent du Canada	soit 19 %
1.170.000 quintaux viennent d'Australie	soit 9 %
1.200.000 quintaux viennent d'Algérie,	soit 10 %
570.000 quintaux viennent de Tunisie	soit 4,6 %
440.000 quintaux viennent du Maroc,	soit 3,5 %

A partir de 1926 les statistiques douanières nous permettent de faire la discrimination entre les blés durs et les blés tendres.

De 1926 à 1930 les importations en commerce spécial atteignent une moyenne de 10.163.000 quintaux, celle des blés durs 1.762.000 quintaux.

La proportion des blés tendres venant de l'étranger est de 95%, le reste vient de l'Afrique du Nord.

Pour les blés durs les importations en commerce spécial en provenance de l'étranger n'atteindraient que 6%. En fait il faut pour les blés durs s'en référer aux statistiques du commerce général car la plus grosse partie des blés durs qui nous viennent de l'étranger sont introduits au titre de l'admission temporaire.

Au commerce général de 1926 à 1930 les importations de blé dur chiffrent 2.605.000 quintaux par an.

Algérie	966.000 quintaux, soit 37 %
Tunisie	588.000 quintaux, soit 22 %
Maroc	66.000 quintaux, soit 2 %
Autres	990.000 quintaux, soit 38 %

Comme on le voit, la Métropole importe les blés tendres qui lui sont nécessaires, surtout des pays exportateurs d'outre-mer; ses blés durs au contraire lui sont envoyés pour une part importante par l'Afrique du Nord.

Il est possible que dans un avenir prochain l'Afrique du Nord puisse fournir à la Métropole le complément de sa production. Les blés tendres de l'Afrique du Nord pourraient ainsi remplacer les blés des grands pays exportateurs d'outre-mer.

Nous allons maintenant indiquer quels sont les principes essentiels des relations entre la France et l'Afrique du Nord, tels que les préconise l'A.G.P.B. après avoir montré comment se pose la situation actuelle.

Il faut d'abord remarquer que les besoins de la France sont très variables et surtout limités. Certaines années même la production française est plus que suffisante et le pays devient exportateur. L'exemple de la campagne 1929-30 en est la preuve. L'Afrique du Nord n'est donc pas assurée de trouver un débouché permanent dans la Métropole. Il est même possible que les importations françaises soient de plus en plus réduites, les améliorations techniques réalisées et l'augmentation des surfaces ensemencées se traduisent par une augmentation des rendements et des récoltes. L'Afrique du Nord doit donc s'attendre à trouver auprès de la métropole des besoins très différentes d'une année à l'autre.

De plus, dans la limite des importations nécessaires à son ravitaillement, la France a besoin de blés de qualité, blés de force dont la richesse en gluten soit suffisante.

Les producteurs de l'Afrique du Nord l'ont compris.

Un gros effort scientifique a déjà été fait par des génétistes de talent : MM. Bœuf en Tunisie. M. Miège au Maroc, M. Ducellier en Algérie, poursuivent la sélection des variétés de qualité. Cet effort est indispensable et doit être poursuivi. Des résultats ont déjà été obtenus et quelques variétés de blé tendre peuvent rivaliser au point de vue richesse en gluten avec les blés Canada. Le résultat est que si la culture de ces blés est multipliée, la France pourra se procurer en Afrique du Nord les blés de force qui lui sont nécessaires.

A ce propos indiquons ce qu'écrivait M. Miegé en 1930 : « c'est la qualité seule, qui ouvrira et assurera aux blés marocains les débouchés larges et surtout rémunérateurs qui sont indispensables à leur écoulement ... »

Ce n'est qu'à la condition « *sine qua non* » de posséder des qualités meunières et boulangères éprouvées et de constituer des matériaux « de force » qui seront non seulement acceptés par la Métropole mais encore surpayés par elle. C'est en somme par leur aptitude à servir de complément aux farines françaises et à se substituer pour cela aux blés nord-américains qu'ils s'imposeront au commerce et à l'industrie. »

C'est ainsi qu'à la séance de l'Académie d'Agriculture du

5 février 1930. M. Schribaux, signalait, les résultats obtenus avec les blés Pusa et Florence « blés de beaucoup d'avenir, donnant des farines d'une très grande force » et il ajoutait : « Si vraiment, Pusa et Florence se révèlent comme excellents blés de force, ils résoudreient un problème qui a fait couler beaucoup d'encre ces derniers mois, il nous fourniraient le moyen de nous libérer rapidement des étrangers dont les meuniers prétendent ne pouvoir se passer. »

De plus cet effort de sélection doit être accompagné d'une meilleure organisation professionnelle pour améliorer le classement et la présentation des blés nord-africains et pour échelonner les offres au cours de la campagne.

Il faut éviter en effet que les blés algériens, tunisiens marocains ne provoquent par des arrivées en masse, une chute des cours à certaines époques de l'année sur le marché français. Pour cela il faut répartir les arrivées de façon à ce qu'elles correspondent aux besoins. Il faut empêcher aussi l'importation de lots de mauvaise qualité, de présentation défectueuse, dont le triage et le nettoyage sont insuffisants. Une réglementation des types standard à admettre sur le marché permettra de donner des garanties aux acheteurs français.

Voilà sur quelles bases l'entente entre la France et l'Afrique du Nord est souhaitable : préférence donnée aux importations marocaines par rapport aux importations nord-américaines, garanties et améliorations faites, par les producteurs marocains, afin d'éviter que l'arrivée de blés Maroc admis au bénéfice de la franchise douanière ne jette pas le trouble sur notre marché.

C'est dans cet esprit que l'A.G.P.B. a réussi à résoudre les difficultés créées en 1929 et en 1931 par les blés Maroc.

En 1929 les importations marocaines, ayant troublé le marché français, des accords, ratifiés par le Gouvernement ont été passés avec les producteurs. Ils ont porté notamment sur la fermeture du Maroc à l'entrée des blés exotiques (Dahir du 6 juin 1929). A ce moment en effet, la différence des droits de douane au Maroc et en France permettait de tourner le droit de douane français en transitant par le Maroc. Les accords

ont encore limité le contingent de blés marocains à admettre en France en franchise. Ils ont fixé par ailleurs les standards des blés marocains qui devaient être expédiés, enfin ils ont réglé l'échelonnement régulier des expéditions à destination de la France pour que les blés marocains n'arrivent pas d'un seul coup sur le marché.

À la suite de ces accords les producteurs marocains ont fait un gros effort d'organisation. Malheureusement en 1931 de nouvelles difficultés ont surgi. Sous l'influence du marché d'Exportation marocain les expéditions ont atteint (juillet-août 1931) en quelques semaines plus de 1 million de quintaux, alors qu'elles devaient être seulement de 510.000 quintaux en trois mois.

L'A.G.P.B. intervint immédiatement et le Ministère de l'Agriculture protesta auprès des Affaires Étrangères. Les blés arrivés furent bloqués en entrepôt, et un nouvel aménagement des entrées fut réalisé par le décret du 27 août 1931.

La question s'était encore compliquée du côté des blés durs ; le Maroc ayant expédié en quelques mois, sous forme de blé ou de semoules près de 500.000 quintaux vendus 10 à 15 francs au-dessous du cours des blés algériens. Pour mettre au point tous ces problèmes très complexes, de nouvelles réunions interprofessionnelles ont eu lieu à Paris au début de 1932. L'accord des producteurs de la Métropole, de l'Algérie et du Protectorat s'est fait sur des propositions très nettes remédiant à l'état de choses actuel.

De plus la France possède des techniciens et des savants génétistes qui ne le cèdent en rien aux savants étrangers, or, nous ne tirons pas de leurs travaux tout le parti que nous pourrions.

B. Bles russes.

Protection contre le dumping. Notons enfin, que pour se défendre contre le dumping russe en 1930, l'A.G.B.P. a demandé au mois d'août 1930 l'interdiction d'entrée des blés russes. Un décret en date du 3 octobre 1930 lui a donné satisfaction en soumettant l'entrée de ces blés à l'attribution de

licences d'importations. Ces licences d'ailleurs n'ont été accordées que dans des cas tout à fait exceptionnels. Ce décret a été supprimé ultérieurement, lorsque le Parlement a institué en juillet 1931 un tarif général pour les céréales. Les pays n'ayant pas d'accords commerciaux avec la France comme la Russie devaient acquitter pour l'entrée de leur blé le droit général, c'est-à-dire pour le blé 130 francs au lieu de 80. L'Australie est comprise parmi ces pays.

C. Blés Danube.

Nous avons déjà parlé à différentes reprises de la situation particulièrement tragique des pays exportateurs européens. Ces pays sont placés dans de moins bonnes conditions que les quatre grands pays exportateurs d'outre-mer pour la production et la vente de leur blé. M. L. Romier citait en 1930, au retour d'un voyage en Roumanie, le cas de producteurs vendant leur blé 20 francs par quintal environ alors qu'ils empruntaient à des banques à des taux usuraires de 20 % et parfois davantage.

Pour trouver un remède à cette crise, les pays danubiens ont cherché tout d'abord à conclure des ententes entre eux, puis avec les pays importateurs. Rappelons pour mémoire la série de conférence qui a eu lieu en 1930-31 : conférences de Sinaïa, Bucarest, Varsovie entre pays exportateurs européens, puis réunions de Genève, de Paris, de Rome et de Londres auxquelles ont pris part successivement pays importateurs européens et pays exportateurs d'outre-mer.

La France moins que tout autre pays ne peut se désintéresser de l'effort d'organisation tenté par les pays danubiens, toutefois si notre pays doit faire l'impossible pour chercher à leur venir en aide, les producteurs français ont le droit de demander certaines garanties pour que leurs intérêts ne soient pas lésés. Cette thèse présentée à Rome en mars 1931 par la délégation française fut approuvée par la Conférence.

Un accord général n'ayant pu être conclu on s'orienta vers la voie d'entente bilatérale. C'est ainsi que le Parlement vient de ratifier trois conventions avec la Hongrie, la Yougoslavie

et la Roumanie dans lesquelles le Gouvernement s'engage à prendre dans chacun de ces pays 10 % de ses importations.

Au lieu d'un « droit préférentiel » que l'on proposait tout d'abord, l'A.G.P.B. a fait adopter un autre système, qui consiste en une « ristourne » de 30 % du droit fait par l'État français aux pays exportateurs. Ainsi les blés Danube n'entreront pas en France à un cours inférieur aux autres blés exotiques et ne déprécieront pas les cours.

§ 3. DÉFENSE DOUANIÈRE.

Cette protection douanière, vitale pour les producteurs français de céréales étant obtenue, il fallut encore la rendre absolument efficace en la défendant contre les imperfections des textes qui permettaient de tourner la loi. C'est pour y remédier que furent successivement établies la réforme de l'admission temporaire et la création des permis d'importation.

A. Admission temporaire.

Il est incontestable que l'admission temporaire des blés présente un grand intérêt pour la minoterie française. Elle lui permet de travailler non seulement pour le marché intérieur, mais encore pour le marché extérieur. C'est donc une excellente chose en soi qui contribue à développer une industrie nationale. Malheureusement le système pratiqué avant la réforme de la loi du 1^{er} décembre 1929 était très défectueux. Les producteurs pendant un demi-siècle avaient protesté, en vain. A ces critiques on avait toujours répondu que ce régime avait le grand intérêt, en donnant à l'industrie nationale du travail, par l'exportation des farines, de faire rester sur le territoire des issues, des remoulages et des farines basses avantageuses pour l'élevage. Or, une fois l'A.G.P.B. fondée, elle se mit à l'étude de ces questions, et son enquête lui révéla que les farines restaient presque intégralement sur le marché intérieur sans aucune protection douanière : il

n'était pratiquement réexporté que des issues, des farines basses, des sons et des remoulages en compensation des blés exotiques qui étaient introduits à titre temporaire.

L'apurement d'acquets d'admission temporaire donnait lieu à de nombreuses fraudes. Les blés exotiques n'étaient jamais compensés, comme ils auraient dû l'être théoriquement, par la réexportation de quantités correspondantes de farines panifiables. Les fissures des types de douane laissaient passer à la place des farines bises et des remoulages, tout juste bons pour le bétail et les bonnes farines panifiables restaient sur le marché intérieur, sans payer le droit de douane. De plus tout un trafic d'acquets aggravait encore les possibilités de spéculation.

Enfin, par ce moyen, les minotiers qui faisaient de l'admission temporaire pouvaient jeter à tout moment sur le marché les stocks de blé qu'ils avaient introduits au titre de l'admission temporaire. Les « restes à apurer » à la fin de chaque mois étaient de l'ordre de 2 à 3 millions de quintaux pouvant servir à tout moment de « masse de manœuvre » dans un but spéculatif.

La loi du 1^{er} décembre 1929 a rendu obligatoire la réexportation des produits importés temporairement. Les stocks d'admission temporaire sont tombés à 700.000 ou 1 million de quintaux et ces stocks ne peuvent plus être jetés sur le marché intérieur. Enfin les « types » de farines et semoules qui permettaient toutes les fissures sont supprimés ; on a mis au point de nouveaux « types » qui assurent une compensation intégrale.

La réforme a donc rendu le droit de douane protecteur efficace : il est devenu une cloison étanche. De plus cette mesure fera rester en France des issues et des basses farines, bonne pour la consommation animale qui étaient précédemment exportés. Cela permettra d'arrêter l'importation croissante de maïs, d'orge et d'avoine exotique.

Cependant la question était tellement délicate et les intérêts en jeu si puissants et si considérables que la loi votée le 1^{er} décembre 1929 ne reçut application que par les décrets

du 10 août 1931 ! Il fallut en effet discuter pied à pied avec tous les représentants de l'industrie du blé, dur ou tendre, pour arriver à faire appliquer la réforme.

La constitution des « types » de farine, sur lesquels reposait tout le système fut, particulièrement difficile. L'année 1931 commençait après l'échec des expériences de Marseille qui n'avaient pu conduire à la confection des types normaux. Après cet échec, la Commission chargée de cette tâche décida d'utiliser une autre méthode. Celle-ci fut rendue possible grâce aux travaux de M. Nottin, professeur de technologie à l'Institut National Agronomique, et aux procédés d'analyse et de reconnaissance scientifique des farines mis au point par lui. La préparation des nouveaux types et leur consécration officielle demanda six mois de travail ininterrompu.

Le décret du 10 juillet 1931 réglait, la réforme de l'admission temporaire des blés tendres, mais de nouvelles difficultés surgirent pour la Réforme de l'admission temporaire des blés durs. Cette question était infiniment complexe et étroitement liée au régime des blés tendres dont elle commandait la mise en application. Jusqu'à ce moment les acquits d'admission temporaire de blés tendres étaient apurés par la réexportation de sous-produits de blés tendres ou de blés durs, modalités d'apurement supprimés par le décret du 10 juillet. Les blés ainsi libérés étaient vendus comme « libres d'emploi ». Avant l'achèvement de la réforme, un décalage de 35 francs entre les cours mondiaux et les cours français rendit la fraude très tentante. Tout contrôle d'emploi des blés exotiques était rendu impossible, tant que le régime des blés durs n'avait pas été réglé. Une formule d'accord fut enfin trouvée ; elle répond à certaines nécessités industrielles et ménage les intérêts des producteurs de blés durs tout en garantissant ceux des producteurs de blés tendres. Il fallut encore un mois de travail acharné pour arriver à mettre sur pied l'application exacte de ce système dont la condition fondamentale est l'exercice ou surveillance permanente des semouleries. Ce fut l'objet des décrets et arrêtés du 8 août 1931.

C'est en luttant contre de telles difficultés, sans cesse accrues, que l'A.G.P.B. travaillant en accord avec les services compétents a obtenu cette réglementation qui rend le droit de douane efficace.

B. *Permis d'importation.*

Si l'admission temporaire comportait des fissures qui permettaient de tourner la loi du pourcentage; il en était de même de la réglementation de l'importation qui permettait des fraudes nombreuses. Voyons comment elle fonctionnait

Un décret de novembre 1930 faisait l'obligation à tous les importateurs de blé exotique de déposer, lors du passage de la marchandise, une déclaration à la douane, dite bordereau d'importation. Ce bordereau mentionne les quantités importées, le nom de celui qui dédouane les marchandises ou son transitaire et le nom du destinataire. Les services de la douane vérifient les déclarations quantitatives et fait parvenir les bordereaux au Ministère. Or la fraude a consisté à indiquer sur les bordereaux des destinataires inexistantes. Quand on voulait vérifier l'arrivée des marchandises, on ne pouvait y arriver, si bien que le ministère perdait la trace du blé dédouané. Pendant ce temps, le blé exotique non repéré se « francisait » et il était revendu comme blé indigène.

Un autre système consistait également à baptiser le blé : blé indigène pour l'alimentation de la volaille et le commerçant donnait dans son bordereau les noms d'une cinquantaine de petits grainetiers, auxquels on livrait une dizaine de sacs de blé. De toutes façons le contrôle était impossible.

La fraude se faisait sur une grande échelle. Les sanctions d'ailleurs ne consistaient qu'en une amende insuffisante si bien que l'on citait le cas d'un homme contre qui des plaintes étaient déposées et qui continuait à dédouaner des centaines de tonnes sans être inquiété, s'enrichissant ainsi en attendant que les tribunaux lui infligent une amende.

Contre un tel système plusieurs réformes furent proposées. On voulut entre autre confier au Ministère de l'Agriculture le pouvoir de distribuer à tous les meuniers une licence de blé

mensuelle, correspondant exactement à la quantité de blé exotique qu'il a le droit de travailler en fonction de pourcentage. Mais le projet était tellement rigoureux qu'il aurait rendu la loi elle-même inapplicable. Il soulevait de telles difficultés matérielles, inextricables, de répartition de contingents entre un grand nombre d'ayants droit, il enlevait tellement de souplesse à la loi du pourcentage, qu'avant six mois il aurait fallu abroger la loi.

C'est pourquoi l'A.G.P.B. a préconisé un autre système. Elle a fait adopter par le Ministère le permis d'importation. Au bordereau d'importation sur lequel on n'a aucun contrôle puisque la pièce peut être signée d'une fausse signature ou mentionner un destinataire inexistant on substitue un permis d'importation préalable demandé par l'intéressé au Ministère et délivré à l'intéressé à titre de permis nominatif et non cessible en engageant sa responsabilité. Les décrets et arrêtés du 10 novembre 1931 et 14 février 1932 ont donc soumis à la délivrance de ce permis toute importation de blé ou de farines exotiques. Dorénavant le contrôle sera facile car l'importateur sera connu et responsable.

Ce fut l'A.G.P.B. qui entreprit l'étude de la réalisation des permis d'importation : ce fut elle également qui la dota de l'organisation pratique indispensable, en liaison étroite avec les autres professions intéressées.

En effet, on ne pouvait songer à confier au Ministère l'attribution des permis. L'exemple des demandes d'exportation en 1930 avait été concluant : les licences d'exportation arrivaient trois semaines après les demandes ! En matière de commerce international, il est impossible d'attendre trois semaines lorsque la cargaison est au port. Agir ainsi c'était faire échouer la loi.

C'est pourquoi l'A.G.P.B. a pensé que toute l'organisation du contrôle du service de la délivrance des permis, la tenue à jour de toutes les fiches des meuniers et commerçants, l'inscription de toutes les déclarations prévues par le contrôle, la connaissance exacte de leur situation vis-à-vis de l'emploi des blés exotiques, devait être assuré par la profession et non par l'administration. Le ministère a accepté.

D'accord avec la Fédération des syndicats de marchands de grains et l'Association Nationale de la Meunerie Française, l'Association Générale des Producteurs de blé a entrepris l'application interprofessionnelle de ce nouveau régime. Elle a réuni le local, le matériel et le personnel. Désormais l'association interprofessionnelle prend la responsabilité matérielle de toute l'affaire et c'est le ministère qui se charge de la responsabilité des décisions à prendre et de la signature des permis.

Ces décrets du 10 novembre 1931 et du 14 février 1932 prouvent par eux-même l'utilité fondamentale des associations agricoles.

Notons enfin que les permis d'importation donnent au Gouvernement un moyen solide contre la fraude, et une documentation statistique au jour le jour sur le mouvement des importations. Cette documentation rend le jeu de la vanne du pourcentage beaucoup plus précis qu'autrefois.

C. Dénaturation.

Enfin pour compléter ces mesures on chercha à empêcher l'utilisation en meunerie des blés de semences et des blés à volailles. Pour cela les blés exotiques destinés à ces usages doivent être obligatoirement soumis avant leur entrée en France, à la dénaturation par coloration.

Section II

MESURES DE DISCIPLINE ET D'ASSAINISSEMENT

Nous venons de voir combien la fraude était active et comment par son ampleur elle déjouait en grande partie les mesures de protection du blé. Dans certaines régions, elle sévissait à l'état endémique notamment dans le Sud-Est, dans la région de Marseille, et à l'extrême pointe de la Bretagne. Elle avait pour résultat de bloquer perpétuellement les mouvements de rebondissement et de reprise des cours.

Nous avons vu que des réglementations nouvelles ont été édictées, des mesures d'assainissement ont été prises pour juguler la fraude. L'A.G.P.B. a été pour beaucoup dans ce résultat. Voici le tableau des mesures prises tel que le brossait à grands traits, André Tardieu, Ministre de l'Agriculture, à l'Assemblée des Présidents des chambres d'agriculture de 1931 :

« Pour que cette défense douanière pût jouer à plein, il était indispensable, Messieurs, de mettre un terme à la spéculation, qui, depuis tant d'années, ajoutait son effet mal-faisant à l'effet naturel des causes de baisse.

« La spéculation est comme la maladie : elle s'attaque de préférence aux organismes affaiblis. La spéculation n'est certes pas le seul mal dont souffre l'Agriculture, qui souffre de maux plus profonds. Trop souvent nos paysans s'imaginent qu'elle est leur seule ennemie. Elle n'est pas leur seule ennemie, mais elle est leur ennemie. Et c'est pourquoi, avec tant de force et de continuité, nous l'avons combattue depuis deux ans.

« Nous avons engagé ce combat, avec le concours des Chambres, d'abord pour le blé. La réorganisation de la Bourse du Commerce, l'entrée des producteurs dans les organisations syndicales, la réforme de l'admission temporaire, la suppression de cette fraude odieuse qui consistait à apurer avec je ne sais quoi des blés exotiques de première qualité qu'on vendait ensuite sans avoir payé les droits, cela fut, l'an dernier, l'œuvre du Gouvernement que je présidais.

« J'y ai ajouté, cette année, quelques conditions nécessaires aux succès de l'entreprise.

« J'ai réalisé, au prix de combien de difficultés, la réfection des types de farine. J'ai assimilé les courtiers et commissionnaires aux autres détenteurs de céréales. J'ai organisé le contrôle. J'y ai associé des commissions de police et les 12.000 agents des contributions indirectes. Je vais créer demain les permis d'importations en accord total avec les producteurs, les meuniers et les commerçants (le décret a paru le 11 novembre). J'ai envoyé quelques douzaines de

fraudeurs devant les tribunaux. J'ai interdit l'emploi des blés exotiques pour le bétail. Le décret paraîtra après-demain. (Applaudissements).

«Admettez, Messieurs, qu'il y a là un ensemble de mesures, dont l'effet doit se faire sentir et se fera certainement sentir. (Applaudissements). Il était nécessaire d'aller jusque là ; car, avec le déséquilibre croissant jusqu'à ces derniers jours des prix mondiaux et des prix nationaux, la fraude était trop tendante pour ceux, et il y en a, qui comparaient un bénéfice de 15 millions à gagner avec une peine à subir de 15 jours de prison. (Rires et applaudissements).

«Par cet ensemble de mesures, nous avons fait ce qui dépendait des Pouvoirs publics pour assurer la priorité de consommation du blé indigène. Nous répondions ainsi au plus important et au plus pressent de vos vœux de 1929 ».

§ 1. LUTTE CONTRE LES FRAUDEURS.

Pour mettre en œuvre les mesures indiquées et en assurer leur pleine exécution tout un service de contrôle a été créé. Les agents des contributions indirectes et les commissaires de police ont prêté main-forte. De nombreux fraudeurs ont été arrêtés. De violentes campagnes de presse furent entreprises alors dans certains grands journaux, contre les « gangsters du blé ».

Pendant la mise en application de la réforme de l'admission temporaire, le service du contrôle était en pleine voie de réorganisation. Il a été cependant à la hauteur de sa tâche. M.P. Hallé lui rendait hommage en ces termes : « Ses inspecteurs, en nombre insuffisant encore, ont déployé deux mois (août-octobre 1931) une activité extraordinaire, à laquelle je dois rendre hommage ».

§ 2. LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION.

Il restait encore pour assainir le marché à juguler la spéculation qui pour les producteurs, « n'est pas leur seule ennemie, mais est leur ennemie ». Pour cela deux séries d'énergiques mesures ont été prises : ce fut d'abord la réforme de la Bourse de Commerce, ce fut aussi la création du service de représentation des Producteurs.

A. Réforme de la Bourse de Commerce.

Lorsque l'on parle de spéculation, on vous cite toujours l'exemple de ce marchand de vins proche de la Bourse qui grâce à l'excellence de son poste d'observation réussit à gagner son demi-million en jouant à la baisse en 1924. C'est pour éviter de semblables excès que désormais tout opérateur faisant des affaires à terme au Marché du blé doit déposer un certain cautionnement et payer au fur et à mesure ses différences. De plus les affaires sont soumises à un enregistrement obligatoire à la Caisse de Liquidation. Cette mesure a eu pour résultat d'écarter radicalement de la Bourse au blé, une foule de spéculateurs non professionnels qui bouleversaient les cours par leurs opérations sans frein. C'est ainsi que de 1 à 2 millions de quintaux de blé chaque jour les opérations à terme ont été ramenées à quelques dizaines de milliers de quintaux.

La surveillance et le contrôle du fonctionnement de la Bourse de Commerce ont été considérablement renforcés.

Enfin des mesures sévères ont été prises qui écartent les stocks de mauvais blés qui autrefois pesaient sur les cours. L'admission des blés livrés au marché réglementé est désormais soumis à un contrôle rigoureux.

Voilà quelles sont les grandes lignes qui ont servi de guide à la Réforme de la Bourse de Commerce. Au point de vue des associations agricoles, une innovation leur a permis d'exercer elles-mêmes un contrôle efficace pour la sauvegarde des intérêts des producteurs : c'est le service de représentation à la Bourse de Commerce.

B. La représentation des Producteurs à la Bourse de Commerce.

Nous allons étudier maintenant dans le détail cet organisme qui montre bien toute l'utilité que peut jouer des associations agricoles énergiques pour la protection des cours et des intérêts des producteurs.

L'A.G.P.B. s'est élevée ces dernières années contre le caractère malsain des opérations traitées au marché de Paris. C'est pourquoi elle a été amenée à lutter contre la spéculation du marché réglementé qui était nettement néfaste aux producteurs.

Elle a d'abord étudié et mis au point un plan complet de réforme du règlement du marché qu'elle a réussi à faire accepter par le Gouvernement.

Ce sont les événements qui se sont déroulés à la Bourse de Commerce au mois de juillet 1930 qui ont été la cause déterminante. Ils ont précipité la réalisation des réformes réclamées. Le nouveau règlement fut homologué par arrêté du 30 juillet 1930. Il permet la représentation des Producteurs à la Bourse de Commerce (Chambre Syndicale du Commerce des Blés, Seigles et Avoines ; Commission des Cotes, Commissions d'expertise). Il a renforcé les conditions d'admission des blés étrangers au marché de Paris.

L'Association a obtenu également la représentation des producteurs à la « Caisse de Liquidation » organisme chargé de l'enregistrement et du contrôle des affaires traitées au marché. Cette caisse obligatoire pour toutes les affaires traitées au marché de Paris est placée sous la surveillance du Gouvernement.

Cette réforme a été très importante, capitale même. Elle donne aux producteurs le contrôle professionnel sur le marché qui fait les cours et dont ils étaient écartés systématiquement auparavant.

Pour compléter ce résultat et lui donner sa pleine efficacité, l'association a créé un service de représentation qui était absolument indispensable pour consacrer les résultats obtenus.

Jusqu'en 1929 en effet le marché des céréales fonction-

naît sous le contrôle exclusif des Chambres de Commerce où seuls les intérêts commerciaux étaient représentés. C'est pourquoi faute d'y avoir accès, et de pouvoir y défendre les intérêts de la culture, les organisations agricoles ont vu le marché devenir un terrain de manœuvres et de spéculations successives. C'est ainsi que nous avons vu : les ventes massives des blés exotiques en 1925, des blés alliés en 1927, des blés allemands en 1928 ; puis les vagues de spéculation à la baisse en 1929-30, le krack de juillet 1930 ; les effondrements périodiques au lendemain des moissons.

Les Chambres d'Agriculture, qui protestaient en vain contre cet état de choses, avaient posé depuis longtemps le principe de la création d'une représentation. La décision définitive fut prise en mars 1929 par l'unanimité des Chambres. Ce fut l'association qui fut chargée de réaliser cette création. Elle s'est acquittée de son mandat aussitôt et depuis 1930 la représentation fonctionne en liaison intime avec elle.

Deux buts lui ont été assignés : défendre les producteurs contre les abus possibles du marché, être au courant de tout ce qui intéresse la politique du blé pour donner à l'association les moyens d'agir et d'intervenir sans délai chaque fois que les intérêts des producteurs sont en jeu.

Le but essentiel a été d'équilibrer par une influence agricole l'influence de la meunerie et du négoce qui, jusqu'alors s'exerçait seule sur le marché, au détriment trop souvent des producteurs. Les intérêts agricoles y sont cependant, plus que ceux d'aucune autre corporation, en jeu. C'est pourquoi la représentation fut permanente et participe au mouvement de tous les rouages commerciaux du marché réglementé et du marché libre.

Marché réglementé — Le marché spécial du terme est un mécanisme délicat qui peut permettre de réels services s'il fonctionne normalement, mais fausser tout l'ensemble du marché du blé s'il est détraqué. Les producteurs en ont fait la funeste expérience depuis la guerre jusqu'au moment de la réforme de la Bourse en 1930.

Cette réforme serait illusoire, si elle n'était pas appliquée ; elle ne pouvait l'être qu'en présence des producteurs et par leur collaboration avec les autres intérêts professionnels représentés au marché.

La représentation exerce son activité dans tous les rouages syndicaux du marché à terme : au Syndicat du Commerce des blés, seigles, avoines et orges ; à la Chambre Syndicale de ce Syndicat ; et dans les Commissions diverses.

Au Syndicat du Commerce des blés, seigles, avoines et orges. Ce Syndicat est celui des Commissions au marché à terme. Il procède chaque année à l'élection de sa Chambre Syndicale composée de neuf membres ; celle-ci soumet à son approbation aux Assemblées Générales les modifications à apporter au règlement.

Pour faire participer les producteurs à l'administration du marché il a fallu leur faire place à la Chambre Syndicale et par conséquent au Syndicat des blés. Une catégorie spéciale d'adhérents non commissionnaires a été créée pour les producteurs et la représentation a prié trente-cinq agriculteurs ou dirigeants d'associations de vouloir bien s'affilier, représenter l'agriculture au Syndicat nommer des délégués à la Chambre Syndicale, les soutenir aux assemblées Générales et en toutes circonstances par leurs conseils et l'appui de leur autorité.

A la première assemblée générale les trente-cinq producteurs ont donné à la Bourse de Commerce le spectacle d'une discipline réfléchie faisant apparaître tout le sens qu'ils attachaient à l'action de leur service de représentation.

A la Chambre Syndicale. Organisme directeur du marché comportant neuf sièges la Chambre Syndicale était autrefois composée de commissionnaires. Aujourd'hui outre un représentant de la meunerie et un représentant de commerce des grains deux producteurs en font partie : le président de l'A.G.P.B. M. Rémond et le délégué permanent des Associations Agricoles à la Bourse de Commerce M. Goussault ; tous les deux désignés à l'unanimité par les trente-cinq membres agricoles du Syndicat comme représentants de l'Agriculture à la Bourse de Commerce.

La présence des Producteurs à la Chambre Syndicale est le pivot de la représentation.

Les représentants des producteurs y suivent les opérations du marché à terme et contrôlent dans le détail l'application du règlement. Ils ont même d'autant plus d'autorité pour exercer ce contrôle en toute indépendance qu'ils ne sont pas intéressés, c'est une condition primordiale à telle ou telle opération.

De plus aucune innovation ne peut plus être faite en matière de disposition réglementaire sans que les producteurs aient leur avis à donner à la chambre Syndicale. Autrefois les producteurs qui n'étaient pas représentés au marché, étaient bien souvent mis devant le fait accompli de modifications plus ou moins profondes insignifiantes en apparence mais graves dans leurs répercussions qui suffisaient à bouleverser le fonctionnement du marché dans un sens défavorable aux intérêts agricoles. La livraison des blés exotiques au marché de Paris, en entrepôt en douane, est un exemple dont la culture après la guerre a gardé un cruel souvenir.

De plus la collaboration interprofessionnelle grâce à la présence des producteurs à la Chambre Syndicale permet d'étudier avec toute la documentation désirable les améliorations à apporter au fonctionnement du marché. Elle a porté en outre comme premier fruit une meilleure compréhension mutuelle des intérêts en présence. Une mise au point de la réforme générale de 1930 a été faite par la Chambre Syndicale. C'est à l'unanimité des membres qu'elle a voté les textes définitifs élaborés après de longs travaux. De même une réforme complète a été apportée aux marchés des céréales secondaires particulièrement des avoines et orges. Après de nombreuses consultations de négociants, de brasseurs et de producteurs expérimentés un certain nombre de principes ont été admis et consacrés par un vote unanime de la Chambre Syndicale. Ces principes veulent que désormais les marchés d'avoine et d'orge soient larges si la récolte est abondante, mais réduits et avec un stock minime si la récolte est mauvaise. De cette façon la constitution de stocks excessifs pesant sur le cours est évitée pendant les années déficitaires.

En 1930-31 le marché d'avoines était écrasé par des stocks de qualité douteuse dont le négoce ne voulait pas prendre livraison. En 1931-32 nous avons au contraire un marché réduit mais sain et sans stocks néfastes grâce au nouveau règlement élaboré par la représentation. Aussi malgré une récolte plus abondante les cours sont-ils mieux tenus que ceux de l'an dernier à pareille époque : la moyenne des cotations du courant en octobre 1930 était de : 78,25 elle était passée en octobre 1931 à 89,50. La documentation recueillie par le délégué des producteurs en matière de questions commerciales et l'expérience qui reste à acquérir sur un terrain aussi complexe permettront certainement encore une amélioration progressive du marché.

Enfin la présence des représentants des producteurs à la Chambre Syndicale leur permet de régler avec les commissionnaires les incidents de marché qui peuvent se produire et de veiller à ce que soient bien inscrits aux procès-verbaux les torts ou les griefs des uns ou des autres. Les représentants des producteurs coopèrent également à l'instruction des cas de manquement et des fautes professionnelles. Des sanctions doivent être prises en toute objectivité par la Chambre Syndicale. Lorsque cet organisme a eu à se prononcer sur la gravité d'une faute et la sanction qu'elle comportait les représentants de la culture ont examiné scrupuleusement le dossier et pris ensuite une position nette ; celle-ci n'a sans doute pas été étrangère à la décision prise par l'ensemble de la Chambre Syndicale.

On le voit la participation de la représentation aux délibérations de la Chambre Syndicale représente une infinité d'interventions même sur des points de détail ; interventions dont la culture ne se rend pas toujours un compte exact et qui n'ont en apparence aucun retentissement ; elles constituent cependant cette manifestation du contrôle professionnel qui est notre meilleure défense contre les abus du marché.

Dans les *commissions diverses* enfin, la représentation exerce son influence notamment dans les plus importantes qui sont malgré leur rôle matérielles commissions d'expertises.

Elles sont chargées de décider l'admission ou le refus des lots de marchandises proposées à l'introduction au stock des marchés à terme ou de se prononcer sur l'état de conservation des lots les constituants.

Pour que les cotations soient saines il est indispensable que les marchandises qui en forment l'assiette soient conformes aux qualités requises par le règlement. L'histoire des blés alliés ou celle des blés allemands, qui pendant des mois au stock ont pesé sur les cours est dans toutes les mémoires. Une liste d'experts est dressée par la Chambre Syndicale et les Commissions d'expertises sont recrutées parmi ceux-ci. Trop souvent autrefois des lots de marchandises étaient acceptés par les experts bien que ne répondant pas à toutes les exigences normales du règlement. A la suite des plaintes légitimes de la culture l'association avait demandé l'admission de producteurs comme experts. Avec beaucoup de dévouement un certain nombre de cultivateurs étaient venus prendre part aux travaux des commissions d'expertises. Mais celles-ci sont très fréquentes, presque chaque jour, et le dérangement fastidieux et coûteux pour des cultivateurs éloignés de Paris. Ils ne purent assurer la participation régulière des producteurs aux expertises. Le service de représentation une fois créé avec son caractère permanent permit de reprendre avec assiduité et continuité la collaboration agricole aux commissions d'expertises. Depuis un an pas une expertise n'a échappé à la surveillance des producteurs. Ceci représente un travail profitable qui a maintes fois permis de refuser sans appel des lots de qualités douteuse ou mauvaise dont la présence aurait détraqué le marché et faussé les cours.

Au printemps 1931 par exemple des lots d'avoines précédemment admis avaient été abimés par les rongeurs. Ils exerçaient sur le marché une influence déprimante en écartant les acheteurs. Le passage de ces lots en expertise de conservation permit aux producteurs d'invoquer leur qualité non marchande pour les refuser et les éliminer définitivement. D'autres cas semblables sont nombreux ; celui des

blés Maroc : certains contenaient des blés durs de valeur marchande et industrielle très inférieure à celle des blés tendres.

Un article, peut-être oublié du règlement limitant la proportion du blé dur à 2 %, fut rappelé utilement ; son application fut réclamée pour que tout le blé Maroc contenant une proposition supérieure de blés durs soit écarté.

Plus récemment encore des blés indigènes frauduleusement mélangés d'exotiques furent présentés à l'expertise. Il est parfois fort difficile de déterminer l'origine du blé. Mais certains indices ne trompent pas. Le refus des blés trafiqués a été prononcé et même à la demande des producteurs, la Chambre Syndicale a décidé de porter plainte entre les mains du service des fraudes. Une telle démarche de la Chambre Syndicale des blés de la Bourse de Commerce mesure le chemin parcouru depuis que la représentation y exerce son action.

La participation des producteurs aux expertises leur donne encore des renseignements précieux sur les mouvements qui se préparent. Ainsi en novembre 1930 la présentation de nombreux échantillons de blé Danube, leur donna l'éveil : on allait introduire au stock des quantités massives de blé exotique à bas prix qui allaient peser sur les cours. Une intervention immédiate de l'A.G.P.B. auprès du ministère permit aux pouvoirs publics de prendre sur l'heure une mesure restrictive à l'égard des blés exotiques au marché de Paris. Ainsi a-t-on pu prévenir une chute brutale et immédiate des cours qu'aurait aggravée l'orientation prolongée du marché à la baisse.

La représentation exerce également son activité à la commission des bases de liquidation : les producteurs sont maintenant consultés avant l'établissement des bases de fin de mois par les courtiers assermentés qui composent la Commission. Ainsi les producteurs peuvent intervenir pour que la base de liquidation soit fixée le plus objectivement possible et pour que les méthodes que doivent suivre les courtiers assermentés ne soient pas changés au dernier moment. L'exemple du 30 avril 1931 montre que cela n'est pas inutile.

Les courtiers assermentés voulaient faire rentrer subrepticement la valeur moindre des blés exotiques dans la détermination de la base de liquidation. C'était une baisse de trois ou quatre francs tout de suite et d'une dizaine de francs au moins les mois suivants. Une rapide intervention de la représentation auprès du Ministère permit au Ministre d'entraver à temps la tentative. Mais une simple consultation des producteurs par les courtiers assermentés comme celle qui est faite actuellement à la fin de chaque mois ne paraît pas devoir donner les garanties nécessaires. La politique de l'A.G.P.B. viserait même maintenant à faire établir par une commission composée de délégués des différentes professions intéressées la base de liquidation et même la Cote Officielle.

Marché libre. Il est constitué par l'ensemble des transactions portant sur des marchandises réelles qui se vendent en culture et sur les marchés parmi lesquels le plus important est celui de Paris. Le rôle joué par la représentation au marché à terme dont on sait l'influence sur les prix des blés facilite donc son action au marché libre. Cette action est moins tangible qu'au marché à terme : elle n'est pas moins importante. A la Bourse de Commerce de Paris, le service de représentation qui est au cœur de la place dispose d'un poste d'observation de premier ordre. Il peut, par son contact permanent avec le marché en suivre toutes les évolutions et y recueillir les renseignements les plus précieux pour le développement de la politique du blé. Sur les ventes de province les renseignements ne peuvent être recueillis par la représentation qu'avec la collaboration des groupements agricoles. Il est bien évident que ces renseignements sont l'indispensable complément de ceux que le service de représentation peut réunir à Paris.

L'accumulation constante de toutes les indications (même insignifiantes en apparence) provenant de tout le territoire français est la base la plus solide d'une documentation absolument nécessaire à l'action de l'Association des producteurs de blé.

Le service de représentation a donc une importance des plus considérables pour lutter contre la spéculation. Le marché des céréales comprend un immense volume de transaction sous toutes les formes, libres, réglementés, à la bourse de Paris, en Province, qui s'opèrent sous l'empire de l'offre et de la demande, ce qui constitue le premier élément, chiffrable et matériel celui-là. Mais il comprend en outre un deuxième élément tout aussi important : c'est l'état d'esprit des acheteurs et des vendeurs, c'est l'élément psychologique.

Les deux éléments agissent et réagissent mutuellement l'un sur l'autre. Sur un marché aussi nerveux que celui des céréales, l'esprit des acheteurs et des vendeurs essentiellement mobile passe sans transition de la baisse à la hausse et inversement.

Cet élément psychologique qui commande l'offre et la demande, capricieux, variable, parfois sourd à la raison majeure des chiffres, jouet d'un bruit à la Bourse bien ou mal fondé, à ses centres de pression et de dépression les plus sensibles dans les bourses, surtout celle de Paris. C'est là où la représentation des producteurs peut très utilement exercer son influence. Un bruit sans fondement démenti en temps voulu, un renseignement donné à bon escient mieux encore une mesure prise au moment précis où elle aura le plus d'effet, peuvent modifier l'ambiance et réagir immédiatement sur l'offre et la demande. C'est à quoi s'emploie avec beaucoup de tact et de bonheur le service de représentation de l'A.G.P.B. qui depuis qu'il existe a rendu les plus signalés services aux producteurs.

Section III

MESURES INDIRECTES DE DÉFENSE DU BLÉ PROTECTION DES CÉRÉALES SECONDAIRES

Nous avons indiqué les résultats obtenus, en particulier depuis trois ans, grâce à l'A.G.P.B., pour la défense du marché du blé en l'isolant de la crise mondiale. Le marché des autres

céréales : seigle, avoine, orge, maïs, appelés céréales secondaires, bien qu'en année normale la valeur de leur récolte représente les trois quarts de la valeur de la récolte du blé (9 milliards au lieu de 12), a subi lui aussi, une crise très grave. Le marché du blé, se trouve donc en porte à faux et risque d'être compromis par la dépression du marché des céréales secondaires.

Les superficies ensemencées en céréales secondaires sont de l'ordre de 5 millions d'hectares, égalant à peu près les surfaces emblavées en blé. Si la crise actuelle des céréales secondaires persistait, les producteurs pourraient abandonner peu à peu, là où cela est possible, la culture de ces céréales. L'A.G.P.B. signalait les dangers d'une telle situation « Quelles seraient les conséquences si seulement un ou 2 millions d'hectares supplémentaires étaient ensemencés en blé ? Ce serait la surproduction inévitable, notre pays ne pourrait plus se protéger contre la crise mondiale ». En 1930 les superficies ensemencées en céréales secondaires accusaient par rapport à 1913 un fléchissement de 1.300 mille hectares soit de 18 % supérieur au fléchissement de la culture du blé. Récemment le Ministère de l'agriculture signalait que les superficies ensemencées en blé d'automne 1931 avaient augmenté de 500.000 hectares par rapport à l'année précédente.

La crise des céréales secondaires est donc très grave. Pour en mesurer toute l'importance nous allons étudier successivement :

- Le déséquilibre des cours entre blé et céréales secondaires ;
- Les causes de ce déséquilibre ;
- Les mesures déjà prises ;
- Celles que réclame encore l'A.G.P.B.

La chute des cours des céréales secondaires a été beaucoup plus accentuée que celle du blé pendant la campagne 1929-30.

Pendant la campagne 1930-31, cependant que les cours du blé se relevaient grâce à la politique suivie par l'A.G.P.B. les prix des céréales secondaires restaient très bas malgré la récolte très faible de 1930.

Depuis le début de la présente campagne, par suite des mesures prises récemment, les cours des seigles et des avoines en particulier sont un peu mieux tenus, mais les cours des autres céréales sont toujours restés à un niveau très bas.

Prix moyen en francs (départ culture)

Campagnes	Seigle	Orge	Avoine	Blé
1928-29	122	128	121	151
1929-30	83	85	78	132
1930-31	77	85	82	167
1931-32 (6 premiers mois)	88	86	85	150

Pendant la campagne 1928-29 (récolte 1928, moyenne d'après guerre), la valeur de l'avoine représentait 80 % de celle du blé. Il en était de même avant guerre, en 1912 et 1913 par exemple.

Pendant la campagne 1930-31, par contre, la valeur de l'avoine correspondait à peine à 50 % de la valeur du blé.

Pour les six premiers mois de la campagne 1931-32, le rapport s'élève seulement à 56 %.

Pour le seigle, l'orge et le sarrasin (qui lui n'est pas une céréale), la comparaison avec la valeur du blé indique une baisse analogue.

Quant au maïs, sous l'influence des maïs d'importation sa baisse est encore plus accentuée.

Le maïs Plata (disponible Dunkerque) est tombé de 129 francs en 1928 à 116 francs en 1929, 86 francs en 1930, 73 francs en 1931 ; il cotait début 1932, 65 francs disponible, prix correspondant à 39/40 francs C.A.F. !

C'est donc une baisse de 50 % depuis 1928.

Quant aux maïs indigènes, ils ne sont même pas cotés 65 francs, soit, par rapport à 1913, au coefficient 3. La valeur du maïs en 1914 correspondait à 75 % de celle du blé. Jusqu'en 1929 le rapport des prix maïs/blé est resté à peu près normal.

Actuellement le maïs ne représente plus que 45 % de la valeur du blé.

Cet effondrement du maïs rend impossible une reprise des autres céréales, reprise cependant nécessaire, il ne permet pas p'obtenir pour elles des prix rémunérateurs suffisants et

pousse par la même a en remplacer la culture par celle du blé.

Quant aux causes de ce déséquilibre, ils tiennent à plusieurs facteurs.

C'est d'abord l'accroissement anormal des entrées de céréales secondaires exotiques à des prix exceptionnellement bas, et tout spécialement l'accroissement des importations de maïs.

Importations	Moyenne 1925-1929	1930	1931
	quintaux	quintaux	quintaux
Avoine	791.928	684.128	825.176
Orge	612.096	1.534.785	4.213.160
Seigle	333.862	226.927	765.630
Maïs	6.756.287	8.211.000	10.628.576
	8.494.173	10.656.840	16.432.542

Aggravant cet accroissement énorme des importations on note une réduction des exportations :

Pour l'orge, de 126.976 qx. en 1930 à 8.817 en 1931.

Pour le malt, de 160.698 qx. en 1930 à 90.496 en 1931.

Pour le sarrasin, de 33.064 qx. en 1930 à 9.302 en 1931.

En second lieu : l'invasion du marché français est la conséquence directe de la surproduction mondiale, que traduit une chute prononcée des cours mondiaux :

Cours des Céréales sur le Marché mondial
(en cents par bushel)

Campagnes	Blé à Winnipeg	Seigle à Minneapolis	Avoine à Winnipeg	Orges à Winnipeg	Maïs à Chicago
1927-1928.....	146	106	65	82	97
1928-1929.....	121	98	57	66	91
1929-1930.....	124	80	58	51	85
1930-1931.....	64	42	30	26	58
Décembre 1931.	60	46	29	35	38

Enfin l'entrée en France de ces céréales secondaires est très souvent facilitée par l'octroi de primes à l'exportation plus ou moins déguisées.

En voici une preuve : ces dernières années, les cours du seigle et de l'orge étaient plus élevés en Allemagne et en

Tchécoslovaquie, pays qui exportaient vers nous leurs céréales que dans notre propre pays.

Ce sont toutes ces causes qui ont motivé l'effondrement des cours français. Notre marché est insuffisamment protégé, la preuve en est faite par ce fait que les droits de douane sur les orges et les maïs en France étaient au 1^{er} janvier 1932 moins élevés que dans la plupart des autres pays d'Europe.

C'est pour lutter contre un tel état de chose que l'on a dû réagir en faveur des céréales secondaires.

Un certain nombre de mesures ont déjà été prises grâce à l'intervention de l'A.G.P.B :

Relèvement des droits de douane,

Réforme du marché réglementé des céréales secondaires, et mesures diverses.

Nous allons maintenant les exposer ; d'après les travaux de l'Assemblée des Présidents de la Chambre d'Agriculture du 5 novembre 1931.

A. Droit de douane

Voici les principaux relèvements de droits de douane depuis trois ans :

<i>Avoine</i>	18 janvier 1930	relèvement de 15 à 21 francs
	18 juillet 1930	relèvement de 21 à 30 francs
<i>Seigle</i>	18 juillet 1930	relèvement de 15 à 21 francs
	28 avril 1931	relèvement de 21 à 35 francs

Le droit sur la farine de seigle était porté à cette date de 35 francs à 70 francs.

Quant au maïs, un décret du 11 septembre 1930 portait le droit sur les maïs à 24 francs, et instituait un droit réduit de 16,80 pour le maïs à petit grains, dit de Bessarabie.

Le droit sur l'orge, lui, est resté à 15 francs, parce que consolidé dans les accords commerciaux avec la Tchécoslovaquie et la Turquie.

La plupart de ces relèvements douaniers furent incapables d'enrayer l'importation massive des céréales étrangères. Ils furent insuffisants en raison de la chute des cours sur le marché mondial et des facilités accordées par les pays exportateurs : primes à l'exportation, etc....

Ces modifications de droits de douane ont été effectuées sans plan d'ensemble.

En juillet 1930, par exemple, le relèvement du droit sur la farine de seigle fut moins important que le relèvement du droit sur le seigle en grains. Jusqu'en avril 1931, notre marché fut envahi par les farines de seigle allemandes ou polonaises.

Le droit sur les diverses céréales devrait être sensiblement le même, c'était le cas avant-guerre, or, il existe maintenant, en raison du caractère fragmentaire des mesures qui ont été prises, des écarts considérables. Ces décalages permettent aux céréales les moins frappées d'envahir notre marché (orge et maïs).

B. Réforme du marché réglementé.

Une réforme profonde du marché des céréales secondaires obtenue grâce à l'action du service de représentation des agriculteurs à la Bourse de Commerce a été mise en application le 1^{er} septembre 1931.

Le marché d'avoines noires était autrefois tellement étroit qu'il se prêtait aux étranglements et aux combinaisons, c'est pour cette raison que les producteurs l'avaient vu, sans déplaisir, fermer en septembre 1929.

Le marché des avoines diverses et celui des orges de brasserie étaient, par contre, écrasés par un stock volumineux de marchandises défectueuses dont un règlement trop large tolérerait l'admission.

Il fallait donc :

a) Faire disparaître les stocks excessifs surtout en orge et en avoines diverses ;

b) Trouver un régime pour les avoines noires qui leur évite à la fois d'être écartées du marché et d'être dévalorisées dans un marché d'avoines diverses.

1^o Pour éviter la constitution des stocks excessifs et de qualité défectueuse, deux remèdes s'imposaient :

Renforcer les conditions d'admission au stock,

Faciliter le retrait du stock en rendant avantageuse la prise de livraison.

Les conditions d'admission ont été rendues beaucoup plus strictes surtout pour les céréales exotiques. Les poids spécifiques exigés ont été sensiblement relevés. Les latitudes trop grandes laissées au livreur pour la présentation des marchandises ont été supprimées. Les conditions de qualité, notablement renforcées. Pour les orges, l'obligation de subir un essai de germination a été introduite.

Les stocks de céréales secondaires soumis à des exigences de qualité beaucoup plus strictes sont devenus plus difficiles à constituer et de meilleure garantie pour les acheteurs.

Afin de rendre avantageuse pour ceux-ci la prise de livraison, des tolérances de poids spécifiques ont été admises, mais moyennant, pour l'acheteur, *le bénéfice d'une réfaction*.

Le principe de l'ancien règlement, contraire aux intérêts des producteurs, a donc été complètement renversé. Il consistait à favoriser la livraison au stock de marchandises en quantités importantes et de qualité quelconque et à rendre peu avantageuse la prise de livraison.

Depuis le premier septembre 1931, au contraire, la livraison est rendue difficile et la prise de livraison facile.

2° La réforme devait instituer un régime viable pour l'avoine noire.

La suppression du marché spécial des noires et grises de printemps avait eu pour effet de *dévaloriser encore cette sorte d'avoine* qui fait moins prime qu'autrefois auprès des centres urbains consommateurs. La possibilité de la livrer au marché des avoines diverses *sans avantage pour le vendeur* tendait à faire tomber sa valeur au niveau des autres avoines.

Le rétablissement d'un marché spécial d'avoines noires auquel s'étaient arrêtés un moment certains producteurs présentait, d'autre part, un risque grave. Le marché réglementé des seules avoines noires et grises de printemps n'aurait pas pu être sain et normal puisque le commerce libre de ces qualités se restreint de plus en plus. Le marché réglementé trop haussier aurait fatalement provoqué des fluctuations de cours préjudiciables à la culture ; c'est ce qui l'avait fait supprimer. Il ne fallait donc pas songer à le rétablir.

La solution adoptée, tenant compte de ces éléments, a consisté à créer un nouveau marché général des avoines, dont la base est formée par la noire et la grise de printemps, mais ce marché admet les autres sortes d'avoines avec des exigences de qualité dont la sévérité va croissant avec la différence de valeur commerciale. Le poids de l'avoine noire est fixé à 47 kilogrammes, de la blanche indigène à 49, de la blanche exotique à 52.

En outre, le jeu des tolérances et des réfections a été combiné de façon à avantager, quant au prix, l'acheteur qui reçoit des avoines de sortes inférieures au lieu d'avoines noires, base de son prix d'achat.

Le principe du nouveau marché paraît être le plus avantageux pour les producteurs ; ils bénéficient de l'influence bienfaisante exercée sur les cours par des cotations basées sur l'avoine noire mais résultant de transactions larges qui portent, en réalité, sur toutes les sortes d'avoines.

Les résultats sont déjà manifestes. Le marché des avoines, le plus actif, le plus « détraqué » aussi les années précédentes, a vu ses cours s'améliorer depuis la réforme dans une proportion inespérée. L'amélioration grâce à l'assainissement opéré par la réforme est *de l'ordre de 25 %*.

En janvier 1931, les stocks étaient d'environ 100.000 quintaux et les cours oscillaient aux environs de 75 francs.

En janvier 1932, malgré une récolte plus importante, les stocks ne dépassent pas 5.000 quintaux et le niveau des cotations s'établit au-dessus de 100 francs.

C. Autres mesures.

D'autres mesures ont été prises qui, directement ou indirectement, avaient pour but le renforcement de la protection du marché des céréales secondaires.

Un décret du premier décembre 1931 a institué une surtaxe antidumping de 80 francs sur le malt originaire d'Allemagne.

On s'étonne que pareille mesure n'ait pas été prise depuis longtemps pour les seigles originaires d'Allemagne, ou les orges provenant de Tchécoslovaquie.

Les importations étaient autrement considérables que les importations de malt d'Allemagne et l'octroi de primes à l'exportation nettement démontré.

Une surtaxe compensatrice de change avait été appliquée par décret du 12 novembre 1931 aux maïs de provenance argentine, cette surtaxe avait été portée à 15 % (9 décembre 1931). Cette mesure était largement justifiée par les importations excessives de maïs.

Pourquoi un arrêté du 31 décembre 1931 a-t-il supprimé le maïs de la liste des produits soumis à une surtaxe ?

Voilà les mesures prises : elles sont encore insuffisantes. Pour remédier à la crise actuelle, l'A. G.P.B. a demandé un certain nombre de dispositions nouvelles. Celles-ci ont fait l'objet des vœux suivants, émis par l'Assemblée des Présidents de Chambre d'Agriculture du 15-16 mars 1932.

Vœux relatifs aux seigles , avoines et orges.

Protection.

« L'Assemblée des Présidents des Chambres d'Agriculture,

« Considérant la situation très grave du marché des céréa-
« les secondaires qu'elle a déjà soulignée à de nombreuses
« reprises, notamment le 5 novembre 1931 ;

« Considérant que cette situation cause un préjudice très grave à toute l'Agriculture française ;

« Qu'elle risque d'avoir pour conséquence prochaine un
« déséquilibre dans la production des céréales si on n'y porte
« pas remède dans un délai très court ;

« Demande :

« 1° Que les droits de douane sur les seigles, avoines et
« orge soient portés immédiatement à 45 francs ;

2° Qu'à cet effet, les négociations poursuivies en vue de
« déconsolider le droit de douane sur les orges aient enfin
« une conclusion dans le plus bref délai possible ;

« 3° Que si ces négociations n'aboutissaient pas très prochainement, il soit fait appel aux mesures que prévoit la législation contre le dumping.

Accroissement des débouchés

« L'Assemblée,

« Considérant que les débouchés des seignles, avoines et
« orges, se sont réduits considérablement, demande :

« 1° Que l'on assure à la production française le débouché
« normal que constitue l'alimentation animale ;

« Qu'à cet effet, la protection du marché du bétail soit
« mise en harmonie avec la protection du marché des céréales ;

2° Que le Gouvernement favorise la distillation des grains,
« notamment pour la fabrication de la levure, ce qui aurait
pour double avantage de procurer un débouché aux céréales
indigènes et de donner à la boulangerie des levures d'excel-
lente qualité qui lui font défaut actuellement ;

« 3° Que la réglementation de la fabrication de la bière
« soit rapidement réformée.

« Elle souligne en particulier que la tolérance actuelle
« d'emploi des produits, autres que le malt d'orge et le hou-
« blon qui, en raison de leurs très bas prix prennent la place
« des orges indigènes, porte un préjudice très grave aux pro-
« ducteurs français ;

« Estimant que cette tolérance n'est nullement justifiée
« par des raisons d'ordre technique ;

« L'Assemblée demande qu'elle soit réduite de 50 à 10 %
« étant entendu que cette réforme serait accompagnée d'une
« mise au point de l'emploi des sucres et glucoses ».

Vœux relatifs au maïs.

« L'Assemblée des Présidents des Chambres d'Agriculture,

« Considérant que les importations excessives de maïs
« au cours de ces dernières années et, en particulier pendant
« l'année 1931, ont contribué à l'avisement des prix des
« céréales fourragères produites en France : seigles, avoines,
« orges, maïs et blés de médiocre qualité qui, normalement,
« auraient dû être utilisés pour l'alimentation du bétail ;

« Considérant que ces importations à des prix anormale-
« ment bas ont pour résultat de maintenir les marchés des
« céréales secondaires en déséquilibre par rapport au marché

« du blé, que cette situation risque de compromettre la solidité de la réglementation protectrice jugée nécessaire pour le blé ;

« Considérant, d'autre part, que notre Pays dont la production de maïs est insuffisante a besoin de faire appel aux maïs étrangers pour les besoins de l'élevage ;

Demande :

« 1° Que les entrées de maïs soient contingentées en tenant compte des importations moyennes avant 1931, soit 6 millions de quintaux, compte non tenu des maïs coloniaux qui continueraient à entrer librement ;

« 2° Que le droit de douane sur les maïs soit porté à 40 frs ;

« 3° Qu'un contingent de maïs à petits grains, dits de « Bessarabie », soit admis au bénéfice d'un droit réduit sous réserve que ces maïs soient effectivement destinés aux besoins de l'élevage et que des mesures de contrôle sévère soient prévues et appliquées à cet effet ».

* * *

Ayant ainsi dressé le bilan, dans ses lignes générales, des résultats obtenus par l'Association générale des Producteurs de Blé, nous allons passer à celui de l'Union Nationale des Coopératives Agricoles de Vente et de Transformation du blé.

Cette prodigieuse variété de réalisations et de résultats d'une importance primordiale démontre de façon indiscutable l'utilité capitale pour l'agriculture de s'unir et de se fédérer.

CHAPITRE VI

LES RESULTATS OBTENUS PAR L'UNION NATIONALE DES COOPERATIVES AGRICOLES DE VENTE ET DE TRANSFORMATION DU BLE

L'action de l'Union Nationale des Coopératives A.V.T.B., créée dans un but de défense fiscale a porté tout d'abord sur l'élaboration d'un statut juridique et fiscal des Coopératives, puis son action s'est étendue successivement aux questions intéressant l'organisation du marché du blé, principalement le stockage et le financement de la récolte. C'est elle qui a obtenu et mis en œuvre les « Mesures d'organisation de technicité et d'équipement » indispensables aux producteurs de blé.

§ 1. DÉFENSE DES COOPÉRATIVES

A. Statut des coopératives.

Les difficultés fiscales qu'ont rencontrées les coopératives viennent de l'imprécision ou de l'absence de textes juridiques précisant leur situation. En particulier la loi du 5 août 1920, que l'on a considérée comme la charte des coopératives de vente et de transformation était muette sur deux impôts

très importants : l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et la taxe sur le chiffre d'affaires.

Jusqu'en 1925, la jurisprudence du Conseil d'État fut favorable aux coopératives puis un revirement se produisit. Avant 1925, en effet, les arrêts du Conseil d'État exonérèrent les coopératives de ces deux impôts, en raison de leur caractère coopératif qui leur interdisait de faire des bénéfices. Mais à partir de cette date le Conseil d'État se rangea à un autre critérium. Il rechercha si les coopératives effectuaient des opérations rentrant normalement dans le cadre des opérations agricoles, c'est ce qu'on a appelé couramment la thèse de l'« industrialisation ». De ce chef la plupart des Coopératives de Transformation et toutes les coopératives de meunerie devinrent imposables. L'Union Nationale des C.A.V.T.B. étudia, d'accord avec les autres unions (lait, betteraves, vins etc.), la mise au point d'un statut juridique et fiscal des coopératives. L'état de la question évolua très rapidement. La loi de finances du 31 décembre 1928, transforma en effet l'impôt sur le chiffre d'affaires en taxe à la mouture, dont les coopératives de meunerie étaient exonérées sous certaines conditions, d'ailleurs très rigoureuses. Cette taxe fut finalement supprimée au mois d'août 1929. Le fisc ne réclama donc aux Coopératives de Meunerie l'impôt sur le chiffre d'affaires que pour les années antérieures à 1929 ; pour le reste il continuait à réclamer l'impôt sur les Bénéfices industriels et commerciaux. L'Union Nationale des C.A.V.T.B. s'attacha donc à obtenir l'exonération de ces charges fiscales dans les propositions et projets qui furent soumis au Parlement. Ceux-ci furent d'ailleurs nombreux, rappelons notamment la proposition de loi, déposée par MM. Barthe et de Monicault, qui reçut la signature de 350 députés et le projet de loi, déposé au mois de mai 1931, par André Tardieu, Ministre de l'Agriculture. Aucun de ces projets n'est encore venu en discussion, mais l'Union a obtenu que de nouvelles poursuites ne soient pas effectuées contre les Coopératives jusqu'au vote d'une loi fixant définitivement le statut des coopératives.

B. Emplois des blés exotiques par les coopératives.

Des difficultés se sont élevées pour les coopératives de meunerie désirant employer des blés exotiques. En effet la loi du 5 août 1920 réserve les avantages qu'elle prévoit (crédit agricole, exonération fiscale), aux coopératives utilisant uniquement les produits provenant de la récolte des adhérents. C'était donc pour les coopératives de meunerie, l'impossibilité d'utiliser des blés exotiques. Les conséquences en auraient été particulièrement graves au cours des deux campagnes 1930-31 et 1931-32. Pendant cette période, en effet, le blé indigène fut déficient du point de vue de la qualité. Les minoteries industrielles utilisant des blés exotiques, bénéficiaient ainsi d'une véritable prime et il aurait été impossible aux Coopératives de Meunerie de soutenir la concurrence. D'autre part, par suite de la récolte déficitaire de 1930 et 1931, les Coopératives de Meunerie éprouvaient de grandes difficultés de ravitaillement puisqu'il ne leur était pas possible de se ravitailler en dehors de leurs adhérents. Aussi l'Union intervint-elle pour que les coopératives de Meunerie fussent autorisées à employer les blés exotiques dans la limite du pourcentage sans perdre le bénéfice des immunités fiscales attachées à leur qualité de Coopératives Agricoles.

Cette autorisation leur fut accordée à deux reprises par le loi du 4 juillet 1931 et du 10 avril 1932 (Spécifions qu'il ne s'agit que d'autorisation temporaire ayant effet pendant la durée d'une campagne).

§ 2. ORGANISATION DU STOCKAGE.

Nous avons étudié (à propos des origines de l'Union Nationale des C.A.V.T.B.) l'état de désorganisation du marché du blé. Cet état de chose entraîne de brusques fluctuations de cours préjudiciables au producteur et au consommateur. Quelque soit la protection dont bénéficie le marché français le producteur restera victime de ces variations s'il n'y porte remède par l'organisation coopérative de la vente.

L'A.G.P.B. et l'Union Nationale C.A.V.T.B. ont posé ce principe que ces fluctuations ne pouvaient être atténuées que par le stockage en vue d'un échelonnement régulier des ventes au cours de la campagne. Il n'y a donc rien de commun entre ce stockage en vue d'une régularisation des cours et le stockage plus ou moins spéculatif pratiqué par certains pays exportateurs : Canada (Pool), États-Unis (Farm Board), L'Union Nationale posa en principe que cette œuvre d'organisation du marché du blé devait reposer avant tout sur l'initiative et l'effort professionnel. Mais étant donné l'envergure de cette œuvre et sa portée d'intérêt général, il était logique que l'État apportât sa collaboration technique et financière. Dès 1929, l'Union Nationale des C.A.V.T.B. avait indiqué que l'État devait apporter son appui :

- 1° Pour la construction et l'aménagement de silos et magasins ;
- 2° Pour la conservation de la récolte ;
- 3° Pour le financement.

A. Construction et aménagement de silos et magasins.

Pour permettre aux Coopératives d'effectuer les constructions nécessaires au logement de la récolte, le Génie Rural apporte son appui technique pour l'élaboration des plans et études nécessaires à la construction et une aide financière sous forme de subvention qui peut atteindre au maximum 33 % du montant des constructions. Ajoutons que la loi de l'Outillage National a augmenté les crédits mis à la disposition du Génie Rural. L'Union Nationale a insisté d'ailleurs dans les conseils donnés par elle aux groupements agricoles à ce sujet sur la nécessité d'adapter les constructions aux besoins de chaque région.

Les Coopératives déjà existantes ont effectué des constructions extrêmement variées silos, magasins, selon les conditions culturelles de chaque région. Voici un aperçu de la diversité des situations régionales :

Tel département largement surproducteur est fatalement

obligé d'écouler vers les départements déficitaires l'excédent de sa production qu'il a intérêt à concentrer préalablement aux points d'expédition. Cette exportation se fera, d'ailleurs, sous forme de blé ou de farine suivant l'importance de la capacité d'écrasement de ses moulins par rapport à ses propres besoins.

Ailleurs, besoins et ressources s'équilibrent harmonieusement et cadrent avec la puissance d'écrasement des moulins locaux. Il pourra être contr'indiqué de grever la marchandise de frais de transport inutiles en la concentrant vers des organismes de vente et le problème pourra se poser d'une collaboration à établir entre les groupements de producteurs et les usagers locaux en vue d'un approvisionnement régulier du marché local.

Ici, le climat très sec rend très facile la conservation des grains en magasins ou silos ; là, au contraire, l'humidité naturelle sera la cause de graves difficultés.

Dans telle région, nous aurons affaire à des exploitations d'une certaine importance où l'habitude existe déjà de conserver la récolte en meules, sous hangars ou bien dans des greniers suffisamment aménagés. Ailleurs, ce sera, au contraire, de tous petits producteurs qu'il s'agira de grouper et d'organiser parce que le manque de logement et l'acuité des difficultés de trésorerie rendent leur situation particulièrement critique.

Ce bref aperçu montre que dans notre pays tout est diversité et que la solution la meilleure sera surtout la mieux adaptée aux circonstances locales. On irait donc à un échec certain, si l'on voulait imposer, pour l'organisation de notre marché du blé, une formule unique et si l'appui technique et financier de l'Etat était subordonné à l'adoption de cette seule formule type.

B. Conservation de la récolte.

C'est à la suite des interventions de l'Union Nationale des C.A.V.T.B. que furent pris la loi du 30 avril 1930 et le décret du 6 septembre qui la mettait en pratique. Ces textes réglaient

les conditions d'attribution par le Gouvernement, de « primes d'entretien », allouées aux groupements agricoles qui constituent un stock de blé destiné à être écoulé sur le marché, suivant un échelonnement convenu.

Ces stocks devaient en effet éviter, tout autant l'effondrement des cours par ventes précipitées au début de la campagne que la restriction excessive, génératrice d'importations massives à bas prix. Ils régularisent donc ainsi les cours, de plus ils mettent à la disposition du pays une réserve permanente de céréales permettant à la Nation de parer à des crises imprévues.

Ce stockage, l'A.C.P.B. et l'Union Nationale des C.A.V.T.B. avaient fait admettre le principe qu'il devait être fait par les producteurs et pour les producteurs. Il n'aurait été en effet d'aucun intérêt pour eux que par mesure de spéculation, les acheteurs, en période d'offres massives et d'effondrement des cours, pussent constituer des stocks à bas prix pour bénéficier ensuite de primes d'entretien et des plus-values éventuelles. Cette opération aurait été en effet une cause de trouble du marché et de fluctuations spéculatives. C'est pourquoi, l'administration de l'Agriculture a réservé aux groupements agricoles l'application de sa formule spéciale de « marchés de stockage et de ventes échelonnées »

Le stockage comporte une discipline nécessaire pour que l'objectif de stabilisation soit atteint. Les groupements s'astreignent à cette discipline en passant avec le Ministre de l'Agriculture un contrat aux termes duquel ils s'engagent à constituer un stock de blé, à l'entretenir, à en effectuer la vente par fractions trimestrielles sur neuf ou douze mois.

Le stockage ainsi réalisé, laisse au groupement toute son initiative et toute latitude pour la vente. La liberté très grande qu'il garde dans le cadre de la règle d'échelonnement par trimestre lui permet de se plier avec toute la souplesse désirable, aux conditions locales des marchés.

Nous allons indiquer les grandes lignes du contrat qui lie le Ministère aux producteurs.

1^o Le groupement constitue un stock. Les règles de la cons-

titution et de l'entretien de ce stock ont été adaptées de la manière la plus souple aux conditions de la pratique. Les formalités à remplir sont également réduites au minimum.

2° Il s'engage à réduire le stock progressivement, par trimestre d'une façon égale au quart, au tiers ou à la moitié de la quantité stockée selon la durée du contrat (un an, neuf mois ou six mois). En ce qui concerne la vente de la fraction trimestrielle, à retirer du stock, il conserve toute latitude pour choisir dans le courant du trimestre, la date qu'il juge préférable. La vente s'effectue donc en fait dans les conditions de la pratique courante.

3° Le groupement se soumet à un contrôle simplifié à l'extrême : il doit justifier des sorties de blé ou des entrées éventuelles, et, le cas échéant, communiquer sa comptabilité matière, à l'Administration afin que celle-ci puisse vérifier l'existence du stock et s'assurer de l'échelonnement trimestriel des ventes.

4° En contre-partie des engagements pris, le groupement reçoit, une prime de 8,5 % ou 6 % — selon les obligations imposées — par quintal, calculée sur un prix de base théorique de 160 francs et pour une durée de conservation de un an (ce calcul de la prime allouée s'établit bien entendu en tenant compte de la durée réelle de conservation des blés stockés).

Toutes les modalités sont prévues par un cahier des charges, publié au *Journal Officiel*, le 7 septembre 1930. Ce cahier des charges a été mis au point par l'A.G.P.B. et l'Union Nationale des C.A.V.T.B. et à remplacé l'essai de stockage tenté par l'Intendance Militaire en application du décret du 31 mai 1930 qui lui, n'apportait aucune solution à l'organisation du marché du blé.

L'expérience faite sur une échelle de plus en plus large pendant deux campagnes (1930-31 et 1931-32) a prouvé que la formule de stockage était viable et utile.

En 1930-31, sur les instances de l'A.G.P.B. et de l'Union de nombreux groupements agricoles par une trentaine de contrats, ont stocké une quantité globale de 400.000 quintaux.

En 1931-32, les groupements qui avaient déjà stocké, ont passé de nouveaux contrats. D'autres groupements ont suivi leur exemple, par environ soixante dix contrats, les groupements agricoles ont stocké près d'un million de quintaux.

C'est ainsi que pendant ces deux campagnes, qui ont été déficitaires, le stockage a permis d'absorber le surcroît d'offres après la moisson et de les répartir sur toute la campagne. Ce retrait du marché de quelques milliers de quintaux après moisson a empêché de façon évidente toute la récolte française de subir une dépréciation momentanée.

C'est au stockage, complément nécessaire du pourcentage, qu'il faut en partie attribuer, la remarquable stabilité de nos cours à l'automne 1930 et à l'automne 1931.

La vente échelonnée, sur toute la campagne, du blé constitué en stocks, a en outre facilité l'approvisionnement régulier du marché au printemps lors des basses offres.

Enfin, et surtout, le stockage a créé sur le territoire de solides points de résistance locale pour les cours, nombreux sont les groupements ayant constaté que les centres de stockage ont permis aux producteurs de leur rayon, et même au delà, de vendre leurs récoltes plus cher que dans d'autres régions où l'effort n'avait pas encore été fait pour l'organisation professionnelle du marché.

On peut donc dire que lors de ces deux dernières années déficitaires, le stockage de faibles quantités de blé a contribué à stabiliser le marché. Il suffisait donc d'amplifier le mouvement pour que le problème de la stabilisation des cours soit résolu en période déficitaire.

Mais la formule du stockage et de la vente échelonnée peut jouer un rôle encore plus important. En année excédentaire, en effet elle permettrait d'éviter l'écrasement du marché sous le poids de disponibilités excessives. Il suffirait de prévoir l'échelonnement régulier des ventes sur une période un peu plus allongée — débordant le cadre de la campagne — pour faire disparaître provisoirement du marché un certain stock excédentaire à reporter sur la campagne suivante.

§ 3. FINANCEMENT DE LA RÉCOLTE DU BLÉ.

Si souhaitable que soit le stockage il ne faut pas oublier qu'il n'est possible qu'à condition que soit organisé le crédit agricole et le financement de la récolte. C'est à quoi s'est employée avec une grande activité malgré des difficultés sans nombre, l'Union Nationale des Coopératives Agricoles de Vente et de Transformation du Blé.

Au point de vue crédit le paysan est très défavorisé, il n'offre pas une « surface » suffisante, si bien que comme le citait Lucien Romier, il y a des cultivateurs roumains qui doivent emprunter à 20% et parfois davantage. S'il n'en est pas ainsi en France, c'est grâce à ses associations agricoles que le producteur le doit, tant par l'organisation de ses ventes, que par l'organisation de son crédit.

Le financement individuel est en effet insuffisant. D'ailleurs dans les cas où il peut être utilisé le crédit n'est obtenu qu'en fonction de chaque producteur isolé. Il ne peut en aucune manière empêcher le désordre général des ventes et encore moins permettre d'exercer sur les cours des marchés une influence régulatrice. C'est donc le financement collectif qui doit être organisé.

Depuis très longtemps les projets étaient à l'étude. Afin de généraliser la faculté de recourir au crédit, on voulut mettre les cultivateurs à même d'offrir, en sus d'une garantie d'ordre personnel — ou à défaut de celle-ci — une garantie réelle tel fut l'objet de la loi de 1898 sur les Warrants agricoles, votée à la demande du cabinet Méline. La loi permettait de constituer en gage les produits mobiliers des exploitations agricoles et notamment les récoltes demeurées sur les terres ou dans les bâtiments de l'exploitation. Le trait caractéristique de ce gage était donc d'avoir lieu sans dépossession. On pensait qu'il ferait la fortune du Warrant agricole : c'était, au contraire, rendre l'institution inapplicable.

Pour remédier à ces inconvénients, le législateur à vainement tenté de l'améliorer en 1906 : il a simplifié, les formali-

tés de constitution des warrants, étendu le champ d'application de la loi tant à l'égard des individus, que des produits susceptibles d'être warrantés. Ces modifications ont été sans effet.

Le vice réside, en effet, dans le principe même sur lequel a été basé le warrant agricole, c'est-à-dire celui du gage individuel sans dépossession. Cette formule, admise au point de vue juridique, ne l'est pas au point de vue financier. La raison principale en est qu'elle n'offre au prêteur éventuel qu'une garantie et une sécurité insuffisante, par suite de la nature périssable du gage, de la nécessité de constater la quantité de blé engagée et de contrôler sa conservation dans les bâtiments privés de chaque producteur, des difficultés que la faible importance et l'éparpillement des lots individuels feront naître en cas de réalisation du gage, etc ... On le reconnaissait déjà en 1906 : « Beaucoup de prêteurs ne considèrent pas comme suffisante la garantie résultant de la présence de l'objet donné en gage entre les mains de l'emprunteur. » (Rapport Legrand au Sénat).

Deux faits concrétisent ce défaut fondamental du warrant agricole : d'une part les statistiques officielles indiquent que la proportion entre le montant des prêts consentis et la valeur des produits engagés oscille aux environs de 40 % de la valeur des gages, d'autre part, la Banque de France s'est toujours montrée réfractaire au réescompte des warrants agricoles.

A l'heure actuelle différentes coopératives ont utilisé le warrant agricole, mais elles ont rencontré de grosses difficultés. Le système n'est pas encore au point. Il est indispensable principalement d'obtenir des facilités réelles pour le réescompte.

En 1931, deux Organismes étaient intervenus pour ce réescompte : La Caisse Centrale de crédit agricole de la rue d'Athènes et la Caisse Nationale de Crédit Agricole. La première a connu des difficultés financières ; quand au réescompte par la Caisse Nationale, des difficultés ont surgi également du fait que les Caisses Régionales dépendant d'elle ont leur autonomie propre, et sont libres de faire les opérations qu'elles dési-

rent. D'autre part, la Caisse Nationale ne peut réescompter directement son papier à la Banque de France ; ceci résulte des dispositions statutaires de la Banque de France. Si le financement venait à se développer, il faudrait donc que la Caisse Nationale envisage la possibilité de trouver un débouché pour son papier.

A défaut du warrant agricole, certaines coopératives ont eu recours au billet à ordre ou aux warrants commerciaux. Mais ces warrants nécessitent la mise en entrepôt du blé dans les magasins généraux, ce qui ne peut être fait partout.

Cependant l'action incessante de l'Union Nationale des C.A.V.T.B., a réussi à obtenir l'important accord du 1^{er} août 1931, conclu sous l'autorité du Ministre de l'Agriculture entre la Banque de France, les Etablissements de Crédit, la Caisse Nationale de Crédit Agricole, la Caisse Centrale de Crédit et les représentants des groupements professionnels agricoles.

Voici les grandes lignes des systèmes qui peuvent être pratiqués pour le réescompte des papiers agricoles, warrants ou effets d'après les modalités de l'accord du 1^{er} août 1931.

Dans la pratique, deux cas peuvent se présenter suivant que la Caisse Régionale de Crédit Agricole à laquelle le papier est présenté est une Caisse ne recevant pas ou bien ayant reçu des avances de l'État par l'intermédiaire de la Caisse Nationale de Crédit Agricole. Des modalités particulières ont été prévues pour lever les obstacles qui s'opposaient à la circulation du papier des syndicats.

Voici le fonctionnement pratique de cet accord :

a) *Caisse Régionale ayant reçu des avances de l'Etat par l'intermédiaire de la Caisse Nationale.*

Les effets ou warrants agricoles établis au nom de la coopérative et munis de la signature de la Caisse locale et de la Caisse régionale peuvent être présentés à l'escompte à la Caisse Nationale.

La Caisse Nationale signale à ce sujet que la durée des bil-

lets peut être fixée de suite à 6 mois pour éviter des frais de timbre. Elle recommande en outre que les billets et warrants soient très correctement établis, les timbres étant régulièrement apposés et annulés.

La Caisse Nationale se procure elle-même les fonds nécessaires par tous moyens appropriés, notamment en faisant réescompter ces billets ou warrants auprès des grands établissements de crédit qui trouveront un débouché à la Banque de France.

On voit que les difficultés d'ordre statutaire qui rendaient impossible l'acceptation par la Banque de France de la signature de la Caisse Nationale ont été résolues indirectement.

Le papier établi au nom de la Coopérative est muni de la signature de la Caisse locale et de la Caisse régionale peut également être présenté au réescompte auprès des Succursales de la Banque de France soit directement soit par l'intermédiaire des grands Etablissements de Crédit. Ces derniers, escomptant selon les règles appliquées au papier commercial, les effets portant la signature d'une Caisse locale et d'une Caisse régionale pouvant réescompter ensuite à la Banque de France.

Signalons que dans le cas du warrant commercial la marchandise entreposée dans les magasins généraux tient lieu d'une signature.

Le taux d'escompte de la Caisse Nationale de Crédit Agricole est celui de la Banque de France (actuellement 2%) plus une commission de 0,10%.

b) Cas des Caisses de Crédit Agricole n'ayant pas reçu d'avances de l'Etat.

Pendant la dernière campagne la Caisse Centrale de la rue d'Athènes avait mis sur pied une intéressante formule de financement.

Des warrants établis au nom des coopératives ayant souscrit des contrats de stockage avec le Ministre de l'Agriculture étaient exemptés par la Caisse Régionale de Crédit Agricole et réescomptés par la Caisse Centrale.

Celle-ci a obtenu elle-même, par l'accord intervenu signalé ci-dessus, des facilités de réescompte.

Soit à Paris, auprès de la Banque de France ; jusqu'ici la signature de la Caisse Centrale comme troisième signature était acceptée au cas où le papier émanait d'une coopérative de l'Ile de France ; maintenant la Banque de France accepte la signature de la Caisse Centrale comme troisième signature même si le papier provient d'une coopérative n'ayant pas son siège dans l'Ile de France.

Soit encore, à Paris, auprès des Etablissements de Crédit.

En province, les Caisses régionales de Crédit Agricole libres peuvent obtenir l'ouverture de compte d'escompte auprès des succursales de la Banque de France et des grands Etablissements de Crédit. Dans ce cas la Caisse Centrale intervient pour donner la première signature. Le montant des avances que pourront obtenir les coopératives s'adressant, par l'intermédiaire des Caisses Régionales, à la Caisse Centrale, atteindra environ 100 francs par quintal.

Dans l'ensemble, les obstacles et les difficultés, les plus grandes qui s'opposaient à la circulation du papier agricole ont été levés. Ainsi que le précisait le Ministre de l'Agriculture : « Les Associations Agricoles soit de stockage, soit d'achat, seront certaines, dans la pleine mesure qu'autorise la législation en vigueur, d'obtenir un financement aussi souple que celui dont bénéficie le papier du commerce et de l'industrie. »

Cas des syndicats.

Les syndicats qui effectuent la vente des céréales pour le compte de leurs adhérents ont besoin de crédit dans les mêmes conditions que les coopératives.

Pour la circulation du papier des syndicats de vente des difficultés se sont élevées. La Banque de France a fait ressortir l'impossibilité juridique pour elle d'accepter le papier de ces syndicats dans les mêmes conditions que celui des coopératives.

Ces difficultés tiennent au pouvoir très limité des syndicats en ce qui concerne la vente des produits de leurs membres. Ils ne

peuvent vendre sous leur nom et sous leur responsabilité et ne doivent servir que d'intermédiaire gratuit.

Dans la pratique les Caisses régionales peuvent cependant accepter le papier des syndicats sans avoir auprès des Etablissements de Crédit les mêmes débouchés que pour le papier des coopératives.

La Caisse Nationale de Crédit Agricole a conseillé, d'ailleurs, à ses Caisses régionales de continuer à faire ce qu'elles faisaient auparavant.

« Bien que certaines objections aient été formulées au sujet de la capacité d'emprunt des Syndicats Agricoles, il ne semble pas qu'il y ait pratiquement de difficultés à continuer les opérations des prêts à court terme qui ont été faites jusqu'ici avec eux et la Caisse Régionale à la possibilité de recevoir, comme précédemment, leurs billets. »

D'une façon générale, on ne peut que conseiller aux groupements qui veulent effectuer les opérations de stockage et de vente de blé et souscrire des contrats avec l'Administration de l'Agriculture, d'adopter la forme coopérative.

En ce qui concerne les opérations *d'achat et d'approvisionnement* les pouvoirs des syndicats sont beaucoup plus étendus que pour les opérations de vente.

Les difficultés qui s'opposaient à la circulation du papier relatif à ces opérations ont pu être résolues dans l'accord intervenu entre les Etablissements de Crédit et les Caisses de Crédit Agricole.

Ces difficultés provenaient du « caractère non bancable du papier des Syndicats Agricoles d'approvisionnement et d'achat, les membres de ces syndicats ne souscrivant pas de parts et pouvant se retirer à tout moment du syndicat... »

« Pour lever cet obstacle, les Caisses locales de Crédit Agricole, après vérification réglementaire de l'objet de l'opération, endosseront le papier souscrit par les syndicats agricoles d'approvisionnement et d'achat.

« Les Caisses régionales escompteront ce papier qui pourra ensuite être escompté par les Etablissements de Crédit et réescompté par la Banque de France dans les mêmes conditions qu'« ci-dessus ».

Bien que cet accord ait donné des résultats indéniables, le problème si vaste du financement est loin d'être résolu dans son ensemble.

L'Union Nationale des C.A.V.T.B. poursuit tous ses efforts pour obtenir des facilités nouvelles non contente des résultats déjà obtenus.

*
* *

Si les résultats obtenus par l'Union Nationale des C.A.V.T.B., ne paraissent pas aussi tangibles que ceux de l'A.G.P.B., il ne faut pas oublier que l'effort d'éducation entrepris est une œuvre de longue haleine, c'est une « création continue » qui ne portera pleinement ses fruits qu'après des années d'efforts. Son utilité n'en est pas moins grande : elle est le complément indispensable de l'Association Générale des Producteurs de blé.

Nous ne pouvons cependant mieux juger l'œuvre de redressement accomplie par ces deux associations qu'en citant ce vœu de la Fédération des Syndicats Agricoles de l'Allier qui est à lui seul un témoignage suffisant :

Fédération des syndicats agricoles de l'Allier

La Fédération des syndicats agricoles et associations professionnelles agricoles de l'Allier, réunie en Assemblée générale le 6 mars 1932, à Montluçon, a voté la motion suivante :

Considérant les immenses avantages qu'ait procuré à l'agriculture nos grandes organisations générales ou spécialisées : C.N.A.A., A.G.P.B., A.G.P.V., C.G.V.C.O., Service de représentation en Bourse de Commerce, Assemblée des Chambres d'agriculture, Comité parlementaire de l'élevage.

Considérant que sans elles la défense de l'agriculture serait rendue pratiquement impossible, étant donné la complexité infinie des questions économiques à étudier et à coordonner.

L'Assemblée générale de la Fédération adresse aux grandes organisations agricoles spécialisées sa reconnaissance la plus grande et les encourage à persévérer dans la grande œuvre de redressement économique qu'elles ont entreprise.

Elle se range derrière ses vaillants défenseurs pour les soutenir énergiquement.

Elle fait appel à tous les agriculteurs de l'Allier pour qu'ils resserrent leur organisation professionnelle, qui permettra, par une éducation poussée des masses agricoles, un grand mouvement de solidarité morale et matérielle dans l'intérêt commun.

Elle félicite hautement les groupements affiliés qui participent, par leurs subventions, au fonctionnement de ces indispensables services qui nous ont déjà assuré une politique stable du blé, en attendant les mêmes résultats pour les autres produits.

CONCLUSION

Nous avons commencé cette étude par le bilan que Joseph Faure dressait de « l'affaiblissement » de l'agriculture.

Nous avons vu comment l'agriculture a su enfin réagir et trouver en elle-même la force de se sauver.

Ce redressement nous l'avons étudié dans une sphère déterminée : le blé.

Un effort parallèle et magnifique n'a cessé de croître et de s'amplifier dans tous les autres domaines de ses associations.

C'est pourquoi à l'heure actuelle nous pouvons opposer au bilan de l'affaiblissement le bilan du redressement.

Le Président Tardieu l'a dressé. Mieux que tout autre il le connaît pour l'avoir vécu rue de Varenne.

Le voici :

« Mais comment, dans cet essai de bilan, passer sous silence ce qui restera, dans l'ordre économique, l'honneur de la Chambre de 1928 ? Cette Chambre — je le déclare, sûr d'interpréter ainsi la pensée de 20 millions de paysans français — a sauvé de la mort notre Agriculture. C'est elle qui, face au danger, en étroit accord avec les associations agricoles, a formulé la doctrine. Les hommes désormais peuvent passer. La doctrine restera et les actes, demain comme hier, s'en déduiront.

Vous savez aussi bien que moi quelle était la situation. Menacée, quant aux quantités et quant aux prix, par la crise mondiale de surproduction et de sous-consommation, écrasée par les importations de tant de pays que tentaient la stabilité de notre monnaie et la résistance de nos cours, désarmée par les consolidations de 1927, la paysannerie française allait

succomber, quand, un peu tard, mais résolument, elle s'est appuyée, pour se mettre en défense, sur les Pouvoirs Publics.

Les lois et les décrets se sont alors précipités. Producteurs de blé, producteurs de vin, producteurs de sucres ont reçu leur statut légal. Le blé, depuis trois ans se vend en France, avec une stabilité remarquable, plus de 110 francs au-dessus du cours mondial, sans que le prix du pain dépasse, par rapport à 1913, le coefficient 5. La baisse catastrophique du vin et du sucre a été arrêtée et suivie d'un redressement. La baisse du bétail a été enrayée.

C'est que, par le droit de douane, par l'emploi obligatoire des produits indigènes, par les primes à la production et par les contingents, nous avons réussi à protéger la production agricole, dont le montant brut est de 100 milliards par an, à raison de 90 milliards. Les importations anormales des neuf premiers mois de 1931, qui représentaient parfois près de 300 % de celles des années précédentes, ne pourront pas se reproduire à l'avenir. Nos paysans le doivent à la dernière législature.

Pour consolider ces résultats, nous avons convié l'agriculture à s'organiser. Primes de stockage pour l'échelonnement de la vente du blé ; réforme de l'admission temporaire et de la Bourse de commerce ; accord d'avril 1931 sur la limitation de la production sucrière ; taxes sur les plantations nouvelles et les hauts rendements de la vigne ; mise en vigueur du blocage ; crédit de 20 millions pour l'exportation agricole et de 30 millions pour l'enquête agricole ; dépôt des deux projets de loi sur le statut des coopératives et la marque nationale ; augmentation des dotations de la Caisse nationale de crédit agricole ; accord avec la Banque de France et les établissements de crédit pour la circulation des effets paysans, — voilà, parmi beaucoup d'autres, quelques-unes des mesures qui ont renforcé cette organisation.

Vous savez d'autre part, ce qui a été accompli pour l'équipement rural. Les 860 millions dépensés depuis deux ans pour l'électrification et le génie rural ; les 420 millions votés cette année même, pour les adductions d'eau ; notre programme nouveau de drainage et de chemins ruraux ; la baisse de

20 francs aux 100 kilos réalisée, en onze mois, sur les engrais azotés ; la création de la Caisse d'avance aux communes seront, pour nos paysans, des armes nouvelles et puissantes dans leur lutte courageuse ». (Discours de Bullier du 6 avril 1932).

Vu, le Doyen,
H. BERTHÉLEMY.

Vu, le Président de la Thèse,
William OUALID.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris.
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

A. — DOCUMENTATION OFFICIELLE

Journal Officiel. — Lois et Décrets — Débats Parlementaires.

Bulletin de l'Office des Renseignements Agricoles.

Statistiques du Ministère de l'Agriculture.

Bulletin Mensuel de statistique agricole et commercial de l'Institut International d'Agriculture de Rome.

Annuaire de l'Institut de Rome.

B. — JOURNAUX ET REVUES PROFESSIONNELLES

L'Association Agricole, (Organe de la Confédération Nationale des Associations Agricoles).

Revue des Agriculteurs de France, (Organe des Agriculteurs de France).

Cahiers de la Coopération et du crédit Agricole, (Organe de l'office central de crédit agricole et de l'office central de la coopération agricole).

Bulletins de l'Association Générale des Producteurs de blé.

Congrès de l'Agriculture Française, Compte rendu des Assemblées des Présidents de Chambre d'Agriculture.

Travaux des Chambres d'Agriculture.

Journal d'Agriculture Pratique.

Journée Industrielle.

L'Europe Nouvelle, Dossiers 49 B, 110 B, 145 B.

Revue d'Economie Politique.

Revue d'Economie Rurale.

Revue d'Economie Internationale.

Revue politique et parlementaire.

C. — OUVRAGES ET THESES.

AUGÉ LARIBÉ. — *Syndicats et Coopératives Agricoles.*

BALLIERES. — *Associations en matière d'élevage* (thèse 1907)

- BORET.V. — *Pour et par la terre. — Pour et contre la terre.*
- BOUILLON. — *La vente coopérative des céréales* (thèse 1908).
- BOUTIN. — *L'expansion commerciale du Maroc.* (thèse 1925).
- CAZIOT. — *La vérité sur la richesse agricole.*
- COULET. — *Mouvement syndical et coopératif dans l'agriculture* (thèse 1898).
- DUPORT. — *Testament Syndical.*
- LAMOR. — *Le problème national et international du blé* (thèse 1931).
- MÉLINE. — *Le retour à la terre.*
Le salut par la terre.
- MEUNIER. — *Les associations agricoles* (thèse 1911).
- SEULESCO. — *Coopératives et ententes agricoles pour la vente du blé* (thèse 1931).
- J. YOLE. — *Le malaise paysan.*
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
-------------------	---

PARTIE GENERALE

LA SITUATION DE L'AGRICULTURE ET LE PROBLEME DE L'ASSOCIATION.

Chapitre 1 :	
« La terre qui meurt »	7
Chapitre 2 :	
<i>Importance primordiale de l'Agriculture</i>	11
§ 1 Les stocks stériles de l'Agriculture.....	12
§ 2 Débouché agricole.....	14
§ 3 L'agriculture : Armature du Pays.....	18
§ 4 La Terre et la Race.....	20
§ 5 L'influence agricole et les dirigeants.....	22
Chapitre 3 :	
<i>L'agriculture et le pouvoir</i>	
§ 1 Pouvoir public et pouvoir syndical.....	25
§ 2 Agriculture et représentation politique.....	26
§ 3 Agriculture et politique.....	27
Chapitre 4 :	
<i>Vue d'ensemble sur les Associations Agricoles</i>	33
Chapitre 5 :	
<i>Attitude des masses paysannes</i>	
§ 1 Mentalité paysanne.....	41
§ 2 Mentalité du colon.....	43
§ 3 Divergence et parfois antinomie des intérêts agricoles.....	44
§ 4 Faiblesse apparente et force réelle des associations agricoles. ...	45
Chapitre 6 :	
<i>Etat actuel</i>	47

PARTIE SPECIALE

LE REDRESSEMENT AGRICOLE DES PRODUCTEURS DE BLE PAR
L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE

Chapitre 1 :

<i>Généralités.</i>	53
---------------------------	----

Chapitre 2 :

<i>La crise chez les Producteurs de blé.</i>	55
§ 1 Causes.....	55
§ 2 Remèdes.....	62

Chapitre 3 :

Les artisans du redressement.

La réalisation Française de défense du blé.

L'Association Générale des Producteurs de blé.

§ 1 Ses origines.....	69
§ 2 Sa doctrine.....	70
§ 3 Ses moyens d'action.....	72
§ 4 Son fonctionnement.....	74

Chapitre 4 :

Les artisans du redressement.

La Réalisation Française d'organisation du blé.

L'Union Nationale des Coopératives Agricoles de vente et de transformation du blé.

§ 1 Ses origines.....	81
§ 2 Nécessité des coopératives du blé.....	83
§ 3 Sa base de travail.....	87
§ 4 Son organisation.....	89

Chapitre 5 :

Le redressement.

Les résultats obtenus par l'A.G.P.B......
 91 |

SECTION I: *Mesures de défense douanière et de protection.*.....
 92 |

§ 1 Mesures générales de protection douanières.....	92
A Droit de douane.....	92
B Droit de douane stable.....	94
C Politique du pourcentage.....	96
§ 2 Mesures spéciales de protection douanière.....	102
A Blés Maroc.....	102
B Blés Russes.....	108
C Blés Danube.....	108

§ 3. Défense douanière.....	109
A. Admission temporaire.....	109
B. Permis d'importation.....	112
C. Dénaturation.....	114
SECTION II. <i>Mesures de discipline et d'assainissement.</i>	115
§ 1. Lutte contre les fraudeurs.....	116
§ 2. Lutte contre la spéculation.....	117
A. Réforme de la Bourse de Commerce.....	117
B. Représentation des Producteurs à la Bourse de Commerce.	118
SECTION III. <i>Mesures indirectes de défense du blé.</i>	127
Protection des céréales secondaires.....	127
Chapitre 6 :	
<i>Le redressement :</i>	
<i>Les résultats obtenus par l'Union Nationale des Coopératives Agricoles de</i>	
<i>vente et de transformation du blé.</i>	137
§ 1. Défense des Coopératives.....	137
A. Statut des Coopératives.	137
B. Emploi des blés exotiques par les Coopératives.....	139
§ 2. Organisation du stockage.	139
A. Silos et magasins.....	140
B. Conservation de la récolte.....	141
§ 3. Financement de la récolte.....	145
CONCLUSION.	153
BIBLIOGRAPHIE.....	156

